



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

LES
DONNÉES



Les marchés des produits laitiers, carnés et avicoles

Bilan 2021
Perspectives 2022

Les marchés des produits laitiers, carnés et avicoles

.....
Bilan 2021 / Perspectives 2022

Sommaire

Préambule méthodologique	p. 5
Viandes rouges	
Gros bovins	p. 9
Veaux	p. 31
Viandes blanches	
Porc	p. 41
Volaille de chair	p. 65
Laits	
Vache	p. 85
Annexes	p. 125



**VIANDES
ROUGES**

Le marché des gros bovins en France

› Broutards : le marché a opéré une revalorisation tardive au second semestre

Les naissances de veaux allaitants ont enregistré une baisse de 2,5 % en 2021, renouant avec les tendances des années d'avant-crise (2017-2019), et après un léger rebond (+ 1,0 %) en 2020. Le recul des naissances a été plus prononcé entre les mois de mars et août. Cette baisse est principalement liée à la décapitalisation du cheptel allaitant, qui s'est poursuivie et accélérée au cours de l'année. Les naissances de veaux croisés ont en revanche poursuivi leur hausse (+ 3,0 %). Ainsi, au total, les naissances de veaux allaitants et croisés ont été en baisse de 0,9 % sur l'année 2021.

Les stocks de broutards (bovins mâles de races allaitantes ou croisés âgés de 6 à 12 mois) ont progressé de 2,5 % en moyenne sur le premier semestre 2021, au regard de 2020, conséquence de la hausse des naissances de l'année 2020 parallèlement à une demande moins porteuse en contexte de pandémie de Covid-19. Par la suite, la baisse des naissances constatée au printemps puis la remontée progressive des cotations ont participé à fluidifier le marché du broutard. Au second semestre 2021, le stock en ferme a été en moyenne stable au regard de l'année précédente, avec toutefois un recul marqué au mois de décembre (- 1,9 %). Le surplus d'offre de 2020 avait entraîné une baisse forte et durable des cotations des mâles (entre - 10 et - 25 cts/kg selon les races et les catégories de poids). Ces dernières ont entamé l'année 2021 à un niveau très bas avant d'opérer une remontée en deux temps, à l'amorce du printemps (+ 10 à 25 cts/kg entre les semaines 10 et 25) puis à la fin de l'été (+ 7 à 20 cts/kg entre les semaines 33 et 52). La revalorisation de l'automne s'est faite à l'encontre des tendances saisonnières, dans un contexte où l'offre en jeunes bovins a commencé à se réduire, et permettant de rattraper en partie les prix bas du début de l'année. Sur l'ensemble de l'année, les cotations des broutards mâles sont cependant restées aux mêmes niveaux que ceux de 2020, soit 5 % inférieures à 2018 en moyenne. Notons cependant que le marché des femelles a présenté un bilan beaucoup plus positif. Une demande porteuse aussi bien sur le marché français qu'à l'export a conduit à la revalorisation des cotations des broutardes charolaises de + 3 % à + 6 % en moyenne.

Les exportations françaises de broutards (bovins maigres de plus de 160 kg destinés à l'engraissement) ont été quasiment stables (- 0,6 % soit - 6 700 têtes) en 2021, tout en restant inférieures de 3,4 % au niveau record de 2019. Les expéditions vers le marché italien, qui représentent 81 % des animaux exportés, sont restées stables. La demande italienne s'est maintenue tout au long de l'année, encouragée par des cotations faibles et parallèlement à la pénurie d'offre en viande bovine qui a tiré à la hausse les cours des JB sur les marchés européens. Les exportations vers l'Espagne ont été en retrait de 9,4 %, principalement du fait du report de la demande des engraisseurs espagnols vers l'importation de veaux laitiers afin de compresser leurs charges. La baisse du débouché espagnol a cependant été compensée par des hausses d'envois vers les destinations européennes secondaires, telles l'Allemagne (+ 3 300 têtes), les Pays-Bas (+ 2 000 têtes) ou la Belgique (+ 1 200 têtes). Au total, les exportations françaises de broutards vers l'Union européenne ont été quasiment stables (- 0,4 %).

Du côté des pays tiers, l'Algérie a conservé sa place de troisième client de la France pour les broutards, malgré une baisse forte (- 15,7 % soit - 7 600 têtes) des exportations françaises. En dépit d'expéditions dynamiques au premier semestre, c'est au second que les importations algériennes se sont interrompues par intermittence, sous l'effet de tensions diplomatiques entre les deux pays. Dans le même temps, les exportations françaises vers Israël ont plus que doublé (+ 10 500 têtes), sans pour autant compenser les baisses de débouchés vers l'Algérie. Au global, les exportations françaises de broutards vers les pays tiers ont diminué de 4,4 % en 2021.

› Femelles : la pénurie d'offre a fortement apprécié les cours

Depuis 2015 et la fin des quotas laitiers, le cheptel français de vaches laitières n'a cessé de décroître, tendance qui s'est poursuivie en 2021, avec un prolongement de la décapitalisation conduisant à un recul du cheptel de 2,1 % selon l'enquête de mai du SSP. Cette baisse a été relativement constante sur l'ensemble des mois de l'année. Concernant le cheptel allaitant, la décapitalisation s'est également poursuivie tout en s'accroissant au fil de l'année. Sur l'ensemble de l'année 2021, la baisse a été de 1,4 %.

Les abattages de vaches laitières ont débuté l'année à des niveaux légèrement inférieurs à 2020. Cet écart s'est renforcé à la baisse entre les mois de juin et octobre avant d'opérer un rattrapage sur les deux derniers mois de l'année. Les bonnes conditions de pâturage ainsi que la météo clémente au début de l'automne ont conduit à retarder les réformes. Sur l'ensemble de l'année 2021, les abattages de vaches laitières ont ainsi été en recul de 2,8 % en têtes et de 3,1 % en tec. À l'inverse, les abattages de vaches allaitantes sont restés dynamiques tout au long de l'année, avec également un décalage des réformes sur le mois de novembre. Sur l'ensemble de l'année, ils ont augmenté de 1,1 % en têtes et de 0,8 % en tec. Au total, les abattages de vaches ont été en baisse en 2021 : - 1,0 % en têtes et - 1,1 % en tec.

L'année 2021 a été marquée par une très forte hausse des cours des vaches, principalement O et P. Après avoir atteint un niveau bas au 1^{er} semestre 2020, en partie sous l'effet d'un marché européen ralenti par la pandémie de Covid-19, la cotation de la vache O s'était redressée au second semestre. Les cinq premiers mois de l'année 2021 ont été marqués par des restrictions sanitaires (couvre-feux et confinement) conduisant à une fermeture partielle du secteur de la RHD. Sur cette période, la cotation de la vache O a évolué à des niveaux voisins des années d'avant-crise. Le mois de juin 2021 a ensuite vu la reprise progressive de la RHD, entraînant une reprise de la demande émanant de ce secteur, tandis qu'à domicile la consommation de steak haché restait soutenue. L'offre limitée a ainsi conduit à la hausse progressive des cours. En dépit de quelques accalmies, la hausse des cours s'est ensuite poursuivie sans interruption jusque la fin de l'année, s'appréciant de 40 cts entre les semaines 20 et 52, soit une hausse de 9,9 % en moyenne sur l'ensemble de l'année. Suivant les mêmes tendances, la cotation de la vache P a opéré une hausse encore plus marquée, de 13,1 % sur l'année. Parallèlement à cela, les restrictions sanitaires du début de l'année et le report d'une partie de la consommation de la RHD vers le domicile ont participé à maintenir une forte demande pour la viande bovine d'origine française, dans la ligne de ce qui avait été observé en 2020. La cotation de la vache R a ainsi continué de se valoriser au cours du 1^{er} semestre 2021. Cette revalorisation s'est poursuivie au second semestre, entretenue par la pénurie d'offre en vaches laitières. Sur l'ensemble de l'année, la cotation de la vache R a augmenté en moyenne de 6,5 %.

› Mâles : la pénurie d'offre a conduit à une flambée des cours

Les principaux débouchés de la viande issue des jeunes bovins (JB) – exportation et RHD – avaient été mis à mal par la crise sanitaire en 2020 et d'importants stocks sur pied avaient été constitués, alourdissant fortement le marché. Le cheptel de bovins mâles de races allaitantes de 18 à 24 mois, correspondant aux JB en fin d'engraissement, affichait une hausse moyenne de 18 % entre les mois d'avril et septembre 2020 au regard de l'année précédente. En 2021, ce surstock s'est progressivement résorbé à partir du mois d'avril. Au troisième trimestre, le cheptel a été inférieur de 5,7 % en moyenne à ses niveaux de 2020 sur la même période, et de 2,6 % au regard de 2019. En ce qui concerne les jeunes bovins de races laitières, les stocks ont été en retrait tout au long de l'année 2021 par rapport à 2020, où la pandémie avait également eu pour effet de ralentir les sorties, bien que dans des proportions moindres qu'en JB allaitants. Ce retrait a été particulièrement marqué au deuxième trimestre, affichant une baisse moyenne de 13,7 % sur la période. Cette diminution est structurelle et liée à la spécialisation des exploitations laitières, qui abandonnent progressivement l'engraissement des jeunes bovins en complément de l'atelier lait. Les abattages de jeunes bovins (bovins mâles entre 12 et 24 mois) toutes races confondues ont diminué en 2021 (- 0,6 %, soit - 5 400 têtes). Le premier semestre a cependant vu une hausse de

4,4 % des abattages en cumul au regard du premier semestre 2020, puis la tendance s'est inversée et les abattages ont diminué de 5,4 % au second semestre. Dans le même temps, le poids moyen à l'abattage est resté voisin de ses valeurs de 2020 sur la première moitié de l'année, puis il a progressivement baissé au second semestre et a rejoint son niveau moyen des années d'avant-crise. Sur l'ensemble de l'année 2021, le poids moyen à l'abattage a été de 418,6 kg/tête, en baisse de 0,6 % au regard de 2020, année où les retards de sortie des animaux avaient conduit à un alourdissement du poids moyen à l'abattage de 1,4 % au regard de 2019. La réouverture de la RHD en France et en Europe au mois de juin 2021 a fortement stimulé la demande en viande de jeunes bovins, ce qui a conduit à une anticipation des abattages à partir du printemps jusqu'à l'automne. L'offre est ainsi progressivement devenue limitée, ce qui a impacté à la baisse les niveaux d'abattage. Sur l'ensemble de l'année, la baisse des abattages de jeunes bovins a été plus importante en volume (-1,2 %).

L'encombrement du marché des JB à la suite des pertes de débouchés à l'exportation ou en RHD avait conduit à une importante et durable baisse des cotations tout au long de l'année 2020 et jusqu'en mars 2021. À partir du mois d'avril, les cotations ont rejoint leurs niveaux de l'année 2019, avant d'amorcer une hausse au mois de juillet. Le marché du jeune bovin a été soumis à une pénurie croissante, autant sur le marché français qu'euro-péen. Les cours ont ensuite flambé aux mois d'octobre et novembre. Sur ces deux mois, les cotations ont augmenté de 40 centimes, avant de se stabiliser à des niveaux élevés début décembre, à 4,57 €/kg pour le JB U et 4,39 €/kg pour le JB R. De tels niveaux de prix sont historiquement inédits dans la filière, dépassant de loin les niveaux atteints fin 2017 (4,20 €/kg pour les JB U et 4,01 €/kg pour les JB R). Sur l'ensemble de l'année 2021, le cours du JB U a ainsi augmenté en moyenne de 6,4 %, et celui du JB R de 6,6 %.

La flambée des prix du deuxième trimestre 2021, autant en mâles qu'en femelles, est à confronter à la hausse des coûts de production, qui est allée croissant depuis l'automne 2020 et tout au long de l'année 2021. Cette hausse des coûts est liée à l'envolée des cours mondiaux des matières premières entrant dans l'alimentation animale, mais également des cours de l'énergie. Ainsi, entre octobre 2020 et décembre 2021, l'indice IPAMPA viande bovine calculé par l'Idele a augmenté de 17,0 points, tiré par sa principale composante, l'IPAMPA aliment acheté, en hausse de 16,3 points, mais également par la hausse de 78,7 points de l'IPAMPA engrais et amendements et l'augmentation de 43,9 points de l'IPAMPA énergie et lubrifiants. Dans ces deux filières, la hausse des cours a donc également été entretenue par la hausse des coûts de production, qui restent eux-mêmes difficilement couverts par la revalorisation des prix.

Les exportations de jeunes bovins (gros bovins de plus de 300 kg destinés à la boucherie) ont augmenté de 5,4 % (+ 2 100 têtes). Des hausses s'observent vers l'Algérie (+ 1 700 têtes), le Liban (+ 700 têtes) ou les Pays-Bas (+ 500 têtes) en dépit d'une baisse vers l'Italie (+ 14,8 %, soit - 3 300 têtes), principal client de la France avec près de 50 % des JB français exportés.

› Commerce de viande bovine : en dépit de prix élevés, le commerce a renoué avec le dynamisme dans un contexte d'offre européenne limitée

La balance commerciale de la viande bovine est restée négative en 2021, à hauteur de - 69 300 tec. Ce déficit s'est dégradé de 13,6 % soit - 8 300 tec par rapport à 2020 (- 61 000 tec), mais reste en net recul au regard de 2019 (- 112 200 tec). Cette évolution s'explique par une hausse substantielle des exportations (+ 11,3 %), partant de niveaux qui avaient peu reculé en 2020, tandis que les importations n'ont pas retrouvé leurs niveaux d'avant-crise en dépit d'une reprise également marquée (+ 11,8 %).

Les exportations de viande bovine se sont réparties entre 78 % de viandes fraîches ou réfrigérées, 14 % de viandes congelées et 8 % de viandes transformées. Les exportations de viandes fraîches ou réfrigérées ont diminué de 5,5 % en 2021. La France a profité du dynamisme des échanges de viande bovine sur le marché européen dans le contexte d'une offre limitée. Les clients historiques d'Europe du sud ont réduit leurs achats de viande française en lien en partie avec les fermetures partielles du secteur de la restauration occasionnées par les restrictions sanitaires du premier semestre. Vers la Grèce, les exportations françaises de viande fraîche ou réfrigérée ont baissé de

5,1 %, et vers l'Italie de 6,3 %. Vers l'Allemagne les exportations sont restées stables tous types de viande confondus en dépit du fait que le pays a diminué ses importations, toujours en lien avec les restrictions liées à la pandémie. Les envois français ont légèrement diminué en viandes fraîches (- 0,9 %) et congelées (- 19,8 %), ce qui a été compensé par une hausse du côté des viandes transformées (+ 900 tec). Les exportations de viande congelée se sont fortement développées (+ 56,1 %, soit + 12 000 tec), principalement vers les Pays-Bas, la Belgique et la Suède. Les exportations de viande transformée ont également été en hausse (+ 16,6 %, soit + 3 100 tec).

En 2021, les importations françaises de viande bovine ont affiché une nette reprise (+ 11,8 %, soit + 33 600 tec) en lien avec la réouverture progressive du secteur de la restauration, débouché principal des viandes d'importation. Cette hausse concerne particulièrement les viandes fraîches (+ 13,4 %, soit + 23 900 tec), mais aussi dans une moindre mesure les viandes congelées (+ 5,5 %, soit + 4 700 tec) et transformées (+ 23,5 %, soit + 5 000 tec). Les provenances en croissance sont les Pays-Bas (+ 13,4 %, soit + 9 300 tec), qui demeurent le premier fournisseur de viandes bovine et vitelline de la France, la Pologne (+ 15,3 %, soit + 4 500 tec), l'Italie (+ 25,5 %, soit + 3 400 tec) et l'Irlande (+ 4,4 %, soit + 2 400 tec). Notons que les exportations depuis le Royaume-Uni vers la France ont plus que doublé (+ 15 300 tec), mais ces volumes pourraient être en majeure partie du ré-export en lien avec les nouvelles procédures douanières dues au Brexit.

› La consommation dynamique de haché a porté la consommation à domicile

La consommation totale française, calculée par bilan en prenant en compte le veau, a été stable (- 0,1 %) par rapport à 2020. Les achats des ménages en viande bovine (fraîche et élaborée), mesurés par les données du panel Kantar Worldpanel, ont en revanche reculé en 2021, enregistrant une baisse de 3,2 % par rapport à 2020, tout en restant supérieurs de 3,1 % aux niveaux de 2019. La crise sanitaire de 2020 avait entraîné une hausse inédite de la consommation à domicile du fait du report d'une partie de la consommation en RHD vers le domicile. Les tendances de 2020 se sont également reproduites au cours du premier semestre 2021 en lien avec les couvre-feux et confinement du début de l'année. Ainsi, en cumul sur le premier semestre 2021, la consommation de viande bovine à domicile est restée stable au regard de ses niveaux élevés de 2020, elle s'est ensuite érodée sur le reste de l'année.

Ce dynamisme a été porté par la consommation de viande hachée (fraîche et surgelée), certes en baisse de 5,7% en cumul sur l'année, mais qui reste en hausse de 7,7% au regard de 2019, avec un pic de consommation entre janvier et avril. La consommation de viande piécée s'est en revanche érodée au regard de 2020 (- 4,1 %) et 2019 (- 1,3 %), et ce particulièrement sur la fin de l'année. La baisse a été plus prononcée pour les pièces à bouillir/braiser (- 10,0 % p/r 2020 et - 4,5 % p/r 2019) que pour les pièces à griller/rôtir (- 2,1 % p/r 2020 et - 1,0 % p/r 2019).

La stabilité de la consommation par bilan en 2021 est principalement une conséquence des disponibilités limitées sur le marché européen. Les prix élevés ont tiré les exportations à la hausse, ce qui a en conséquence réduit les disponibilités sur le marché français.

› Perspectives 2022

En 2022, la décapitalisation des cheptels laitier et allaitant devrait se poursuivre. Si cette décapitalisation n'opère pas d'accélération notoire, les disponibilités en viande de vache devraient se réduire. La pénurie observée sur le marché du jeune bovin devrait se résorber partiellement au fur et à mesure des nouvelles mises en place sans pour autant présenter des disponibilités égales à 2021. Les abattages de gros bovins devraient donc opérer une baisse. En l'absence de perspectives immédiates de baisse des cours des matières premières et de l'énergie, les coûts de production devraient rester élevés, contribuant à entretenir l'inflation des cours à la production. En contexte de plafonnement de la production européenne, le marché européen devrait rester porteur, ce qui contribuerait à maintenir les niveaux d'exportations similaires à l'année 2021. La poursuite de la reprise du secteur de la RHD, moyennant l'hypothèse d'une maîtrise graduelle de la pandémie de Covid-19, contribuerait à la croissance des importations pour retrouver des niveaux proches de ceux des années pré-pandémie. La consommation par bilan devrait ainsi rester stable pour la deuxième année consécutive.

Bilan dans le secteur des gros bovins finis

	2020		2021		% 21/20	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec
Abattages contrôlés GB ⁽¹⁾	3 301,7	1 261,6	3 287,2	1 252,1	-0,4	-0,8
Abattages contrôlés totaux ⁽²⁾	4 512,2	1 440,0	4 487,1	1 430,1	-0,6	-0,7
Commerce extérieur						
Animaux vivants						
Exportations ⁽¹⁾	38,3	8,7	40,4	9,2	5,4	6,5
Importations ⁽¹⁾	2,5	0,6	3,6	0,9	44,2	47,0
SOLDE	35,8	8,0	36,7	8,3	2,6	3,3
Production contrôlée	3 337,5	1 269,6	3 324,0	1 260,3	-0,4	-0,7
Commerce extérieur						
Viande et conserves ⁽²⁾						
Exportations		222,5		247,8		11,3
Viande fraîche		182,6		192,7		5,5
Viande congelée		21,5		33,6		56,1
Conserves		18,4		21,5		16,6
Importations		283,5		317,0		11,8
Viande fraîche		177,3		201,2		13,4
Viande congelée		84,7		89,4		5,5
Conserves		21,4		26,4		23,5
SOLDE		-61,0		-69,3		+13,6
Consommation contrôlée ⁽²⁾		1 500,9		1 499,4		-0,1
Auto-provisionnement (%) ⁽²⁾		96,1		95,6		-0,6

⁽¹⁾ Animaux de plus de 300 kg vif destinés à la boucherie

⁽²⁾ Y compris veaux. L'auto-provisionnement est défini comme le ratio de la production sur la consommation.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Prévisions 2021

Prévisions de production

1 000 tec	2019	2020	2021	2022*	% 22*/21
Jeunes bovins	381,4	382,4	378,5	371,7	-1,8
Bœufs	56,0	57,8	57,9	57,3	-1,0
Femelles	820,5	829,4	824,0	814,1	-1,2
Gros Bovins	1257,8	1269,6	1260,3	1243,1	-1,4

*Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

1 000 tec	2018	2019	2020	2021	2022*	% 22*/21
Production de gros bovins finis	1 295,4	1 257,8	1 269,6	1 260,3	1 243,1	-1,4
<i>Production totale (dont veaux)</i>	<i>1 475,8</i>	<i>1 436,2</i>	<i>1 443,0</i>	<i>1 433,2</i>	<i>1 414,5</i>	<i>-1,3</i>
Abattages de gros bovins finis	1 287,1	1 248,3	1 261,6	1 252,1	1 234,2	-1,4
<i>Abattages totaux (dont veaux)</i>	<i>1 469,7</i>	<i>1 432,2</i>	<i>1 440,0</i>	<i>1 430,1</i>	<i>1 410,4</i>	<i>-1,4</i>
Exportations viandes ⁽¹⁾	241,3	228,2	222,5	247,8	247,8	0,0
Importations viandes ⁽¹⁾	333,8	340,5	283,5	317,0	331,0	4,4
Consommation ⁽¹⁾	1 562,2	1 544,4	1 500,9	1 499,4	1 493,7	-0,4

*Prévisions ⁽¹⁾ viande de veau incluse

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Cheptel bovin

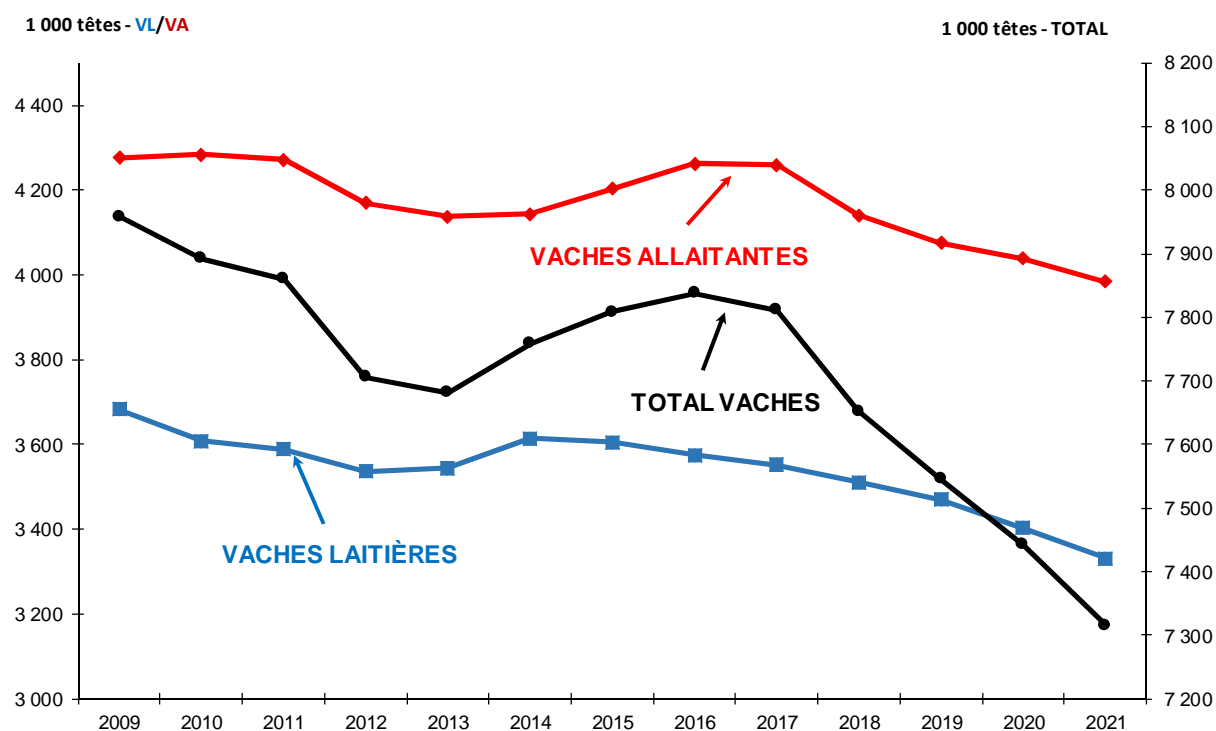
Enquêtes de mai

1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Total Vaches	7 811	7 652	7 546	7 442	7 315	-1,7
Vaches laitières	3 552	3 512	3 471	3 403	3 331	-2,1
Vaches allaitantes	4 259	4 141	4 075	4 039	3 984	-1,4
Bovins de moins d'1 an	5 542	5 125	5 227	5 144	5 134	-0,2
Bovins maigres de moins de 1 an	4 955	4 685	4 762	4 635	4 597	-0,8
Femelles	2 998	2 894	2 858	2 782	2 788	0,2
Mâles	1 957	1 791	1 904	1 853	1 808	-2,4
Bovins finis de moins de 1 an	587	440	465	509	537	5,4
Bovins de 1 à 2 ans	3 523	3 417	3 229	3 249	3 158	-2,8
Génisses maigres	2 155	2 106	2 006	1 968	1 917	-2,6
Génisses finies	449	422	402	429	418	-2,6
Mâles	919	889	821	851	823	-3,3
Bovins de 2 ans ou plus	2 556	2 543	2 468	2 365	2 256	-4,6
Femelles maigres	1 650	1 646	1 598	1 652	1 570	-5,0
Femelles finies	474	490	476	322	306	-5,0
Mâles	432	406	395	391	380	-2,9
TOTAL BOVINS	19 432	18 737	18 470	18 200	17 863	-1,9

Source : FranceAgriMer d'après SSP, d'après la BDNI

Cheptel de vaches en France

Enquêtes de mai



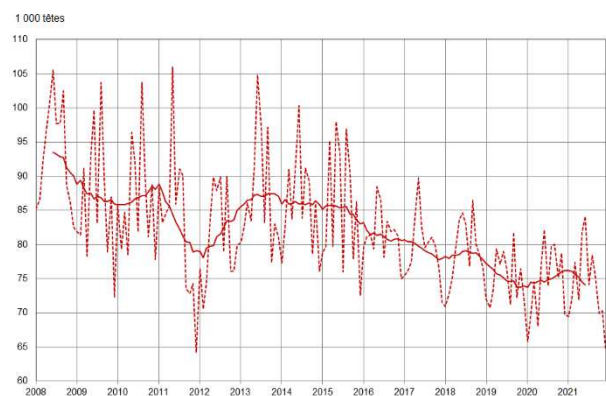
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages contrôlés de gros bovins

	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Abattages (1 000 têtes)						
Vaches	1 660,1	1 691,9	1 651,4	1 650,2	1 633,6	-1,0
Génisses	600,6	616,6	607,8	612,7	620,4	1,2
Jeunes Bovins	953,9	947,8	902,1	894,4	889,0	-0,6
Bœufs	173,0	156,1	142,6	144,4	144,3	-0,1
TOTAL	3 387,7	3 412,5	3 303,9	3 301,7	3 287,2	-0,4
Abattages (1 000 tec)						
Vaches	594,3	609,8	597,9	602,7	596,3	-1,1
Génisses	215,0	223,0	219,8	224,4	225,8	0,6
Jeunes Bovins	388,5	392,8	374,7	376,7	372,1	-1,2
Bœufs	67,6	61,5	56,0	57,8	57,9	0,1
TOTAL	1 265,4	1 287,1	1 248,3	1 261,6	1 252,1	-0,8
Poids moyens (kg / tête)						
Vaches	358,0	360,4	362,0	365,2	365,0	-0,1
Génisses	357,9	361,6	361,6	366,3	363,9	-0,6
Jeunes Bovins	407,2	414,4	415,4	421,2	418,6	-0,6
Bœufs	390,8	393,6	392,4	400,3	401,0	0,2
Ensemble gros bovins	373,5	377,2	377,8	382,1	380,9	-0,3

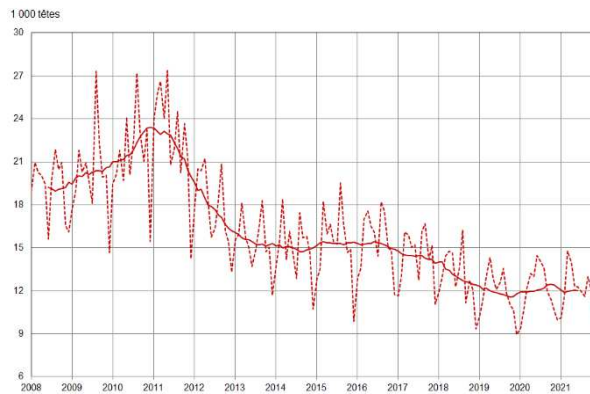
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages de jeunes bovins



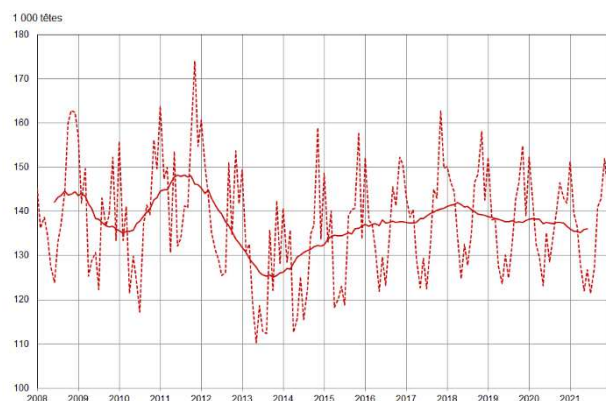
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages de bœufs



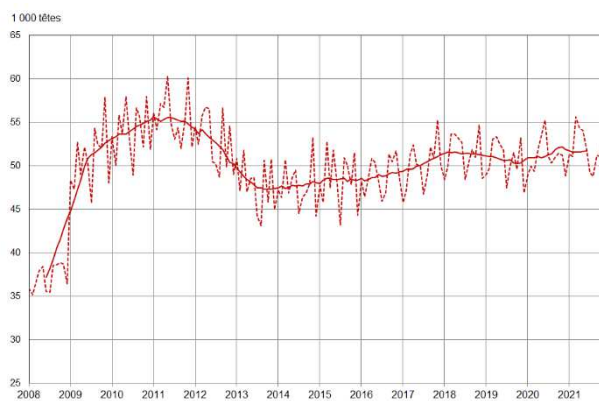
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages de vaches



Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages de génisses



Source : FranceAgriMer d'après SSP

Bilan financier du commerce extérieur français dans le secteur bovin

Millions d'euros	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
EXPORTATIONS	2 330,1	2 405,8	2 365,9	2 260,0	2 438,6	7,9
Animaux vivants	1 323,8	1 370,5	1 376,4	1 314,6	1 332,3	1,3
<i>Gros bovins</i>	1 014,8	1 066,8	1 096,6	1 081,9	1 105,9	2,2
<i>Veaux</i>	308,9	303,6	279,8	232,7	226,3	-2,8
Viandes fraîches	871,8	897,8	869,1	809,3	913,1	12,8
Viandes congelées	62,4	67,6	56,7	57,2	98,6	72,3
Viandes transformées	72,2	70,0	63,7	78,8	94,7	20,1
IMPORTATIONS	1 362,7	1 448,0	1 505,4	1 244,8	1 518,2	22,0
Animaux vivants	26,1	46,7	54,4	49,6	46,7	-5,8
<i>Gros bovins</i>	12,9	9,7	10,0	11,1	8,6	-22,2
<i>Veaux</i>	13,3	37,0	44,4	38,6	38,1	-1,2
Viandes fraîches	974,2	989,5	1 034,2	829,7	1 041,5	25,5
Viandes congelées	258,9	291,6	288,6	238,1	279,2	17,3
Viandes transformées	103,5	120,2	128,3	127,4	150,8	18,3
SOLDE	+967,4	+957,8	+860,4	+1015,1	+920,4	-9,3

Source : FranceAgriMer d'après douane française

Commerce extérieur des bovins vivants de plus de 160 kg destinés à l'engraissement

1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Exportations totales	1 154,2	1 154,5	1 160,8	1 127,6	1 120,9	-0,6
Union européenne 28	1 115,6	1 102,9	1 087,3	1 061,4		
Union européenne 27				1 061,4	1 057,5	-0,4
<i>Italie</i>	890,5	895,1	900,3	902,7	902,5	0,0
<i>Espagne</i>	194,4	183,3	160,9	131,1	118,8	-9,4
<i>Pays-Bas</i>	9,5	8,7	10,3	9,2	11,2	21,3
<i>Grèce</i>	6,2	4,5	5,7	7,2	7,8	8,5
<i>Allemagne</i>	8,3	4,3	4,1	6,2	9,5	53,8
<i>Belgique</i>	4,2	2,9	3,1	2,3	3,5	54,0
Pays tiers	39	52	74	66		
Pays tiers + UK				66	63	-4,4
<i>Algérie</i>	18,1	34,2	59,2	48,4	40,8	-15,7
<i>Israël</i>	6,7	2,4	2,0	8,9	19,4	118,9
Importations totales	3,8	3,2	4,8	5,0	1,1	-78,2
Union européenne 28	3,8	3,2	4,7	5,0		
Union européenne 27				5,0	1,1	-78,2
<i>Espagne</i>	2,1	2,4	1,7	1,4	0,0	-98,5
<i>Belgique</i>	0,6	0,3	0,2	0,4	0,4	-12,4
<i>Allemagne</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-100,0
SOLDE	+1150,4	+1151,2	+1156,0	+1122,6	+1119,8	-0,3

Source : FranceAgriMer d'après douane française

Commerce extérieur des bovins vivants de + 300 kg destinés à la boucherie

1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Exportations totales	44,5	41,2	43,3	38,3	40,4	5,4
Union européenne à 28	30,3	38,5	39,0	33,6		
Union européenne à 27				33,6	33,2	-1,3
<i>Italie</i>	17,0	21,3	22,0	22,2	18,9	-14,8
<i>Belgique</i>	9,6	13,0	11,4	5,5	5,7	3,1
<i>Allemagne</i>	1,6	3,0	3,0	1,2	1,1	-11,7
<i>Pays-Bas</i>	0,4	0,4	2,4	2,1	2,6	23,5
Pays tiers	14,2	2,7	4,3	4,7		
Pays tiers + UK				4,7	7,2	53,4
<i>Algérie</i>	9,6	1,2	2,7	1,6	3,4	108,5
<i>Suisse</i>	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	2,1
<i>Liban</i>	3,0	0,0	0,0	1,6	2,3	44,9
Importations totales	6,1	3,6	2,3	2,5	3,6	44,2
Union européenne à 28	6,1	3,6	2,3	2,5		
Union européenne à 27				2,5	3,6	44,2
<i>Espagne</i>	4,7	1,2	0,2	0,5	1,0	115,3
<i>Belgique</i>	1,4	1,7	1,6	1,6	1,4	-9,7

Source : FranceAgriMer d'après douane française

Échanges de viande bovine (gros bovins + veaux)

1 000 tec	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
VIANDE FRAICHE						
Exportations totales	195,8	201,1	192,6	182,6	192,7	5,5
Union européenne 28	187,6	191,8	184,7	175,0		
Union européenne 27				174,7	183,3	4,9
<i>Italie</i>	72,7	71,0	66,4	62,8	58,8	-6,3
<i>Allemagne</i>	44,1	44,7	42,0	43,3	42,9	-0,9
<i>Grèce</i>	43,5	45,2	44,1	39,5	37,5	-5,1
Pays tiers	8,2	9,4	7,9	7,6		
Pays tiers + UK				7,9	9,3	18,9
<i>Israël</i>	1,8	3,5	3,0	3,2	4,2	31,3
Importations totales	210,6	212,0	221,5	177,3	201,2	13,4
Union européenne 28	208,5	209,9	219,5	176,0		
Union européenne 27				166,6	178,4	7,1
<i>Pays-Bas</i>	68,4	68,9	71,9	57,7	65,3	13,2
<i>Irlande</i>	31,5	33,6	37,2	30,7	35,0	14,0
<i>Belgique</i>	30,9	29,2	30,0	29,8	25,3	-15,1
<i>Allemagne</i>	34,1	33,5	34,0	22,7	22,3	-1,9
Pays tiers	2,1	2,1	1,9	1,3	1,4	7,7
Pays tiers + UK				10,8	22,8	111,3
Solde	-14,8	-10,8	-28,8	+5,2	-8,5	
VIANDE CONGELÉE						
Exportations totales	24,5	23,4	20,3	21,5	33,6	56,1
Union européenne 28	20,3	18,9	15,7	15,3		
Union européenne 27				14,4	26,6	85,0
<i>Belgique</i>	6,2	6,8	6,4	5,5	6,7	22,2
<i>Allemagne</i>	2,0	1,7	1,4	2,5	2,0	-19,8
Pays tiers	4,2	4,5	4,6	6,2		
Pays tiers + UK				7,2	7,0	-1,8
<i>Hong Kong</i>	1,6	1,0	0,8	1,2	1,0	-13,3
<i>Israël</i>	0,2	0,3	0,2	1,0	0,1	-88,9
<i>Chine</i>	0,0	0,1	0,6	0,7	0,5	-28,8
Importations totales	97,4	101,8	97,2	84,7	89,4	5,5
Union européenne 28	96,4	99,0	94,8	82,4		
Union européenne 27				79,0	81,9	3,6
<i>Irlande</i>	24,6	19,1	22,0	20,9	19,5	-6,4
<i>Pologne</i>	18,2	22,7	17,3	17,3	18,8	8,8
<i>Allemagne</i>	20,3	21,8	19,4	13,7	11,8	-14,0
<i>Pays-Bas</i>	9,1	12,4	11,4	11,3	12,8	12,6
<i>Italie</i>	5,8	6,4	7,6	6,1	7,6	24,0
Pays tiers	1,0	2,8	2,4	2,3		
Pays tiers + UK				5,8	7,6	31,4
Solde	-72,9	-78,5	-76,9	-63,2	-55,8	
VIANDE TRANSFORMÉE						
Exportations totales	17,7	16,8	15,3	18,4	21,5	16,6
Union européenne 28	13,0	11,2	10,2	12,9		
Union européenne 27				8,7	11,7	34,2
Pays tiers	4,8	5,6	5,2	5,6		
Pays tiers + UK				9,7	9,8	0,9
Importations totales	16,8	20,0	21,8	21,4	26,4	23,5
Union européenne 28	12,7	15,0	15,8	16,7		
Union européenne 27				16,1	19,5	20,8
Pays tiers	4,1	5,0	6,1	4,7		
Pays tiers + UK				5,3	7,0	31,9
Solde	1,0	-3,2	-6,5	-3,0	-4,9	
EXPORTATIONS	238,0	241,3	228,2	222,5	247,8	11,3
IMPORTATIONS	324,8	333,8	340,5	283,5	317,0	11,8
SOLDE	-86,8	-92,5	-112,2	-61,0	-69,3	-13,6

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

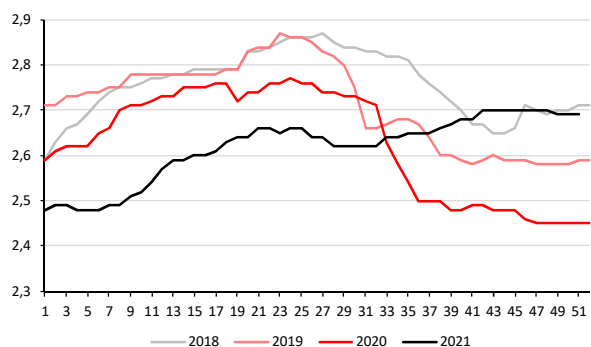
Évolution annuelle des cotations des gros bovins

	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Animaux maigres (6-12 mois) en €/kg vif						
Mâle Limousin U3	2,77	2,87	2,83	2,72	2,71	-0,2
Mâle Charolais U3	2,77	2,86	2,78	2,73	2,73	-0,1
Mâle Croisé R3	2,46	2,66	2,61	2,47	2,42	-1,9
Femelle Charolais U3	2,56	2,63	2,63	2,56	2,64	3,0
Gros bovins entrée abattoir (€/kg carcasse)						
Prix moyen pondéré	3,60	3,56	3,56	3,54	3,81	7,5
Bœufs U3	4,14	4,09	4,11	4,20	3,30	-21,4
Bœufs R3	3,74	3,66	3,67	3,69	3,88	5,0
Jeunes Bovins U3	4,01	3,95	3,98	3,86	4,11	6,4
Jeunes Bovins R3	3,83	3,78	3,80	3,69	3,94	6,6
Génisses U3	4,53	4,48	4,49	4,54	4,75	4,5
Génisses R3	3,95	3,91	3,93	4,02	4,24	5,3
Vaches R3	3,81	3,73	3,79	3,89	4,14	6,5
Vaches O3	3,22	3,19	3,16	3,06	3,36	9,9

Source : FranceAgriMer

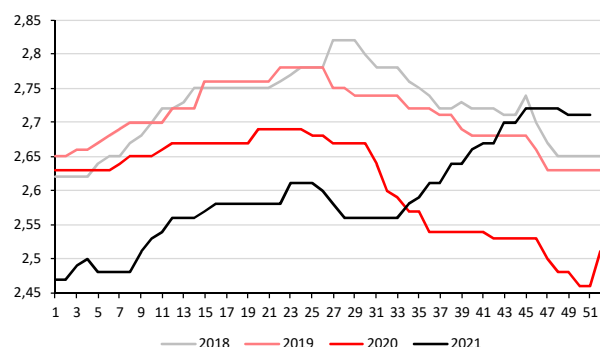
Remarque : Le mode de calcul des cotations entrée abattoir a été modifié à partir de la semaine 7 de 2016.

Cotation mâle charolais U 6/12 mois 350kg



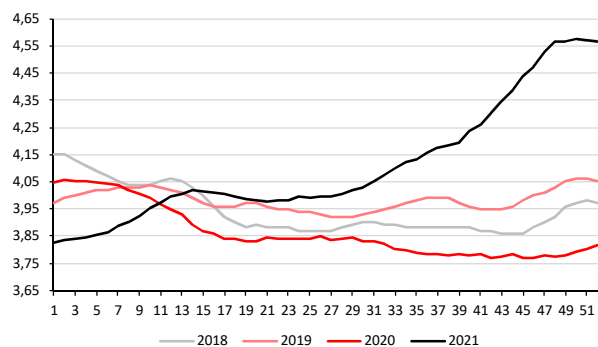
Source : FranceAgriMer

Cotation mâle limousin U 6/12 mois 350kg



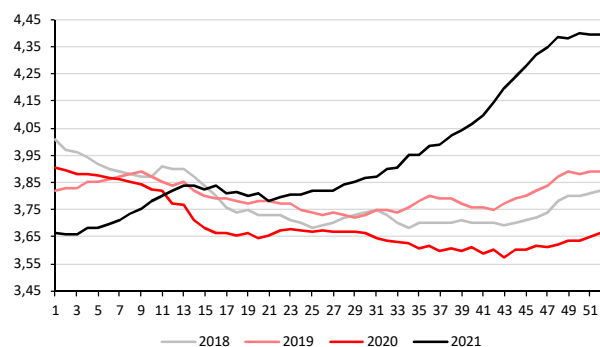
Source : FranceAgriMer

Cotation du jeune bovin U3



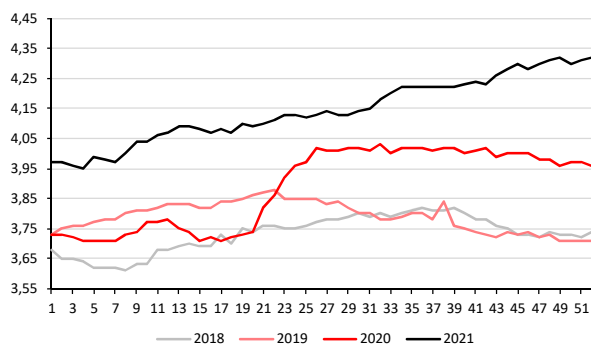
Source : FranceAgriMer

Cotation du jeune bovin R3



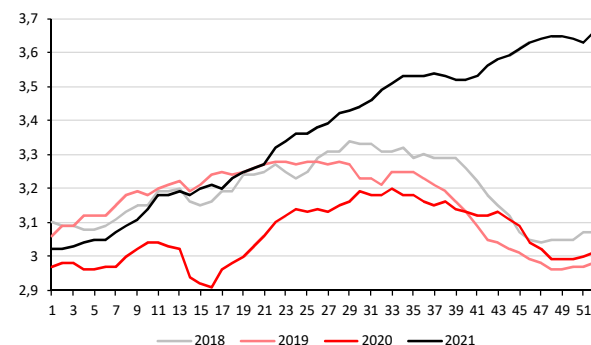
Source : FranceAgriMer

Cotation de la vache R3



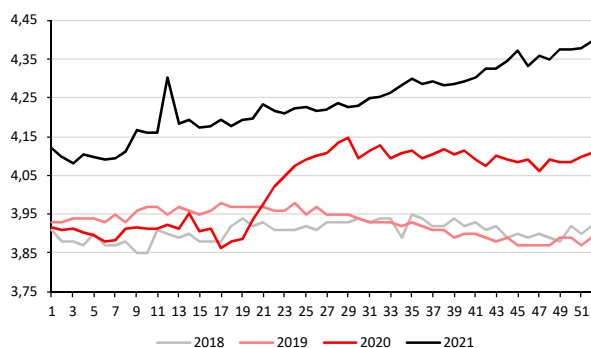
Source : FranceAgriMer

Cotation de la vache O3



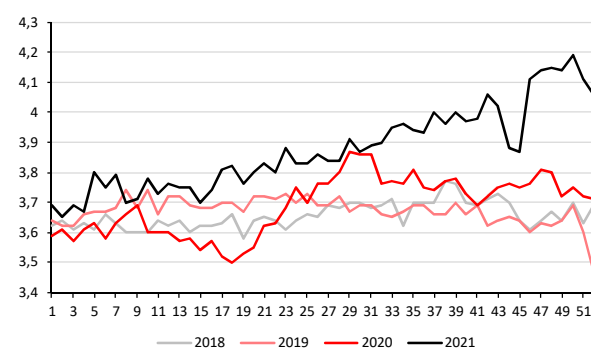
Source : FranceAgriMer

Cotation de la génisse R3



Source : FranceAgriMer

Cotation du bœuf R3



Source : FranceAgriMer

Prix au détail de la viande de bœuf achetée par les ménages (tous circuits)

€/kg	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Viande de bœuf non élaborée	14,36	14,48	14,76	15,12	15,38	1,7
dont à griller	16,82	16,82	17,08	17,52	17,68	0,9
dont à bouillir	8,43	8,59	8,82	9,31	9,41	1,1
Viande de bœuf hachée (frais)	10,80	10,98	11,31	11,59	11,83	2,0

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Consommation de viande bovine (dont veau)

	2017	2018	2019	2020	2021	%21/20
Consommation par bilan 1 000 tec	1 533,3	1 562,2	1 544,4	1 500,9	1 499,4	-0,1
Consommation par habitant (Kgec/hab)	23,0	23,3	23,0	22,3	22,2	-0,3

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Note : la consommation indiquée dans ce tableau correspond aux abattages de gros bovins et veaux soustraits des échanges de viandes bovine et vitelline.

Le marché des gros bovins dans l'Union européenne

› Femelles : en dépit d'une hausse des abattages, l'offre n'a pas été suffisante pour répondre à la demande au second semestre

Les abattages annuels de vaches dans l'Union européenne à 27 ont été en hausse de 2,0 % en 2021, marquant un rebond après deux années de baisse consécutives. Les évolutions ont été cependant hétérogènes selon les pays au cours de l'année. Les abattages de vaches ont augmenté en Allemagne (+ 1,1 %), en Italie (+ 6,1 %), aux Pays-Bas (+ 3,8 %) et en Pologne (+ 4,0 %), mais ont reculé en France (- 1,0 %), en Irlande (- 2,6 %) et en Belgique (- 4,2 %).

Parallèlement, la tendance au recul du cheptel européen de vaches observée depuis 2016 s'est poursuivie en 2021. Si la baisse a été de 0,4% dans l'ensemble, elle provient principalement du cheptel laitier (- 1,2 %), tandis que les effectifs sont restés stables en vaches allaitantes (+ 0,1 %). Le cheptel laitier a été en baisse en Allemagne (- 2,0 %), en France (- 2,1 %), aux Pays-Bas (- 1,4 %), et plus particulièrement en Pologne (- 4,7 %), tandis qu'il a été en hausse en Irlande (+ 2,4 %).

Au premier semestre de l'année 2021, la demande a été fortement tempérée par les restrictions sanitaires qui ont ralenti une partie du secteur européen de la restauration. Les cotations se sont maintenues à des niveaux proches de l'historique. Au moment de la levée des restrictions au printemps, la demande a brusquement repris et l'offre n'a pas suffi pour y répondre. En conséquence, les cotations des vaches O ont amorcé une hausse dans les principaux pays producteurs de l'UE, convergeant rapidement à un rythme haussier soutenu. À l'automne, la cotation de la vache O polonaise a également rejoint les cours du Nord-Ouest de l'Europe.

› Jeunes bovins : une pénurie d'offre au second semestre a entraîné une hausse historique des cours

L'inflation des cours à la production a également impacté le marché des JB. En effet, mise à part la France, les pays les plus consommateurs de viande bovine dans l'Union européenne consomment préférentiellement des viandes issues de jeunes mâles.

À l'échelle de l'UE à 27, les abattages de mâles ont été stables (- 0,1 %) en 2021. Alors que les abattages ont progressé en Italie (+ 3,8 %) et en Espagne (+ 14,5 %), ils ont reculé en Allemagne (- 4,4 %), en Irlande (- 3,1 %) et en Pologne (- 2,5 %). Si la production a été dynamique en Europe du Sud, cela n'a pas permis de prévenir la pénurie d'offre qui s'est progressivement révélée au second semestre, sous l'effet du plafonnement de la production polonaise et du recul marqué de la production allemande notamment. Ainsi les cours européens des jeunes bovins R ont amorcé une hausse soutenue puis continue à partir de la fin de l'été. Les cotations des principaux pays producteurs ont convergé au début de l'automne et ont atteint à la fin de l'été des niveaux historiques. La hausse a été particulièrement spectaculaire en Allemagne, où la cotation est passée de 3,92 €/kg en juillet à 4,78 €/kg en décembre.

› Commerce de viande : les importations ont diminué pour la deuxième année consécutive

Les importations de viande bovine depuis l'UE à 27 vers les pays tiers ont diminué de 12,8 % en 2021 en comparaison avec 2020, à l'inverse de la tendance à la hausse de l'année précédente. Des baisses ont été enregistrées depuis plusieurs des principaux fournisseurs de l'UE, notamment

le Brésil (- 7,8 %), l'Argentine (- 12,4 %) du fait de restrictions à l'exportation mises en place par le gouvernement, mais aussi l'Australie (- 21,9 %). La limitation de l'offre importée est ainsi venue s'ajouter à la limitation de l'offre intérieure. Notons également que les exportations du Royaume-Uni vers l'UE ont également été en baisse (- 29,0 %).

Les exportations de l'UE à 27 ont également baissé (-6,7 %) en 2021, alors qu'elles avaient marqué un rebond de + 2,5 % en 2020. Les expéditions européennes ont augmenté vers Hong-Kong (+ 5,4 %), le Japon (+ 80,7 %) et les Philippines (+ 19,3 %), mais ont reculé vers le Royaume-Uni (- 18,4 %).

Après l'année 2020 où la pandémie de Covid-19 avait entraîné le ralentissement des échanges intra-européens de viande bovine, ces derniers ont rebondi de 2,9 % en 2021 en dépit de la hausse des prix. Les exportations polonaises ont reculé de 3,1%, à l'inverse des envois espagnols qui ont augmenté de 11,5 %, tandis que les exportations des Pays-Bas vers l'UE à 27 ont été en légère baisse (- 0,5 %).

› **Consommation : la consommation calculée par bilan est en léger recul, ralentie par une offre limitée**

La consommation par bilan de l'Union européenne à 27 a été en diminution de 0,5 % en volume. En prenant en compte la viande de veau, la consommation européenne a décliné de 1,7 %. La consommation par habitant a été en moyenne de 13,4 kg/hab/an (viande de veau incluse), soit 0,2 kg de moins qu'en 2020.

Cette baisse a surtout été tirée par la déprise de la consommation dans certains des principaux pays européens consommateurs de viande bovine : l'Allemagne (- 6,1 %) et l'Italie (- 2,0 %). Dans ces pays, le report partiel de la consommation de la RHD vers le commerce de détail n'a pas permis de soutenir suffisamment la consommation globale au premier semestre, tandis que l'offre limitée n'a pas pu rencontrer la demande au second semestre. En dépit de la bonne reprise de la consommation en Espagne (+ 6,7 %), c'est bien l'offre limitée qui a contribué à contenir la consommation européenne en 2021.

› **Prévisions 2022**

En 2022 la production européenne devrait poursuivre son érosion parallèlement à la poursuite globale de la décapitalisation du cheptel. La spirale inflationniste autant au niveau des coûts que des prix à la production devrait perdurer au moins au premier semestre. En supposant que la pandémie de Covid-19 reste maîtrisée, la demande devrait rester dynamique. Mais en dépit d'un potentiel retour des disponibilités à l'importation, la consommation devrait rester contenue.

Bilan dans le secteur des gros bovins finis – Union européenne à 28/27

1 000 tec	UE 28	UE 27		
	2020	2020	2021*	% 21*/20
Production indigène brute⁽²⁾	6 874,4	5 950,2	5 921,4	-0,5
Commerce extérieur animaux vivants⁽¹⁾				
Exportations	67,0	68,9	69,1	0,3
Importations	0,0	0,2	0,1	-
Solde	+67,0	+68,7	+69,1	
Abattages⁽²⁾	6 807,4	5 881,5	5 852,3	-0,5
Commerce extérieur viandes et conserves				
Exportations	318,1	658,5	614,2	-6,7
Importations	243,4	323,4	282,1	-12,8
Solde	+74,7	+335,1	+332,1	
Consommation indigène brute⁽²⁾	6 732,7	5 546,4	5 520,2	-0,5
Auto-provisionnement (%)⁽²⁾	102,1	107,3	107,3	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

⁽¹⁾ Animaux vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie ⁽²⁾ Hors veaux de boucherie

⁽³⁾ Ratio de production sur consommation

Prévisions 2022 – Union européenne à 27

1 000 tec	UE 27			
	2020	2021*	2022**	% 22**/21*
Production indigène brute⁽²⁾	5 946,0	5 919,3	5 863,4	-0,9
Commerce extérieur animaux vivants⁽¹⁾				
Exportations	64,5	67,0	67,7	1,0
Importations	0,0	0,0	0,0	-
Solde	64,4	67,0	67,7	1,0
Abattages⁽²⁾	5 881,5	5 852,3	5 795,8	-1,0
Commerce extérieur viandes et conserves				
Exportations	658,5	614,2	611,1	-0,5
Importations	323,4	282,1	310,3	10,0
Solde	335,1	332,1	300,8	
Consommation indigène brute⁽²⁾	5 546,4	5 520,2	5 495,0	-0,5
Auto-provisionnement (%)⁽²⁾	107,3	107,3	106,7	

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

⁽¹⁾ Animaux vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie ⁽²⁾ Hors veaux de boucherie

Cheptel bovin dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Allemagne	12 366	12 093	11 763	11 423	11 176	-2,2
Autriche	1 938	1 907	1 873	1 844	1 846	0,1
Belgique	2 454	2 450	2 406	2 388	2 353	-1,4
Danemark	1 565	1 560	1 512	1 517	1 503	-0,9
Espagne	6 588	6 725	6 722	6 715	6 923	3,1
France	19 432	18 737	18 470	18 200	17 863	-1,9
Irlande	7 364	7 349	7 209	7 314	7 359	0,6
Italie	6 118	6 170	6 016	6 116	6 174	0,9
Pays-Bas	4 096	3 918	3 750	3 766	3 732	-0,9
Royaume-Uni	10 004	9 891	9 739	9 615	9 603	-0,1
Pologne	6 143	6 201	6 358	6 344	6 401	0,9
Rép. tchèque*	1 390	1 388	1 399	1 401	1 373	-2,0
Roumanie	2 012	2 002	1 963	1 915	1 864	-2,6

* Estimations pour la République tchèque

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et Defra

Cheptel des animaux mâles de 1 à 2 ans dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2016	2017	2018	2019	2020	% 20/19
Allemagne	962	957	915	910	857	-4,4
Autriche	165	161	164	162	157	-1,8
Belgique	127	122	120	112	110	0,3
Danemark	34	34	33	32	32	-6,3
Espagne	266	289	335	328	301	6,9
France	932	919	889	821	851	-3,3
Irlande	873	902	895	850	801	9,2
Italie	537	484	490	496	516	1,7
Pays-Bas	47	46	46	44	44	8,6
Royaume-Uni	1 032	1 051	1 035	1 012	988	-0,3
Pologne	799	881	907	891	906	4,1
Rép. tchèque*	85	76	77	78	74	-1,3
Roumanie	64	54	61	56	48	-0,8

* Estimations pour la République tchèque

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et Defra

Cheptel de vaches dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21/20
VACHES LAITIÈRES						
Allemagne	4 214	4 167	4 067	3 969	3 892	-2,0
Autriche	540	538	525	523	531	1,6
Belgique	521	532	536	544	539	-1,1
Danemark	570	575	567	567	565	-0,4
Espagne	825	825	815	810	828	2,2
France	3 552	3 512	3 471	3 403	3 331	-2,1
Irlande	1 433	1 481	1 505	1 568	1 605	2,4
Italie	1 907	1 904	1 840	1 844	1 852	0,4
Pays-Bas	1 694	1 622	1 578	1 593	1 571	-1,4
Royaume-Uni	1 891	1 883	1 871	1 850	1 850	0,0
Pologne	2 154	2 233	2 221	2 218	2 113	-4,7
Rép. tchèque*	373	371	364	367	362	-1,2
Roumanie	1 184	1 184	1 162	1 145	1 133	-1,0
VACHES ALLAITANTES						
Allemagne	670	663	653	640	626	-2,3
Autriche	215	202	201	193	184	-5,0
Belgique	449	435	425	409	399	-2,6
Danemark	95	91	87	86	82	-4,7
Espagne	2 007	2 040	2 039	2 117	2 159	2,0
France	4 259	4 141	4 075	4 039	3 984	-1,4
Irlande	1 081	1 048	1 000	983	940	-4,4
Italie	280	288	270	286	309	8,0
Pays-Bas	59	63	63	58	56	-4,4
Royaume-Uni	1 589	1 558	1 527	1 509	1 485	-1,6
Pologne	220	196	240	250	276	10,4
Rép. tchèque*	194	206	212	209	203	-2,9
Roumanie	15	12	17	15	15	0,0

* Estimations pour la République tchèque

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et Defra

Abattages contrôlés de gros bovins dans l'Union européenne

1 000 tec	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Allemagne	1 068,0	1 053,0	1 078,0	1 043,0	1 019,9	-2,2
Autriche	220,4	227,8	224,1	208,2	203,4	-2,3
Belgique	216,9	216,2	204,2	202,7	194,3	-4,1
Danemark	94,0	96,6	93,6	89,5	89,4	-0,2
Espagne	386,4	415,1	460,8	448,5	496,7	10,7
France	1 265,4	1 287,1	1 248,3	1 261,6	1 252,1	-0,8
Irlande	615,4	620,5	616,6	630,7	591,3	-6,3
Italie	651,7	716,0	688,5	652,2	658,0	0,9
Pays-Bas	203,2	197,4	160,6	180,1	178,3	-1,0
Royaume-Uni	897,6	914,2	906,4	925,9		
Pologne	555,3	561,8	557,8	556,8	552,2	-0,8
Rép. tchèque	67,1	70,9	72,3	71,9	72,2	0,4
Roumanie	46,2	37,7	32,1	22,9	25,6	12,3
UE 28	6 797,8	6 930,7	6 859,9	6 807,4		
UE 27	5 900,2	6 016,5	5 953,5	5 881,5	5 852,3	-0,5

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Abattages contrôlés de gros bovins dans l'Union européenne

1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Abattages de vaches						
France	1 660,1	1 691,9	1 651,3	1 650,2	1 633,6	-1,0
Allemagne	1 243,0	1 236,0	1 216,0	1 106,0	1 118,0	1,1
Italie	526,8	573,3	544,9	526,1	558,4	6,1
Pays-Bas	565,9	523,7	413,2	461,0	478,3	3,8
Abattages de génisses						
Royaume-Uni	734,8	769,6	793,9	829,2	802,5	-3,2
Italie	519,6	609,8	622,1	648,5	646,7	-0,3
Irlande	553,1	567,4	586,2	610,4	566,2	-7,2
Allemagne	545,0	549,0	581,0	559,0	575,4	2,9
Abattages de jeunes bovins						
Italie	897,1	911,2	885,3	868,3	901,7	3,8
Allemagne	1 325,0	1 270,0	1 275,0	1 245,0	1 190,1	-4,4
France	953,9	947,8	902,0	894,4	894,2	0,0
Espagne	578,8	618,2	733,3	712,3	815,9	14,5
Abattages de bœufs						
Royaume-Uni	1040,6	1023,7	1022,4	1037,0	985,5	-5,0
Irlande	684,6	673,0	637,7	698,2	676,6	-3,1
France	173,0	156,1	142,4	144,4	144,7	0,2

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et Defra

Échanges intra-UE de viande bovine fraîche en 2020

1 000 tec

vers/de	FR	P-Bas	All	It	R-Uni	Irl	Dk	Esp	Bel	Aut	Hong	Pol	UE 15	NEM 13	UE 28
France		59	23	6	9	31	1	8	30	3	0	8	169	8	177
Pays-Bas	5		69	21	22	28	2	17	43	10	5	38	220	59	279
Allemagne	43	109		14	6	18	17	2	20	29	0	52	260	54	314
Italie	61	54	25		5	27	8	31	9	10	1	69	229	80	309
Roy. Uni	0	8	2	0		135	0	2	1	0	0	9	150	9	160
Danemark	1	26	33	1	3	5		1	1	2	1	10	73	14	87
Espagne	1	17	11	8	1	5	6		2	2	0	20	59	20	79
Belgique	16	14	2	2	4	6	0	5		0	0	3	49	4	53
Portugal	2	18	1	1	1	2	1	67	3	0	0	8	96	8	104
Grèce	40	16	7	12	0	0	4	16	1	1	0	12	97	13	110
Hongrie	0	2	0	0	0	0	0	0	0	3		2	5	2	7
Pologne	0	1	4	2	4	2	0	0	0	0	0		14	4	17
UE 15	171	339	199	67	73	273	49	149	114	57	10	240	1 272	529	1 800
NEM 13	0	28	13	12	4	6	2	1	3	8	1	28	85	36	120
UE 28	172	367	212	80	77	279	50	149	117	65	11	268	1 356	565	1 921

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Échanges intra-UE de bovins vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie en 2020

Listés par ordre décroissant des pays importateurs

1 000 têtes

vers\de	FR	BE	CZ	DE	ES	HU	IE	SK	SL	HR	UE 15	NEM 13	UE 28
Italie	81 984	1 324	330	3 246	16 320	1 937	866	127	11 104	11 125	111 847	28 810	140 657
Pays-Bas	410	30 212	573	8 916	120	20	59	5	1	0	31 839	10 171	42 010
Autriche	0	0	37 325	129	0	17 986	0	7 164	14 230	3 339	47 828	32 397	80 225
Pologne	284	0	2 064	0	45	1 703	0	19 300	0	33	24 659	3 486	28 145
Espagne	14 257	100	0	0		30	369	0	0	0	15 055	8 591	23 646
Allemagne	1 232	362	20 384		0	0	0	0	0	0	0	0	0
Belgique	9 087		0	905	0	0	0	0	0	0	9 087	1 548	10 635
Lituanie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	369	15 055	15 424
R. Tchèque	0	0		0	0	1 437	4 678	0	0	0	5 949	1 437	7 386
Slovaquie	0	0	168	0	0	4 388	0		0	0	356	4 388	4 744
UE 15	107 575	33 616	58 612	16 876	17 388	20 499	12 804	7 296	25 335	14 464	230 454	87 117	317 571
NEM 13	390	42	4 521	118	77	10 849	0	25 862	30	992	35 552	29 162	64 714
UE 28	107 965	33 658	63 133	16 994	17 465	31 348	12 804	33 158	25 365	15 456	266 006	116 279	382 285

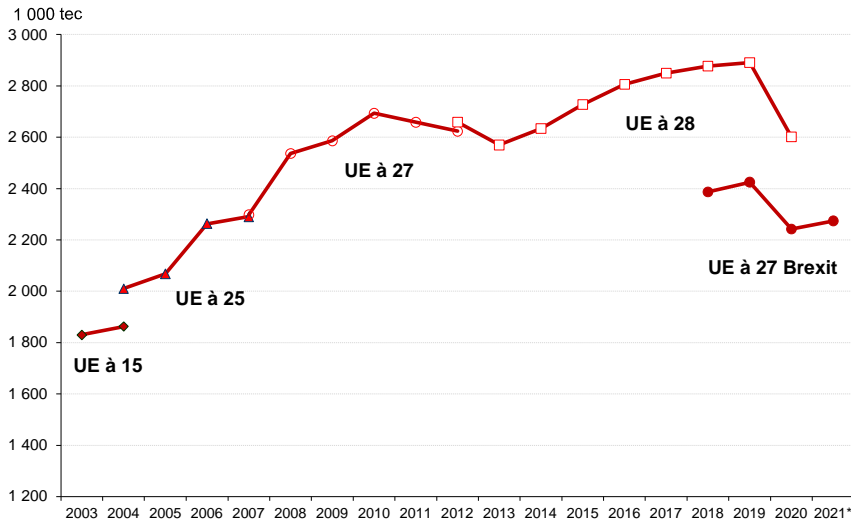
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Remarque : Source Eurostat d'après douanes de chaque État. De fortes incohérences sont constatées entre les volumes déclarés exportés par un État et ceux déclarés importés par le pays destinataire. Les éléments qui figurent dans ce tableau ont été réalisés en recoupant plusieurs sources et sont donc à utiliser avec beaucoup de précautions. Tableau construit à partir des importations.

Lecture : les lignes correspondent aux importations et les colonnes aux pays exportateurs. Par exemple, la première cellule indique que l'Italie a importé 34 962 bovins depuis la France.

Codes pays : BE : Belgique, CZ : République tchèque, DE ou All. : Allemagne, ES : Espagne, HU : Hongrie, IE : Irlande, IT : Italie, SK : Slovaquie, SL : Slovénie.

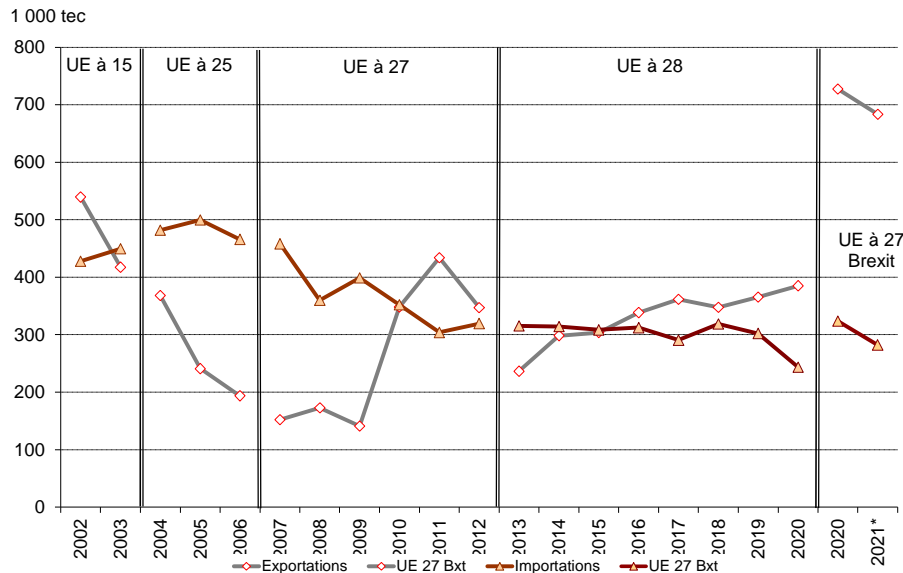
Échanges intra-UE de viande bovine



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

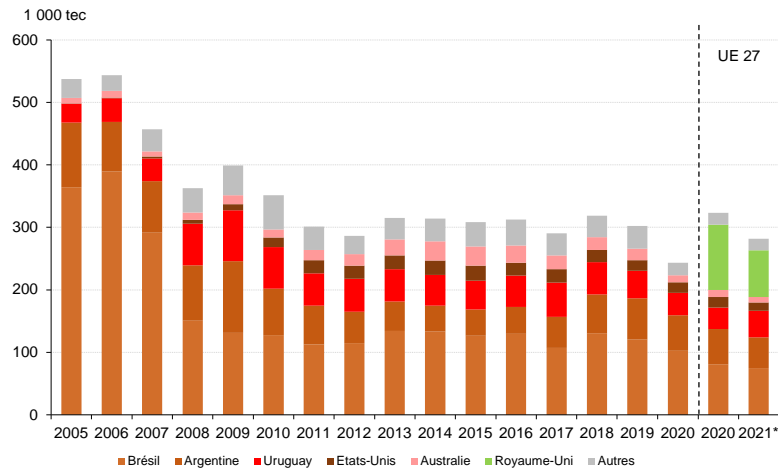
Commerce extérieur de l'Union européenne – total bovins vifs et viande bovine



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Importations mondiales de viande bovine par l'UE à 28 et répartition par origine



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

Prix des gros bovins dans l'Union européenne

€/100 kg net	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Allemagne	340,90	340,92	322,40	310,41	369,43	19,0
Autriche	346,25	345,28	331,53	323,85	364,16	12,4
Belgique	284,49	289,26	282,16	262,41	286,88	9,3
Danemark	325,42	324,37	305,18	299,26	327,04	9,3
Espagne	354,85	365,04	357,23	332,69	360,55	8,4
France	348,75	346,88	348,49	350,29	375,45	7,2
Irlande	365,78	366,75	336,63	339,58	387,21	14,0
Italie	376,91	384,59	381,46	370,23	390,70	5,5
Pays-Bas	267,56	278,42	286,25	266,51	325,86	22,3
Royaume-Uni	381,33	379,67	354,27	329,90		
Hongrie	213,53	214,00	210,97	189,99	186,04	-2,1
Pologne	301,18	311,88	281,96	273,09	330,47	21,0
République tchèque	279,80	283,85	276,36	257,85	287,04	11,3
Union européenne*	348,01	349,18	335,08	327,20	365,29	11,6

* Union européenne à 27 à partir de février 2020

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

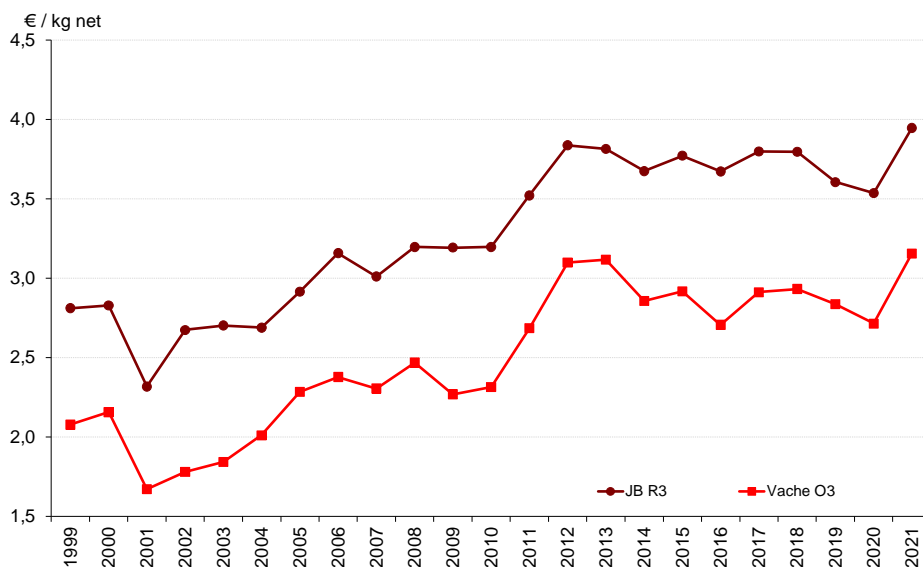
Prix des gros bovins dans l'Union européenne

€/100 kg net	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Année
2017	340,68	347,73	350,50	353,12	348,01
2018	354,62	355,23	345,54	341,35	349,18
2019	340,49	340,83	330,23	329,60	335,08
2020*	334,75	320,11	327,69	326,87	327,20
2021	340,10	355,37	368,53	393,09	365,29
% 18/17	4,1	2,2	-1,4	-3,3	0,3
% 19/18	-4,0	-4,1	-4,4	-3,4	-4,0
% 20*/19	-1,7	-6,1	-0,8	-0,8	-2,3
% 21/20	1,6	11,0	12,5	20,3	11,6

* Union européenne à 27 à partir de février 2020

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Évolution des prix du jeune bovin R3 et de la vache O3 dans l'Union européenne



* Moyenne calculée sur les prix de l'UE à 28 en janvier et sur ceux de l'UE à 27 (hors Royaume-Uni) à partir de février

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Consommation indigène brute (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

1 000 tec	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Allemagne	1 205	1 198	1 221	1 223	1 148	-6,1
Autriche	158	169	165	150	142	-5,7
Belgique	160	166	194	189	178	-5,8
Danemark	116	113	118	116	107	-7,8
Espagne	356	399	421	368	393	6,7
France	1 533	1 562	1 544	1 501	1 499	-0,1
Irlande	94	101	83	105	115	9,8
Italie	999	1 071	1 052	969	950	-2,0
Pays-Bas	273	289	259	279	286	2,5
Royaume-Uni	1 164	1 189	1 095	1 082		
Pologne	108	123	127	118	118	0,2
Rép. tchèque	105	109	114	107	113	5,3
Roumanie	48	47	48	42	48	13,9
UE 28	7 057	7 461	7 364	7 129		
UE 27	5 893	6 272	6 269	6 047	6 976	-1,7

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Consommation individuelle (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

kg/hab/an	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Allemagne	14,6	14,5	14,7	14,7	13,8	-6,1
Autriche	18,0	19,2	18,7	16,9	15,8	-6,1
Belgique	13,4	14,5	16,9	16,4	15,4	-6,1
Danemark	20,2	19,5	20,4	20,0	18,3	-8,1
Espagne	7,6	8,5	9,0	7,8	8,3	6,5
France	22,9	23,3	23,0	22,3	22,2	-0,3
Irlande	19,7	20,9	16,9	21,1	22,9	8,9
Italie	16,5	17,7	17,6	16,3	16,0	-1,4
Pays-Bas	16,0	16,8	15,0	16,1	16,4	2,1
Royaume-Uni	17,7	17,9	16,4	16,1		
Pologne	2,9	3,2	3,3	3,1	3,1	0,5
Rép. tchèque	10,0	10,3	10,7	10,0	10,6	5,2
Roumanie	2,5	2,4	2,5	2,2	2,5	14,8
UE 28	13,8	14,6	14,4	13,9		
UE 27	13,2	14,0	14,1	13,6	13,4	-1,7

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Le marché du veau en France

› Veaux de boucherie : une reprise difficile dans un contexte inflationniste

Les abattages de veaux de boucherie ont été en léger recul en 2021, à hauteur de 0,9 % (soit -10 700 têtes par rapport à 2020), faisant suite à deux années consécutives de baisse plus prononcée.

Les données annuelles d'abattage utilisées dans ce rapport prennent en compte les veaux nés, engraisés et abattus en France ainsi que, depuis 2018, un nombre de plus en plus important de veaux originaires de l'étranger, majoritairement de Belgique, et abattus en France. Cela avait fait suite au rachat, en novembre 2017, de l'abattoir de Sarreguemines en Moselle par le groupe Bellivo SA et sa filiale, la société belge Sopraco. Les importations de veaux gras depuis la Belgique ont cependant baissé de 23,7 % entre 2020 et 2021, une rupture au regard de la tendance à la hausse ou au maintien des trois années précédentes. En 2021, ces importations de veaux finis belges de moins de 300 kg ont atteint le chiffre de 38 800 têtes, ce qui représente 3,2 % des abattages sur le sol français. Il s'agit de veaux importés en France pour l'abattage rituel et dont la viande est ensuite réexportée en Belgique.

Les abattages de veaux n'ont pas marqué de reprise en 2021 au regard de 2020. En 2020, ils étaient en baisse de 3,7 % en têtes (soit - 47 000 têtes) et de 3,0 % en tec. Cette baisse avait été fortement corrélée au confinement mis en place entre mi-mars et mi-mai en raison de la pandémie de Covid-19. Notamment, les mois de mars, avril et mai 2020 avaient contribué pour deux tiers à cette baisse annuelle. En 2021, la baisse a été nettement plus modérée (- 10 000 têtes par rapport à 2020). Les abattages du printemps se sont rehaussés au-dessus de leurs niveaux de 2020 en dépit du fait que les cinq premiers mois de l'année ont également été marqués par des restrictions liées à la pandémie, impactant le secteur de la RHD de manière plus mesurée que l'année précédente. Aussi sur les neuf premiers mois de 2021, les niveaux d'abattage étaient très proches en cumul des niveaux de 2020 (- 0,9 % en têtes). En revanche un retrait a pu être observé à partir du mois d'octobre (- 2,9 % en têtes en cumul sur le dernier quadrimestre), en partie lié au recul des importations en vif. Alors que le poids moyen à l'abattage avait augmenté de 0,9 % (soit + 1,3 kg) en 2020 du fait de la création d'un surstock sur pied (retards de sorties liés à la pandémie), il a également augmenté en 2021 : + 0,7 % soit + 1 kg/tête. Au regard de 2020, le poids moyen à l'abattage a été en baisse sur les huit premiers mois de l'année, traduisant un meilleur écoulement de l'offre. Il s'est ensuite inscrit en hausse, en lien en partie avec la baisse des importations de veaux gras belges. Du fait de la hausse du poids moyen à l'abattage, les abattages ont été quasiment stables (- 0,2 %) en volume sur l'année par rapport à 2020.

Le surplus d'offre en début de l'année 2020 avait conduit à une forte baisse du prix moyen pondéré des veaux de boucherie. Cette chute du cours avait été encore plus importante qu'en 2019, année marquée par une crise de surproduction aux Pays-Bas. En 2021, la cotation a débuté l'année à des niveaux voisins de 2019, avant d'engager une baisse saisonnière beaucoup moins marquée que les deux années précédentes. Dès la fin juin et la levée des restrictions sanitaires, le cours s'est stabilisé autour de 5,30 €/kg, avant d'entamer une remontée précoce à la mi-août, et enfin une hausse continue et marquée tout au long de l'automne. Entre la fin septembre et la fin décembre, la cotation est passée de 5,63 €/kg à 6,30 €/kg, soit une hausse de 67 centimes, retrouvant des niveaux voisins de l'année 2015. La hausse des cours des veaux de boucherie s'est faite sous l'effet d'une limitation des mises en place par les intégrateurs. En contexte d'offre limitée, la reprise du secteur de la RHD à partir du mois de juin a formé un climat propice à la revalorisation de la cotation.

L'année 2021 a été marquée par une flambée des charges aussi bien au niveau de la production qu'au niveau de l'industrie. Les coûts de production en élevage ont fortement augmenté sous

l'effet de la hausse des cours des aliments lactés et fibreux. Ainsi, entre décembre 2020 et décembre 2021, l'IPAMPA « autres aliments pour veaux » a augmenté de 16 points d'indice. Sur la même période, l'IPAMPA « aliments d'allaitement pour veaux » a suivi une hausse encore plus marquée, de 25 points. Les prix de l'énergie (gaz, carburants) ayant également fortement augmenté, cela a occasionné la hausse des charges aussi bien en élevage qu'en industrie. Ainsi, en dépit de la progression des cours à la production, la filière se voit fragilisée par la hausse des coûts de production.

› **Veaux nourrissons : des niveaux d'exportation record en dépit d'une offre qui reste excédentaire**

En 2021, les naissances de veaux laitiers ont été inférieures à 2020 sur quasiment tous les mois, notamment au moment du pic automnal des naissances. Sur l'ensemble de l'année, la baisse a été de 3,3 %, soit - 76 000 têtes au regard de 2020. Cette poursuite de la baisse tendancielle des naissances n'a toujours pas permis cette année un rééquilibrage de l'offre, structurellement excédentaire.

Du côté des débouchés français, la demande a été mesurée en veaux de boucherie du fait du contexte de reprise fragile de la filière, tandis que l'engraissement de jeunes bovins laitiers a poursuivi son érosion structurelle. L'excédent d'offre sur le marché français a ainsi favorisé le débouché espagnol. Du fait de la hausse des charges pour l'engraissement, les opérateurs espagnols ont préféré l'importation de veaux nourrissons à celle de broutards. Dans un contexte de demande soutenue en jeunes bovins à l'échelle européenne, la cotation espagnole du veau nourrisson s'est maintenue à un niveau élevé, occasionnant ainsi un différentiel de prix entre la France et l'Espagne favorable aux exportateurs français. Ainsi en 2021, les exportations de veaux nourrissons vers l'Espagne ont augmenté de 4,2 %, soit +12 700 têtes. Vers l'Italie, les exportations ont également augmenté : +53,0 %, soit +11 000 têtes. L'Espagne a conservé sa première place en tant qu'acheteur de veaux nourrissons français, avec 90 % des parts du marché. Avec l'Italie, ces deux pays ont capté plus de 99 % des veaux nourrissons laitiers exportés par la France.

Les cotations du veau mâle laitier de 45 - 50 kg ont été particulièrement faibles de janvier à mai 2021 (en moyenne - 4,25 €/tête sur 21 semaines, par rapport à la même période de 2020, et - 14,48 €/tête par rapport à celle de 2019), en raison de la morosité de la demande. Le pic saisonnier a été très limité, bien que légèrement plus élevé que l'année précédente, puis la cotation s'est stabilisée au début de l'automne à son niveau plancher, et ce jusqu'à la fin de l'année 2021.

Du côté des veaux croisés, le constat est inchangé depuis déjà quelques années : les naissances croissent (+ 3,0 % entre 2020 et 2021, soit + 37 500 naissances de veaux croisés) et encombrant le marché du petit veau. Pour rappel, cet afflux de veaux croisés est dû au recours croissant, ces dernières années, à des taureaux de race à viande pour inséminer les vaches laitières afin de mieux valoriser les bovins qui en sont issus. Mais avec un tel afflux de veaux croisés sur le marché, c'est l'effet inverse qui s'est produit : entre 2014 et 2021, la valorisation des veaux mâles croisés laitiers a été divisée par 1,7 (en moyenne 240 € pour les mâles croisés laitiers de 50-60 kg en 2014 contre 142 € en 2021). Les veaux croisés laitiers n'ont pas eu beaucoup de débouchés en veau de boucherie au vu de la conjoncture et sont difficilement valorisables en broutards car leur conformation est moins bonne que celle des broutards de races allaitantes.

Les importations de veaux nourrissons ont continué de baisser en 2021 (- 8,7 % soit - 800 têtes), bien que de manière plus modérée que les deux années précédentes. Par rapport à 2018, cela correspond à une baisse de 65,6 %. La limitation des mises en place de veaux de boucherie et le faible prix français des veaux nourrissons ont incité les opérateurs à acheter peu de veaux étrangers et à se fournir plutôt en veaux français, ce qui a conduit à une baisse régulière des importations de veaux nourrissons tout au long de l'année.

› La consommation des ménages français est restée stable jusqu'à l'automne en 2021, malgré la fermeture partielle de la restauration hors domicile

D'après les données de Kantar Worldpanel, les achats par les ménages français de viande fraîche de veau ont été en baisse entre 2020 et 2021 (- 4,4 % en volume, en cumul sur l'année). La viande fraîche de veau a suivi des tendances semblables à celles de la viande fraîche de bœuf au fil de l'année. Sur les cinq premiers mois de 2021, période couvrant la mise en place de couvre-feux et confinement successifs en lien avec la pandémie de Covid-19, les volumes consommés ont suivi une hausse marquée au regard des années précédentes (+ 2,5 % sur 5 mois 2021 comparés à 5 mois 2020, et + 4,9 % comparé à 5 mois 2019). Par la suite, les volumes consommés se sont positionnés en retrait au regard des années précédentes, et ce particulièrement sur les trois derniers mois de l'année (- 9,5 % en cumul sur le dernier quadrimestre 2021 par rapport à 2019). Ainsi, la fermeture partielle de la restauration hors domicile pendant plusieurs mois de l'année 2021 semble avoir contribué à dynamiser la consommation de veau en grande distribution.

Le dynamisme de la consommation à domicile au premier semestre a été particulièrement marqué sur les pièces à bouillir, qui représentent 50 % de la viande piécée de veau consommée. Les achats de pièces à bouillir ont augmenté de 7,4 % en cumul sur les cinq premiers mois de l'année ; sur l'ensemble de l'année, ils sont néanmoins en baisse de 2,0 %. Les achats de pièces à griller ont été en berne sur l'ensemble de l'année et accusent une baisse plus marquée de 8,6 %. La viande de veau est peu présente dans les produits transformés ou élaborés, qui tirent tendanciellement la consommation de viande à la hausse. Cela explique en partie le fait que la consommation de viande de veau ait été ponctuellement dynamique en 2021.

La viande vitelline est l'une des plus chères du marché. En 2021, son prix moyen a été de 15,88 €/kg, en hausse de 0,9 % par rapport à 2020, porté par la progression de 2,0 % du prix moyen des viandes à bouillir ou à braiser (à 14,04 €/kg en 2021), alors que la viande à griller s'est en moyenne appréciée de 12 centimes (+ 0,6 %), à un montant de 18,70 €/kg. Notons que pour l'ensemble des viandes fraîches de veau, l'appréciation moyenne du prix en 2021 a tenu à une forte hausse (+ 3,0 %) de prix sur le dernier trimestre de l'année. Le prix élevé de la viande de veau constitue par ailleurs un frein à son usage en restauration hors domicile.

› Prévisions 2022

Les tendances de l'année 2021 pourraient se poursuivre au cours de l'année 2022. L'horizon du retour à la baisse des cours des matières premières (alimentation animale, énergie) est difficile à entrevoir. Aussi les coûts de production devraient continuer à rester élevés et à impacter les différents maillons de la filière. Par ailleurs, le secteur de la RHD n'a pour l'heure toujours pas retrouvé son dynamisme d'avant-crise. Un rattrapage pourrait se poursuivre courant 2022 sous réserve d'une modération des restrictions liées à la pandémie de Covid-19. L'inflation pourrait cependant conduire à une revalorisation des prix à la consommation qui auraient pour effet de peser sur la demande. Dans un tel contexte, les mises en place de veaux de boucherie devraient rester contenues, ce qui entraînerait les abattages de veaux à la baisse. En dépit d'une poursuite de la baisse des naissances de veaux laitiers du fait de la décapitalisation du cheptel, le marché français des veaux nourrissons devrait rester excédentaire. Les fondamentaux du marché espagnol (hausse des coûts de l'engraissement) devraient perdurer, ce qui continuerait de tirer la hausse des exportations de petits veaux vers l'Espagne.

Une modération de l'offre face à une demande qui se tient pourrait ainsi contribuer à la poursuite de la revalorisation de la cotation.

Bilan dans le secteur du veau

	2020		2021		%21/20	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec
Abattages contrôlés	1 210,5	178,4	1 199,8	178,0	-0,9	-0,2
Commerce extérieur						
Veaux de moins de 80 kg						
Exportations	323,7		348,1		7,5	
Importations	8,5		7,7		-8,7	
Solde	+315,2		+340,3			
Veaux de 80 à 300 kg destinés à la boucherie						
Exportations	14,4	1,9	9,9	1,2	-31,0	-34,0
Importations	57,0	6,9	50,2	6,5	-11,9	-6,0
Solde	-42,6	-5,0	-40,3	-5,2		
Production de veaux finis	1 167,9	173,4	1 159,5	172,8	-0,7	-0,3

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Prévisions 2022

1 000 tec	2021	2022**	%22**/21
Production	172,8	171,5	-0,8%
Abattages	178,0	176,3	-1,0%
Importations veaux finis (vifs)	6,5	6,0	-6,4%

**Prévisions

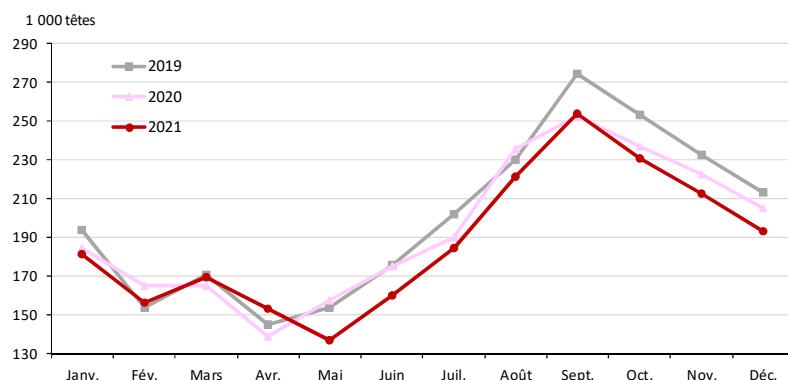
Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Naissances de veaux

1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021	%21/20
Races allaitantes	3 312,7	3 258,7	3 064,1	3 095,1	3 019,0	-2,5
Races laitières	2 568,8	2 542,3	2 396,6	2 327,1	2 251,2	-3,3
Races croisées	1 103,7	1 155,4	1 189,9	1 242,1	1 279,6	3,0
TOTAL	6 985,2	6 956,3	6 650,5	6 664,4	6 549,9	-1,7

Source : FranceAgriMer d'après BDNI

Naissances de veaux laitiers en France



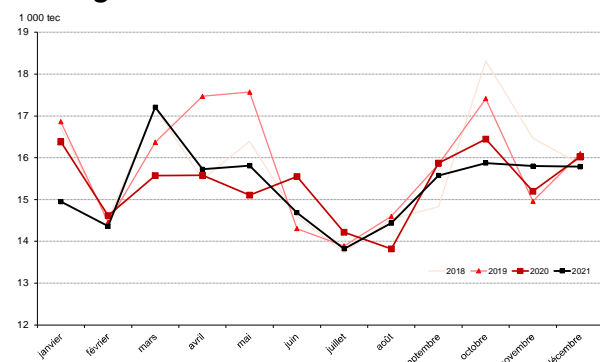
Source : FranceAgriMer d'après BDNI

Abattages de veaux de boucherie

	2017	2018	2019	2020	2021	%21/20
1 000 têtes	1 261,0	1 268,7	1 257,6	1 210,5	1 199,8	-0,9
1 000 tec	181,1	182,6	183,8	178,4	178,0	-0,2
Poids moyen (kg/tête)	143,6	144,0	146,2	147,4	148,4	0,7

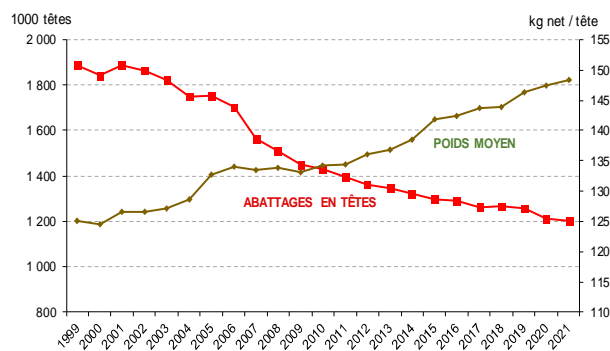
Source : FranceAgriMer d'après GEB-Institut de l'élevage / Spie-Normabev

Abattages contrôlés de veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer d'après GEB-Institut de l'Élevage / Spie - Normabev

Effectifs de veaux de boucherie abattus Poids moyen des veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer d'après GEB-Institut de l'Élevage / Spie - Normabev

Commerce extérieur de veaux

1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021	%21/20
VEAUX DE MOINS DE 80 kg						
Exportations totales	236,3	269,4	294,9	323,7	348,1	7,5
Union européenne à 28	236,3	269,4	294,9	323,3		
Union européenne à 27				323,3	348,1	7,7
<i>Espagne</i>	225,3	255,4	277,3	301,5	314,2	4,2
<i>Italie</i>	10,9	13,1	17,6	20,7	31,7	53,0
Pays tiers	0,0	0,0	0,0	0,4		
Pays tiers + UK				0,4	0,0	-
Importations totales	14,8	22,5	17,3	8,5	7,7	-8,7
Union européenne à 28	14,8	22,5	17,3	8,5		
Union européenne à 27				8,5	7,7	-8,7
<i>Pays-Bas</i>	9,0	9,6	8,9	0,0	2,3	-
<i>Irlande</i>	2,4	6,4	4,4	2,5	1,8	-26,9
<i>Espagne</i>	2,5	2,2	2,0	0,4	0,0	-100,0
Pays tiers	0,0	0,0	0,0	0,0		
Pays tiers + UK				0,0	0,0	-
SOLDE	+221,5	+246,9	+277,6	+315,2	+340,3	
VEAUX FINIS DE 80-300 kg						
Exportations totales	17,3	15,5	14,9	14,4	9,9	-31,0
Union européenne à 28	15,5	13,9	13,5	12,8		
Union européenne à 27				12,8	8,4	-34,3
<i>Italie</i>	6,4	4,7	6,3	6,5	4,6	-29,3
<i>Belgique</i>	3,1	2,9	2,7	3,3	2,6	-22,2
<i>Espagne</i>	5,4	5,2	4,2	2,9	0,9	-70,3
Pays tiers	1,8	1,6	1,4	1,6		
Pays tiers + UK				1,6	1,5	-4,1
Importations totales	12,8	44,3	59,4	57,0	50,2	-11,9
Union européenne à 28	12,8	44,3	59,4	57,0		
Union européenne à 27				57,0	50,2	-11,9
<i>Belgique</i>	9,0	37,6	51,1	50,8	38,8	-23,7
<i>Allemagne</i>	0,9	0,2	0,4	1,7	1,9	16,7
<i>Pays-Bas</i>	1,2	4,8	6,1	0,8	8,1	956,9
<i>Espagne</i>	1,4	1,5	1,7	0,2	0,0	-100,0
Pays tiers	0,0	0,0	0,0	0,0		
Pays tiers + UK				0,0	0,0	-
SOLDE	+4,5	-28,8	-44,5	-42,6	-40,3	

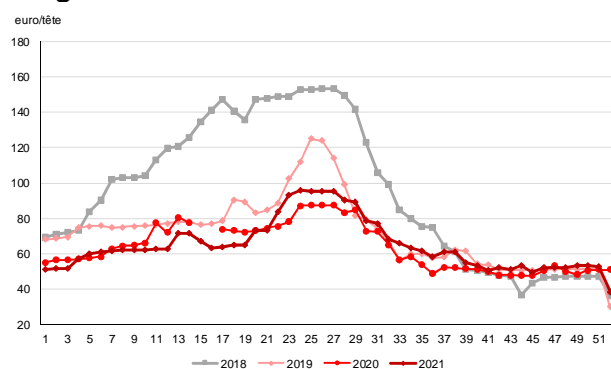
Source : FranceAgriMer d'après douane française

Prix à la production

	2017	2018	2019	2020	2021	%21/20
Veaux de 8 jours en €/tête						
Engraissement mâles 45-50 kg	90,0	95,4	72,2	63,5	64,8	2,1
Élevage mâles croisés légers	259,0	275,1	241,6	222,4	224,0	0,7
Prix moyen pondéré	118,9	126,8	103,8	101,2	102,8	1,6
Veaux de boucherie en €/kg net						
Prix moyen pondéré	5,6	5,7	5,4	5,3	5,7	6,5
Veaux sous la mère en €/kg net						
Prix moyen pondéré	8,2	8,3	8,3	8,6	8,5	-1,7

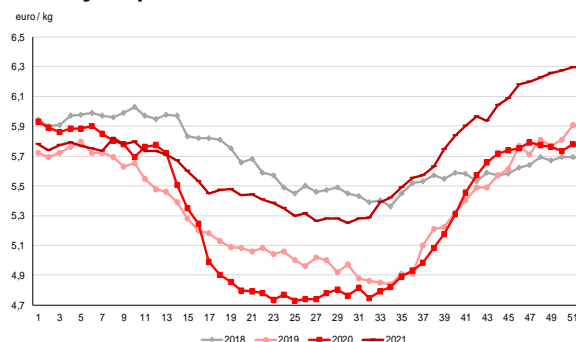
Source : FranceAgriMer

Cotation des veaux mâles laitiers de 8 jours à 4 semaines destinés à l'engraissement, 45-50 kg



Source : FranceAgriMer

Prix moyen pondéré des veaux de boucherie

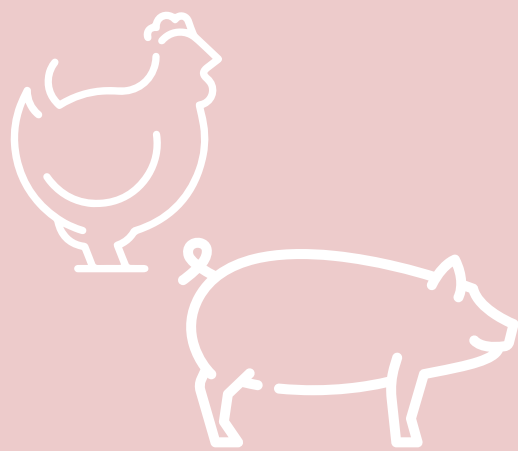


Source : FranceAgriMer

Prix d'achat de la viande de veau par les ménages

€/kg	2017	2018	2019	2020	2021	%21/20
Viande fraîche	15,2	15,2	15,5	15,7	15,9	0,9
dont viande à griller	18,3	18,5	18,7	18,6	18,7	0,6
dont viande à bouillir	13,2	13,1	13,5	13,8	14,0	2,0

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel



VIANDES BLANCHES

Le marché du porc en France

› En 2021, l'érosion du cheptel porcin s'est traduite par un recul de la production

Selon les données de l'enquête effectuée en mai, l'effritement du cheptel français de truies s'est poursuivi en 2021, du fait en particulier d'élevages non repris lors du départ à la retraite de leurs exploitants. La filière française a ainsi perdu 12 000 truies en 2021, soit 1,3 % de son cheptel reproducteur, désormais très nettement sous la barre du million de têtes. C'est une tendance de long terme qui se poursuit (- 210 000 truies depuis 2011, soit - 18,6 %). L'effectif porcin total par rapport à 2020 a connu un recul similaire (- 224 000 têtes, soit - 1,7 %), même si à plus long terme les gains de productivité atténuent cette tendance (- 850 000 porcs depuis 2011, soit - 6,1 %).

La production porcine en France a reflété l'évolution du cheptel, avec un recul de 1,2 % en têtes et de 0,9 % en volume par rapport à 2020.

Depuis 2011, les abattages en France ont reculé de 6,2 %, soit 1,5 million de porcs de moins abattus en dix ans. Cette baisse de la production a induit une réduction d'activité dans les abattoirs, d'où une diminution de leur rentabilité et un risque pour la pérennité des plus petites structures.

La hausse du poids des carcasses observée les années précédentes s'est poursuivie en 2021, passant de 94,5 à 94,9 kg. Les abattages, en recul en têtes (- 0,2 %), ont faiblement progressé en volume (+ 0,2 %). Avec une production française de viande porcine qui s'est établie à 2,26 millions de tonnes équivalent carcasse (tec), la France est restée le troisième producteur européen, derrière l'Espagne (5,1 millions de tec, en progression de 2,8 %) et l'Allemagne (5 millions de tec, en recul de 2,4 %).

› Les évolutions de la demande asiatique ont eu un fort impact sur le marché français

L'année 2021 a été essentiellement marquée par les fortes variations de la demande chinoise. Au premier semestre, les importations asiatiques ont drainé de forts volumes à des prix élevés. La seconde partie de l'année s'est caractérisée par un renversement de tendance, avec la volonté affirmée par la Chine de restreindre drastiquement les volumes de viandes qu'elle importe. Cette situation s'est traduite par le report sur le marché européen de volumes importants (espagnols en particulier) n'ayant pas trouvé preneur et saturant celui-ci.

Les exportations en volume (hors abats) de la France ont encore progressé en 2021 (+ 12 000 tec, soit une hausse de 1,7 %) et ont avoisiné 729 000 tec, auxquelles on peut ajouter 159 000 t d'abats. Pour les viandes fraîches et congelées, en 2021, les exportations de la France vers les pays tiers ont connu une hausse de 33,4 %. Parmi les volumes exportés, ceux vers la Chine ont progressé de 17,0 %, avec une demande si forte qu'elle a pris des parts à d'autres destinations, principalement l'UE 27 (- 21,2 %). Dans l'Union européenne, la part de l'Italie, principale destination des viandes de porc françaises, s'est repliée de 16,5 % et celle des Pays-Bas de 22,8 %. En revanche la part de l'Espagne a progressé de 34,5 %.

Au total, pour les viandes fraîches et congelées, les exportations en volume des opérateurs français ont progressé de 4,2 % (+ 20 000 tec). Il en a été de même pour les abats (+ 13,4 %, + 18 000 t), ainsi que pour les graisses (+ 8,8 %, + 4 000 t). Enfin, les exportations de charcuterie ont progressé de 5 000 tec (+ 5,1 %).

Globalement, le chiffre d'affaires à l'exportation de la France est estimé à 1,7 milliard d'euros en 2021 pour l'ensemble des produits porcins (y compris les abats), en recul de 83 millions d'euros (- 4,7 %) par rapport à l'année 2020. En effet, à la hausse des volumes (+ 3,6 %) s'est opposé un « effet prix » en net recul, rendant au final cette évolution négative.

› Un solde de la balance en valeur qui est néanmoins resté positif en 2021

Tous produits porcins confondus, les volumes importés en France, après s'être fortement réduits en 2020, ont à nouveau progressé en 2021. Ils sont estimés à 600 000 tec (+ 8,5 %), auxquelles on

peut ajouter 70 000 t d'abats. L'Espagne est restée le principal fournisseur du marché français pour les viandes fraîches et congelées, avec 63 % des volumes importés, devant l'Allemagne (13 % des volumes importés). En 2021, les opérateurs espagnols ont exporté vers la France 198 000 tec de viandes fraîches et congelées (- 9,6 %), essentiellement du jambon désossé et de la poitrine, 65 000 tec de charcuterie (+ 17,0 %), 5 000 tec de graisses (+ 22,3 %) et 34 000 t d'abats (- 17,3 %). Les importations en provenance d'Allemagne, second fournisseur de la France, ont fortement progressé, sous l'effet probable des prix faibles propres à ce pays, du fait de l'épidémie de PPA (peste porcine africaine) qui la touche : viandes (42 000 tec, soit + 12,0 %), charcuterie (jambons et saucisses, 80 000 tec, + 22,7 %), abats (11 000 t, + 39,3 %).

L'Italie, troisième origine des importations en valeur pour la France, a fourni pour l'essentiel des charcuteries (42 000 tec en 2021, - 6,0 %, dont 8 500 t de jambons), ainsi que des graisses (12 000 tec, - 9,3 %).

La France importe majoritairement des produits à haute valeur ajoutée, des pièces dont la découpe est très avancée à destination des industriels français de la charcuterie, et des produits transformés prêts à être consommés, vendus en GMS (grandes et moyennes surfaces) et en restauration hors foyer (RHF). La valeur totale des importations françaises est estimée à 1,6 milliard d'euros en 2021, en recul sur un an de 6,4 %.

Alors que sur l'ensemble des produits porcins (y compris les abats), la balance commerciale française était traditionnellement déficitaire en valeur, du fait d'une structure déséquilibrée (exportations de matières brutes, importations de produits transformés ou semi-transformés), en 2020, du fait des prix élevés des viandes à l'export, ce solde était devenu positif. En 2021, la situation favorable observée avant le retournement de tendance du deuxième semestre a permis d'obtenir *in fine* un solde légèrement positif (+ 14 M€). En effet, les importations et les exportations en valeur ont toutes deux reculé, mais dans des proportions différentes (respectivement - 10,5 % et - 7,0 % sur les viandes, - 2,5 % et - 4,7 % au total). En volume, le solde commercial de la France est resté positif à + 131 000 tec. Le taux d'autosuffisance a reflué légèrement à 106,2 %.

› La consommation se stabilise en France en 2021

La consommation globale estimée par bilan (consommation indigène brute), tendait depuis 2019 à se dégrader, en régressant sur un rythme annuel d'environ 1 %. En 2021 en revanche, on a observé une stabilisation des volumes consommés (+ 0,6 % par rapport à 2020).

Dans cette globalité, les achats des ménages pour leur consommation à domicile, évalués par Kantar Worldpanel, ont témoigné d'une nette décroissance en volume sur le porc : sur douze mois glissants (décembre 2020 - novembre 2021), - 6,7 % sur la viande fraîche, - 9,0 % sur les élaborés, - 5,3 % sur les produits de charcuterie (qui représentent les deux tiers des volumes consommés). Cette baisse se trouve en phase avec celles observées sur les autres viandes de boucherie fraîches (bœuf hors élaborés - 2,3 %, haché de bœuf - 1,2 %, volailles y compris élaborés - 5,2 %).

L'importance des variations observées doit cependant être relativisée : les volumes 2020 auxquels sont comparés ceux de 2021 se plaçaient en effet à un niveau exceptionnellement élevé, du fait des fermetures de restaurants liées aux mesures sanitaires et du report qui s'en est suivi sur la consommation à domicile. L'évolution négative est moins marquée lorsque l'on compare 2021 à l'année « normale » 2019 : La viande fraîche de porc n'est plus alors en recul que de 1,2 % en volume, et la charcuterie progresse de 1,7 %.

Ainsi, en 2021, la consommation à domicile a renoué avec une réduction tendancielle des achats de viande par les ménages, évolution liée, comme dans les autres pays occidentaux, à un mouvement de fond aux causes multiples (préoccupations de santé, changement de modes de consommation, attention portée au bien-être animal...).

› Le prix de l'aliment a connu en 2021 une progression considérable

Le prix de l'aliment en 2021 en France, calculé par l'Ifip selon une formule « porc en croissance », a été en moyenne de 278 €/tonne, en hausse de l'ordre de 12 % par rapport à 2020. La demande chinoise en céréales a constitué, presque tout au long de l'année, l'élément moteur de cette

hausse, alors même que l'offre était pourtant d'un niveau soutenu. Si les prévisions n'ont pas toujours tenu leurs promesses (sécheresse au Brésil...), les récoltes de maïs ont néanmoins atteint un volume élevé. À la fin de l'année, des prévisions de récoltes de blé très favorables en Argentine et en Australie ne sont pas non plus parvenues à détendre les prix qui ont atteint et même dépassé 250 € par tonne pour le blé fourrager et le maïs.

Pour ce qui concerne le tourteau de soja, les récoltes importantes ont favorisé une certaine détente sur le marché avec, en fin d'année 2021, une cotation d'environ 430 €/t, très proche de celle observée à fin 2020.

› Le prix du porc s'est nettement replié au deuxième semestre 2021

Le prix moyen du porc classe E+S en 2021 s'est établi à 1,50 €/kg, soit une baisse de 0,08 €/kg (- 4,6 %) par rapport à 2020.

Alors que les cotations porcines étaient d'ordinaire marquées par une importante saisonnalité (hausse au printemps, reflux à l'automne, ceci du fait des conditions techniques d'élevage ainsi que d'une forte consommation estivale), ce n'est plus vraiment le cas depuis 2018. Désormais, les prix sont pour l'essentiel corrélés aux variations de la demande asiatique. En 2020 cependant, malgré une demande asiatique élevée, les difficultés liées à la pandémie de Covid-19, puis la PPA en Allemagne, avaient amené un reflux progressif des prix des carcasses E+S. En 2021, les cotations sont directement redevenues en phase avec la demande chinoise, en hausse au premier semestre lorsque cette dernière était élevée, puis en reflux au deuxième semestre, lorsqu'elle s'est réduit très fortement. Dans le même temps, on l'a vu, les coûts liés à l'aliment ont atteint des niveaux record, produisant un effet « ciseaux » qui a obéré la rentabilité des élevages.

Pour ce qui concerne les prix moyens des pièces (source RNM – FranceAgriMer), ils ont globalement été en hausse en 2021. La longe a progressé de 1,2 % par rapport à 2020. Pour les pièces destinées à la transformation, la cotation de l'épaule a augmenté de 5,0 %, la poitrine de 1,8 %, le jambon de 2,0 % et le hachage de 20,7 %.

› Perspectives 2022

Le cheptel porcin français devrait continuer de reculer en 2022, à un rythme faible mais non négligeable. Compte tenu de cette tendance, et malgré des gains en productivité, une légère baisse de la production française en 2022 semble envisageable.

En 2022, la demande asiatique va probablement continuer à mener le marché. La Chine ne paraît pas à ce stade en mesure de retrouver ses capacités de production d'avant la crise de 2018, d'où une probable reprise des importations courant 2022. Cependant ce créneau va devenir de plus en plus concurrentiel, avec en particulier une activité très compétitive des États-Unis sur ce segment. Les prix ne seront plus aussi rémunérateurs qu'ils ont pu l'être en 2019 ou au premier semestre 2021.

Les capacités d'exportation de la France apparaissent de toute façon limitées. La consommation nationale est vue en effet, traditionnellement, comme le débouché naturel de la production française et l'exportation n'est souvent envisagée que pour le dégagement des surplus. Même dans des conditions favorables, les quantités exportées tendent ainsi à « plafonner », comme on l'a vu en 2020 et 2021 avec des volumes similaires, des substitutions s'opérant simplement entre pays destinataires.

Compte tenu des prévisions de cours des céréales et du tourteau de soja, le coût de l'aliment porc va sans doute rester à un niveau élevé, au moins au premier trimestre 2022, ceci dans un contexte de prix du porc assez peu rémunérateur. La question de la pérennité des élevages les moins rentables risque donc de devenir toujours plus prégnante. Pour le secteur de l'abattage, l'effritement des volumes produits en France devrait par ailleurs engendrer une activité médiocre, limitant la possibilité d'investir dans les outils.

Une inconnue de taille reste la question de l'extension de la PPA en Europe. Cette maladie, qui ne présente aucun risque pour la santé humaine, entraîne quasi systématiquement une suspension

de la capacité d'exporter vers les pays tiers. Après avoir touché l'Allemagne en 2020, elle a atteint l'Italie en janvier 2022, s'approchant ainsi de plus en plus des frontières françaises.

Sur ce point, l'accord sur la reconnaissance du zonage et de la compartimentation, signé en décembre 2021, entre la France et la Chine constitue une avancée extrêmement importante. Dans l'hypothèse où la France serait touchée par la PPA, cet accord permettra la poursuite des exportations de produits porcins vers la Chine à partir des zones françaises indemnes de PPA.

Bilan du secteur porc (hors abats)

	2020		2021*		% 21/20*	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec
Production indigène brute	24 084,4	2 275,7	23 783,5	2 256,4	-1,2	-0,9
Commerce extérieur						
Animaux vivants de boucherie**						
Exportations	785,3	73,9	531,0	50,0	-32,4	-32,3
Importations	0,3	0,0	0,7	0,0	132,5	84,2
SOLDE	+785,0	+73,9	+530,3	+50,0		
Abattages contrôlés	23 299,4	2 201,9	23 253,2	2 206,4	-0,2	0,2
Commerce extérieur						
Viandes fraîches et congelées						
Exportations		495,3		515,8		4,1
Importations		304,6		312,7		2,7
SOLDE		+190,6		+203,1		
Charcuterie						
Exportations		104,0		109,4		5,1
Importations		217,4		246,5		13,4
SOLDE		-113,4		-137,1		
Graisses						
Exportations		47,7		51,9		8,8
Importations		34,7		35,6		2,8
SOLDE		+13,0		+16,3		
Variation de stock (stockage privé)		0,0		0,0		
Consommation indigène brute		2 111,5		2 124,2		0,6
Auto-provisionnement %		107,8		106,2		

*Estimations ** Porcs d'un poids égal ou supérieur à 50 kg (hors reproducteurs)

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

Prévisions 2022

1 000 tec	2021*	2022**	% 22**/21*
Production	2 256,4	2 209,0	-2,1
Importations	594,9	595,2	0,0
Exportations	727,1	719,8	-1,0
Consommation	2 124,2	2 084,4	-1,9

*Estimations **Prévisions

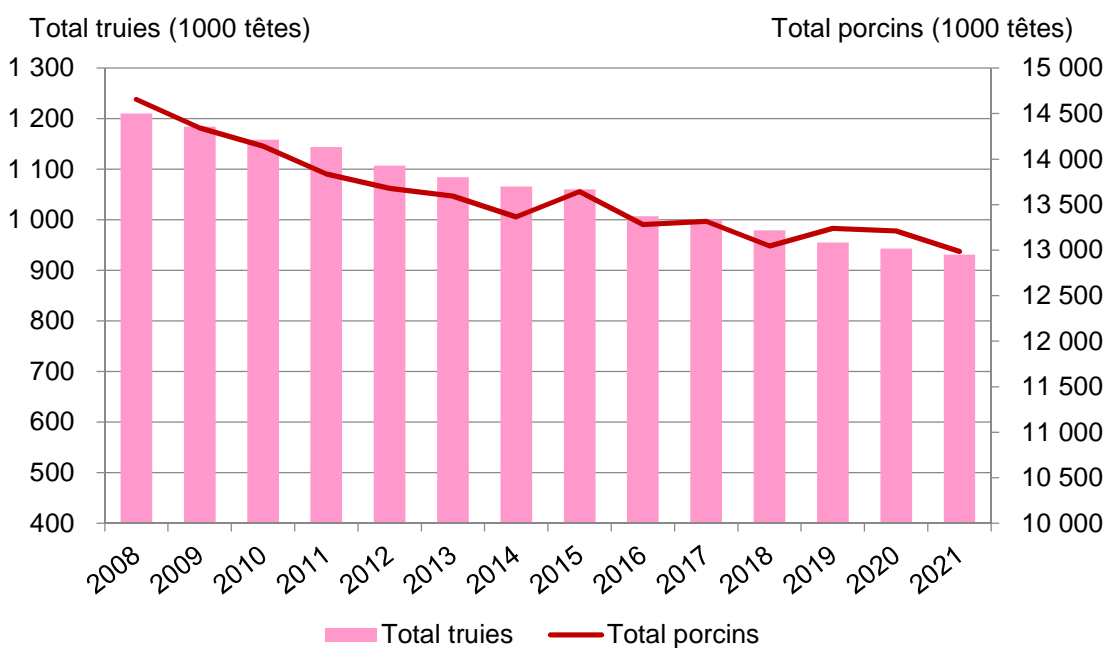
Source : FranceAgriMer

Cheptel France (enquête de mai-juin)

1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Total porcins	13 315	13 044	13 240	13 211	12 987	-1,7 %
dont truies	1 001	979	955	943	931	-1,3 %

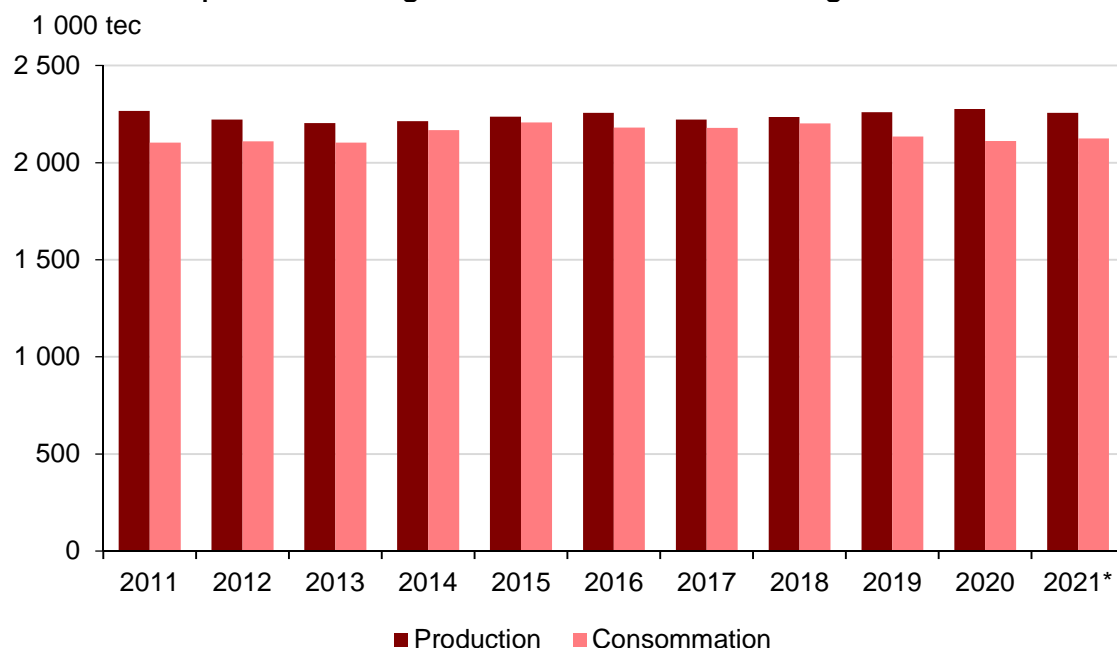
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Évolution du cheptel porcin français (enquête de mai-juin)



Source : FranceAgriMer d'après SSP

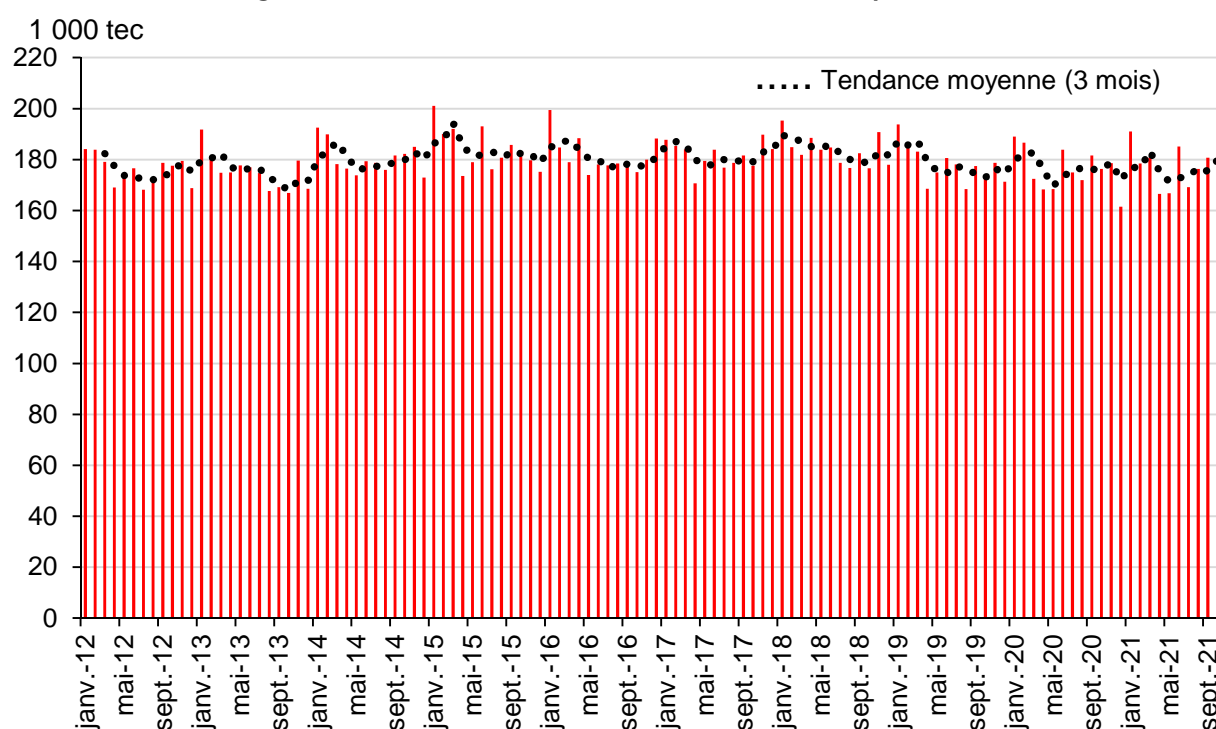
Évolution de la production indigène et de la consommation indigène



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

Consommation indigène mensuelle (consommation totale calculée par bilan)



Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

Consommation à domicile des ménages (quantités achetées)

Indice base 100 en 2010	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Porc**	84,8	82,9	78,9	84,6	79,4	-6,2
Jambon cuit	104,2	101,8	99,7	103,2	99,5	-3,6

*Estimations **Viande fraîche, hors abats et hors gros achats.

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Commerce extérieur en volume du secteur porcin

1 000 tec (1 000 t pour les abats)	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Exportations	772,5	775,2	846,0	856,7	887,7	3,6
Porcs vivants (tous porcs)	50,4	58,7	63,8	76,6	52,0	-32,2
Viandes fraîches et congelées	442,8	450,8	500,3	495,3	515,8	4,1
Carcasses	86,5	84,7	83,1	79,1	74,5	-5,9
Pièces	356,3	366,0	417,2	416,1	441,3	6,1
Charcuterie	112,1	98,8	98,9	104,0	109,4	5,1
Abats	133,8	131,7	135,6	139,9	158,7	13,4
Graisses	33,4	35,3	47,5	47,7	51,9	8,8
Importations	653,3	679,2	641,4	617,9	670,3	8,5
Porcs vivants (tous porcs)	3,0	3,6	3,1	2,5	2,8	10,0
Viandes fraîches et congelées	344,6	351,8	322,5	304,6	312,7	2,7
Carcasses	1,7	1,8	1,6	1,4	16,4	1044,6
Pièces	342,9	350,0	320,9	303,2	296,3	-2,3
Charcuterie	189,6	214,2	217,7	217,4	246,5	13,4
Abats	71,4	72,8	62,6	67,3	72,7	8,0
Graisses	44,6	36,8	35,5	34,7	35,6	2,8
SOLDE	+119,3	+96,0	+204,6	+238,8	+217,4	
Porcs vivants	+47,4	+55,1	+60,7	+79,6	+49,1	
Viandes fraîches et congelées	+98,1	+99,0	+177,8	+192,3	+203,1	
Carcasses	+84,8	+82,9	+81,5	+83,7	+58,1	
Pièces	+13,4	+16,1	+96,3	+108,4	+145,0	
Charcuterie	-77,5	-115,4	-118,8	-111,3	-137,1	
Abats	+62,4	+58,9	+73,0	+64,5	+86,0	
Graisses	-11,2	-1,5	+12,0	+13,6	+16,3	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

Commerce extérieur de viandes fraîches et congelées en volume

1 000 tec	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Exportations totales	442,8	450,8	500,3	495,3	515,8	4,2
Union Européenne à 28	328,1	337,2	344,9	314,3		
Union Européenne à 27	298,5	308,3	314,4	287,4	274,4	-13,9
<i>Italie</i>	102,3	106,9	102,6	94,8	79,2	-16,5
<i>Royaume-Uni</i>	29,6	28,9	30,5	26,9		
<i>Grèce</i>	25,1	21,2	22,8	19,6	15,7	-20,1
<i>Belgique</i>	23,4	24,0	22,4	21,4	22,9	7,4
<i>Espagne</i>	20,3	20,9	24,2	23,5	31,7	34,5
<i>Pays-Bas</i>	18,6	19,7	25,2	26,7	20,6	-22,8
<i>Bulgarie</i>	14,9	17,9	17,6	16,3	15,7	-4,1
Pays tiers	114,7	113,6	155,4	181,0	241,4	33,4
<i>Chine</i>	49,6	48,1	95,8	130,7	152,9	17,0
<i>Hong Kong</i>	3,4	1,7	3,4	3,5	3,1	-11,5
<i>Royaume-Uni</i>					22,3	-16,9
<i>Japon</i>	18,2	18,7	17,8	16,7	17,3	3,6
<i>Philippines</i>	16,7	20,3	17,9	13,3	23,6	77,8
<i>Corée du Sud</i>	7,0	7,5	4,8	4,8	10,9	125,8
Importations totales	344,6	351,8	322,5	304,6	312,7	2,7
Union Européenne à 28	344,4	351,7	322,3	303,5		
Union Européenne à 27	337,4	346,7	317,3	296,5	293,2	-1,1
<i>Espagne</i>	245,6	252,3	230,1	218,4	197,5	-9,6
<i>Allemagne</i>	35,3	34,2	34,6	37,8	42,3	12,0
<i>Danemark</i>	19,6	16,5	10,8	8,0	12,0	50,6
<i>Belgique</i>	17,3	19,3	18,8	19,0	22,0	16,0
<i>Pays-Bas</i>	10,4	10,8	8,0	6,6	5,6	-14,9
SOLDE	+98,1	+99,0	+177,8	+192,3	+203,1	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

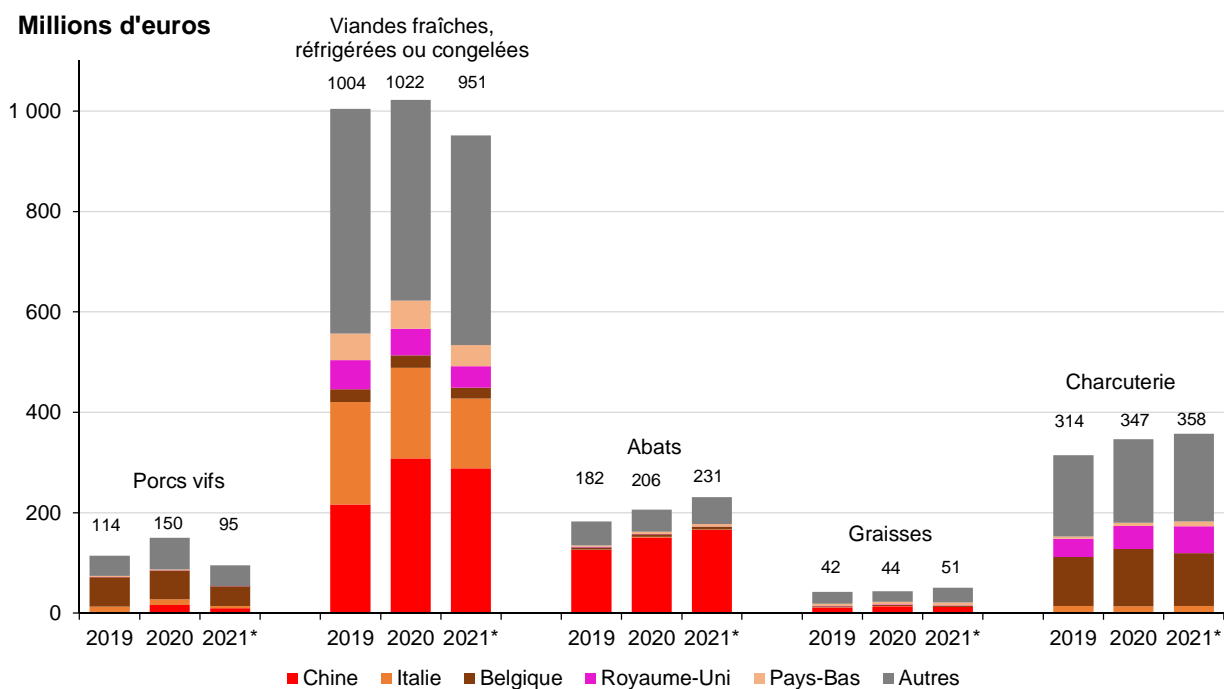
Solde en valeur du commerce extérieur de la France dans le secteur porcin

Millions d'euros	2017	2018	2019	2020	2021*
Porcs vifs	87,0	84,4	104,1	142,5	87,5
<i>dont reproducteurs</i>	12,1	7,2	7,2	23,3	14,6
Viandes fraîches et congelées	42,0	24,2	240,2	283,1	289,8
Charcuterie	-431,2	-488,9	-540,7	-532,0	-553,8
Graisses	-34,3	-0,9	8,3	12,5	14,0
Abats	118,2	95,4	135,4	149,3	176,7
SOLDE	-218,3	-285,8	-52,7	+55,3	+14,2

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

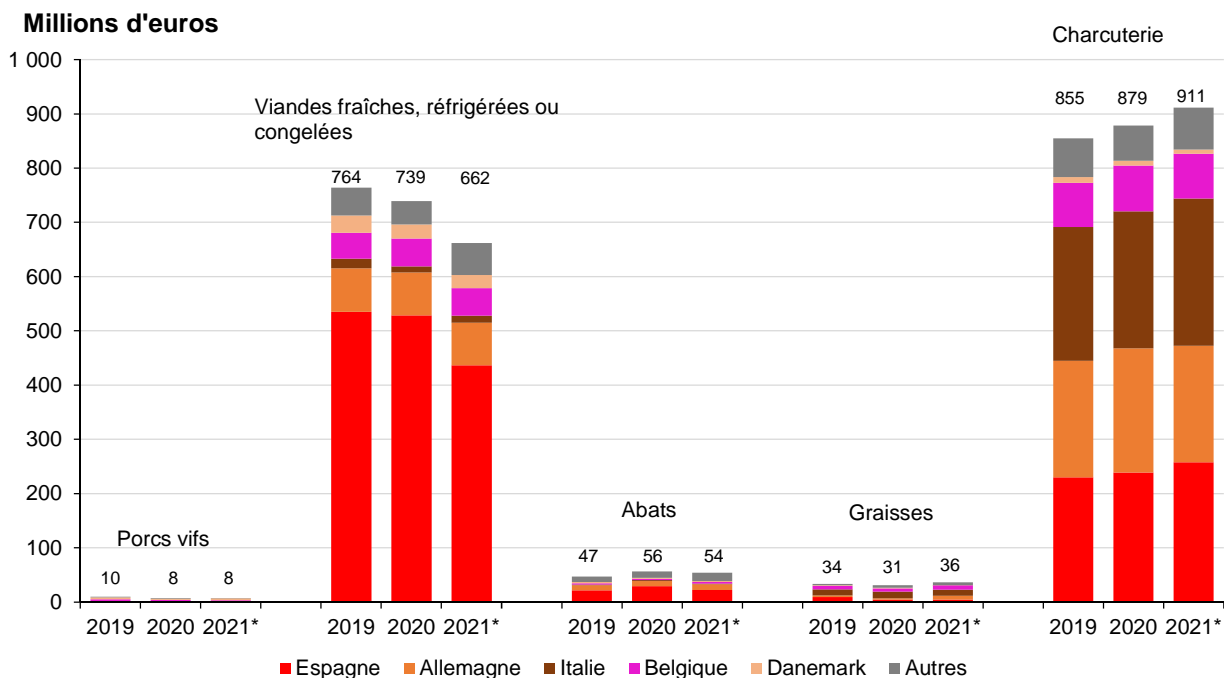
Répartition des exportations françaises de porc en valeur par pays



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

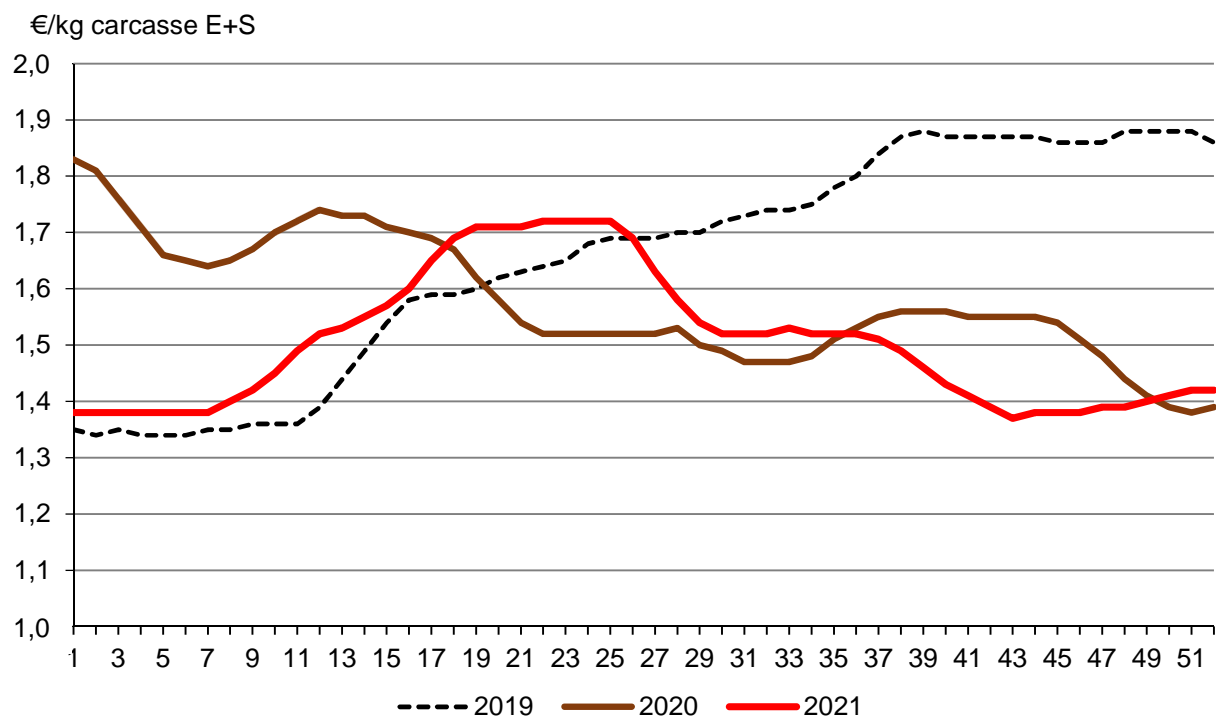
Répartition des importations françaises de porc en valeur par pays



*Estimations

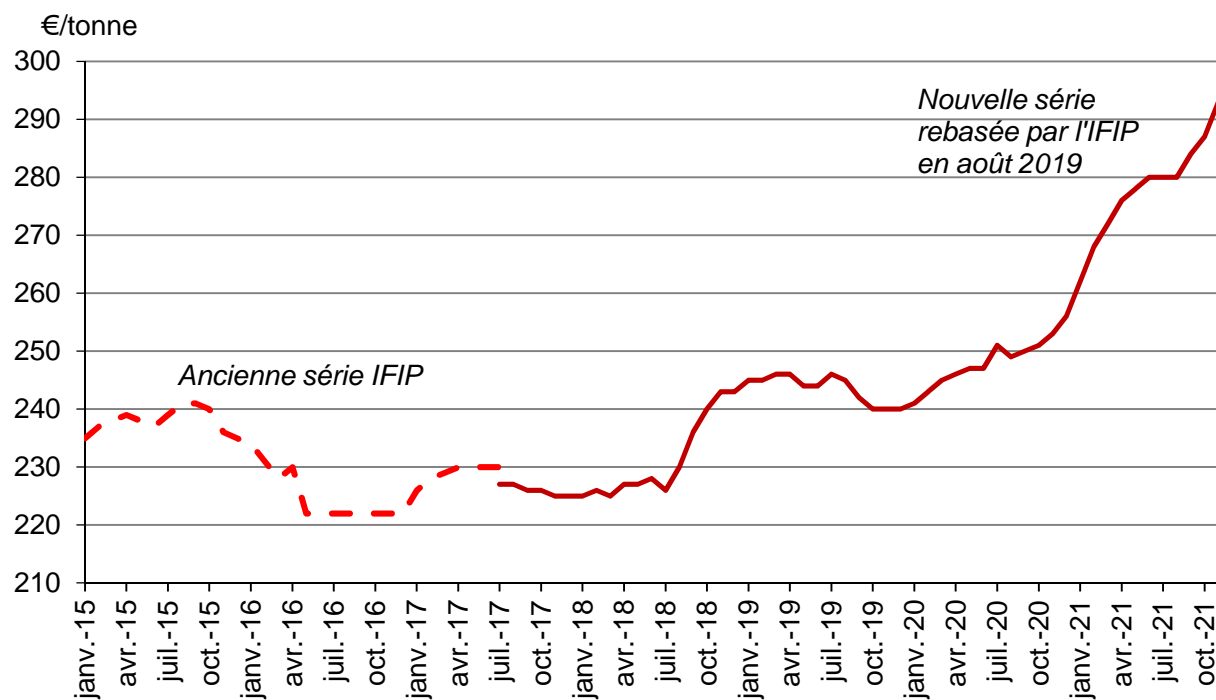
Source : FranceAgriMer d'après douane française

Prix du porc charcutier classe E+S



Source : FranceAgriMer

Le prix de l'aliment selon la formule Ifip



Source : FranceAgriMer d'après Institut du Porc Ifip

Le marché du porc dans l'Union européenne

› Une légère progression de la production européenne a été observée en 2021

En 2020 (enquête de mai-juin), le cheptel de truies de l'UE était resté quasiment stable. En 2021, sur le périmètre UE 27, il a faiblement régressé (- 1,2 % par rapport à 2020). En effet, la progression dans certains pays (principalement l'Espagne et le Danemark) n'a pas compensé pas le fort recul dans d'autres (Allemagne, Pays-Bas, Pologne...) du fait en particulier de contraintes sanitaires et environnementales.

Compte tenu de l'amélioration des performances techniques des élevages, l'ensemble du cheptel porcin de l'UE 27 a été moins touché par ce recul (- 0,3 %) en 2021. Par ailleurs la hausse du poids des carcasses a fait que la production européenne en volume a connu une évolution positive, passant de 23,0 millions de tec (tonnes équivalent carcasse) en 2020 à 23,4 millions de tec en 2021 (+ 1,5 %). En têtes, les abattages ont progressé également à 249 millions de porcs abattus. Le poids moyen des animaux à l'abattage a poursuivi sa croissance, de 93,9 à 94,0 kg.

Ce contexte de légère croissance des volumes masque néanmoins des situations très contrastées, liées en particulier à la situation sanitaire des pays. Outre les contraintes sanitaires liées à la pandémie de Covid-19, l'impact de la peste porcine africaine (PPA) marque toujours la production de certains pays. Après avoir touché l'Europe centrale et atteint l'est de l'Allemagne en 2020, la PPA a continué sa progression vers l'ouest, affectant la faune sauvage mais aussi des élevages. Cette situation modifie profondément les flux porcins préexistants, en particulier l'envoi de porcelets du Danemark et des Pays-Bas vers l'Allemagne pour engraissement. En conséquence, certains pays de l'UE ont vu progresser en 2021 le volume de leurs abattages : les Pays-Bas (+ 3,8 %), le Danemark (+ 7,2 %), et la Belgique, qui a recouvré son statut indemne de PPA (+ 4,3 %).

Fait notable, l'Espagne (+ 2,8 %) est devenue le premier producteur européen (avec 5,1 millions de tec), devançant l'Allemagne, qui a vu se poursuivre la baisse de sa production (5,0 millions de tec, - 2,4 %) du fait de causes multiples : hausse des coûts d'investissement liée aux contraintes en matière environnementale et de bien-être animal, extension non maîtrisée de l'épizootie de PPA sur son territoire (y compris dans quelques élevages).

Parmi les autres pays, l'Italie a connu un rebond du volume de ses abattages (+ 4,5 %) et la Pologne, toujours fortement impactée par la PPA, parvient cependant à faire progresser de 1,0 % les volumes abattus.

› Les exportations sont restées à un niveau très élevé

Les exportations en volume de produits porcins de l'UE vers les pays tiers avaient connu en 2020 une croissance considérable (+ 17,3 %) et un niveau jamais atteint (UE 28 : 5,5 millions de tec / UE 27 : 5,4 millions de tec), ceci du fait de la forte hausse de la demande asiatique, liée à l'extension de la PPA en Extrême-Orient. En 2021, les volumes exportés (UE 27) ont encore progressé (5,6 millions de tec, + 3,6 %). En effet, au cours du premier semestre, les exportations vers la Chine ont continué à augmenter fortement en volume, même si elles ont subi ensuite un coup d'arrêt du fait des restrictions du gouvernement chinois. La production européenne étant quasiment stable, des volumes importants se sont trouvés non affectés et ont saturé le marché UE. Le report d'une partie de ces volumes vers le Japon (+ 6,1 %, + 19 000 t), la Corée du Sud (+ 43,8 %, + 79 000 t), les Philippines (+ 122,8 %, + 184 000 t) s'est cependant avéré insuffisant pour compenser les débouchés perdus sur la Chine (- 21,3 %, - 700 000 t).

Sur l'ensemble des produits porcins, l'Union européenne à 27 est néanmoins restée le premier fournisseur en volume de la Chine. Avec de l'ordre de 58 % des importations chinoises, aussi bien sur la viande de porc que sur les abats, l'UE devance les États-Unis et le Brésil. Elle est par ailleurs le deuxième fournisseur du Japon (27 % des importations), derrière les États-Unis mais devant le Canada.

Ces différentes évolutions ont pris place dans le contexte d'un marché des taux de changes plus favorable à la zone euro. En effet, au cours de l'année 2021, l'euro s'est déprécié face au dollar (passant de 1,21 dollar en janvier à 1,12 dollar en décembre). Il en a été de même, quoique de manière moins accentuée, pour le dollar canadien. Le réal brésilien est resté lui globalement stable sur la période. Cette relative dépréciation de l'euro a joué en faveur de la compétitivité de l'offre européenne, celle-ci étant de toute façon fortement tirée, au premier semestre, par la demande chinoise.

En progression à 5,6 millions de tec, auxquels on peut ajouter 1,3 million de tonnes d'abats, les exportations européennes sur 2021 ont ainsi présenté des résultats très satisfaisants en volume. En valeur en revanche, les exportations ont reculé de 5,0 % par rapport à 2020, le fort reflux de la demande asiatique au deuxième semestre s'étant traduit par une baisse des prix significative.

› Les importations européennes de viande porcine ont été stables

Avec un volume de l'ordre de 145 000 t, les importations de l'Union européenne en 2021 ont représenté une part négligeable de la consommation intra-UE (de l'ordre de 0,8 %). Suite au Brexit, le Royaume-Uni est devenu premier fournisseur de l'UE avec 74,0 % des volumes. Suivent la Suisse (13,5 %), la Norvège (3,3 %), la Serbie (3,1 %)... Les 40 000 t de contingents d'importation à droits nuls octroyés à l'Ukraine n'ont quasiment pas été utilisés (35 t en 2021).

› Le commerce intra-UE de viande a progressé à nouveau en volume en 2021

En 2019 et 2020, les échanges internes de viande porcine fraîche réfrigérée ou congelée s'étaient repliés sous l'effet d'un transfert de flux vers le marché chinois, plus rémunérateur. En 2021, ce mouvement s'est inversé et les échanges intra-UE 27 ont progressé de 4,0 % par rapport à 2020 (+ 185 000 t) pour se fixer à 4,8 millions de tonnes.

Les parts de marché intra-UE des principaux exportateurs ont été proches, en pourcentage, de leur niveau de 2020. L'Allemagne est restée de loin le principal exportateur sur le marché de l'UE avec 2,2 millions de tonnes, soit 45,5 % des volumes, suivie de l'Espagne (1,3 million de tonnes soit 26,1 % des volumes), des Pays-Bas (1,1 million de tonnes soit 23,3 %) et de la Belgique (0,9 million de tonnes soit 19,5 %). La Pologne (10,0 % des volumes) et la France (9,4 % des volumes) ont été à un niveau nettement moindre.

Les principaux pays importateurs intra-UE (27) sont restés en parts de marché à un niveau proche de celui de 2020 : l'Allemagne a été le premier importateur européen de viande porcine avec 27,9 % des volumes échangés dans l'UE, devant l'Italie (23,7 %) et la Pologne (20,6 %). Leader sur les importations, devenu second exportateur européen, l'Allemagne, malgré son recul, a conservé une place très importante sur le marché du porc en Europe.

› La consommation européenne estimée par bilan a peu varié

En 2021, la tendance à la décroissance de la consommation de produits porcins observée en 2019 et 2020 s'est quelque peu inversée. À périmètre égal (UE 27), la consommation européenne a légèrement progressé à 18,0 millions de tec contre 17,9 millions de tec en 2020 (+ 0,5 %). En rapportant ce volume à la population européenne, la consommation par habitant et par an apparaît également en légère hausse (40,2 kgec/habitant en 2021 contre 40,1 en 2020, + 0,3 %).

Depuis une quinzaine d'années, la consommation européenne par habitant estimée par bilan fluctue autour de 40 kgec, avec sans doute une tendance à l'érosion mais à un rythme très faible. Ce recul est probablement voué à s'affirmer dans les prochaines années du fait des évolutions sociétales tendant à une moindre consommation de viande. Cependant, à moyen terme, cette évolution ne semble pas devoir impacter l'équilibre offre-demande en Europe.

› En 2021, les cours du porc ont été globalement en repli

Après avoir atteint des sommets en 2019 et avoir légèrement reflué en 2020 (à respectivement 1,69 et 1,60 euro par kilo de carcasse), les cours européens moyens du porc (classe E) ont été en nette baisse en 2021 (1,43 euro par kilo de carcasse). Les cotations de 2021 se sont caractérisées globalement par une progression jusqu'en juin, suivie par une décroissance au deuxième semestre, du fait de la très forte réduction de la demande chinoise.

Selon les pays, les cotations des États membres ont connu, certes, des disparités, mais leur variation au cours de 2021 a été globalement caractérisée par une hausse, suivie à partir de juillet d'un fort reflux. Cependant, les écarts importants de cotation observés en 2019 et 2020 (amplitude de l'ordre de 65 centimes) ne se sont pas renouvelés en 2021 et on est revenu, comme avant 2019, à des amplitudes maximales d'environ 30 centimes.

› Prévisions 2022

Le deuxième semestre de l'année 2021 a été marqué par des cours très élevés des céréales et des oléo-protéagineux. Malgré les récoltes importantes aussi bien dans l'hémisphère nord que dans l'hémisphère sud, les marchés restent en effet tendus sous l'effet d'une très forte demande chinoise. En 2022, les prévisions envisagent une situation assez similaire au moins pour le premier semestre, même si des aléas climatiques (sécheresse en particulier) restent toujours possibles notamment en Amérique du Nord et en Amérique du Sud (soja et maïs). Compte tenu de ces éléments, le coût de l'aliment porc devrait rester à un niveau plutôt élevé. Dans ce contexte, les cotations faibles de la carcasse observées à fin 2021 - début 2022 mettent sérieusement en question la rentabilité des élevages et, si la situation devait se poursuivre, leur pérennité.

Pour ce qui concerne la production, le recul du cheptel reproducteur risque de se poursuivre dans l'UE. Néanmoins, compte tenu des gains de productivité, une relative stagnation voire une faible croissance en volume de la production européenne de porc peut être envisagée pour 2022.

À l'international, selon les prévisions de l'USDA, la production des États-Unis et celle du Canada devraient marquer le pas en 2022, en évolutions respectives de - 0,6 % et 0 %, bridant fortement la capacité à exporter de ces pays. Le Brésil, en revanche, devrait connaître une augmentation de l'ordre de 3 % de sa production aussi bien que de ses exportations. Toujours selon les mêmes sources, une reconstitution significative de son cheptel devrait permettre à la Chine de faire progresser sa production de 1,3 % en 2022, et de réduire d'environ 5 % ses importations. Au vu de ces différents facteurs, il est probable que les prix du porc n'atteindront plus les niveaux très élevés que l'on a pu connaître entre 2019 et le premier semestre 2021.

Tous ces éléments restent tributaires de l'évolution des crises sanitaires en cours. Si l'effet de la pandémie de Covid-19 dans les abattoirs et les ateliers de découpe semble globalement maîtrisé, une inconnue de taille pour 2022 sera l'évolution de l'épizootie de PPA en Europe. Depuis 2020, la PPA a atteint l'Allemagne et les mesures déployées n'ont pas permis de circonscrire l'extension de cette maladie. De plus, la fermeture des pays tiers aux exportations allemandes a déséquilibré le marché européen (report intra-UE de volumes destinés à l'exportation vers les pays tiers, d'où une pression à la baisse sur les cours). En janvier 2022, c'est l'Italie qui a été touchée par la PPA, avec un effet probablement moindre sur le marché européen, compte tenu de ce que ses exportations vers les pays tiers ne représentent qu'environ 30 % du total de ses envois. L'arrivée possible de l'épizootie dans un autre État membre (France, Pays-Bas, Danemark, voire à nouveau la Belgique) constitue toujours un risque fort. La signature par la France et la Chine, en décembre 2021, d'un accord de zonage (fermeture à l'exportation des seules régions touchées, et non du pays tout entier) et de compartimentation (cloisonnement par des mesures de sécurité biologique d'une partie définie de la filière, de l'amont à l'aval) devrait idéalement servir de base à des développements similaires pour d'autres pays de l'Union européenne.

NB : Compte tenu de la sortie définitive du Royaume-Uni de l'Union européenne et du passage à une union à 27, les données de 2020 sont présentées d'une part pour le périmètre de l'UE 28, d'autre part pour celui de l'UE 27, cette option permettant de comparer à périmètre égal les données de 2021 et celles de 2020.

Bilan dans le secteur porcin (hors abats) – Union européenne à 28/27

1 000 tec	2020	2020	2021*	% 21*/20
	(UE 28)	(UE 27)	(UE 27)	(UE 27)
Production indigène brute	23 866,4	23 039,3	23 382,6	1,5
Commerce extérieur animaux vivants				
Exportations	9,0	8,9	8,9	0,0
Importations	0,9	0,9	0,5	-46,3
Solde	8,8	8,0	8,4	
Abattages	24 012,0	23 031,3	23 374,2	1,5
Commerce extérieur produits porcins				
Exportations	5 528,4	5 380,5	5 572,6	3,6
Importations	229,9	227,5	173,8	-23,6
Solde	4 065,9	5 153,0	5 398,8	
Variation de stocks	n.d.	n.d.	n.d.	-
Consommation indigène brute	18 713,4	17 878,3	17 975,4	0,5
Auto approvisionnement (%)	120,6	128,9	130,1	0,9

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Prévisions 2022 - Union européenne à 27

1 000 tec	2021*	2022**	%22**/21*
Production	23 382,6	23 639,8	+1,1
Importations (vif + viandes)	173,8	172,9	-0,5
Exportations (vif + viandes)	5 572,6	5 672,9	+1,8
Consommation	17 975,4	18 139,9	+0,9

*Estimations **Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Cheptel porcin dans l'Union européenne

(Enquêtes de mai-juin)

1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Allemagne	27 175	26 898	25 959	25 480	24 701	-3,1
Autriche	2 669	2 679	2 652	2 695	2 734	1,5
Belgique-Lux	6 111	6 197	6 176	6 197	6 228	0,5
Danemark	12 467	12 878	12 551	13 162	13 170	0,1
Espagne	28 667	30 142	30 461	31 372	32 407	3,3
France	13 315	13 044	13 240	13 211	12 987	-1,7
Italie	8 774	8 766	8 642	8 912	8 954	0,5
Irlande	1 557	1 622	1 616	1 632	1 694	3,8
Pays-Bas	12 401	12 391	12 214	11 855	11 353	-4,2
Hongrie*	2 807	2 859	2 840	2 634	2 850	8,2
Pologne	11 353	11 828	10 781	11 433	11 033	-3,5
Roumanie	4 487	4 129	3 726	3 669	3 542	-3,5
<i>Royaume-Uni</i>	4 969	5 012	5 078	5 055		
UE 28*	147 973	149 579	147 022	148 087		
UE 27*	143 004	144 567	141 944	143 032	142 657	-0,3

*Estimations (pour toutes les années)

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

- dont cheptel de truies dans l'Union européenne

(Enquêtes de mai-juin)

1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Allemagne	1 906	1 859	1 805	1 776	1 637	-7,8
Autriche	236	228	223	229	229	0,2
Belgique-Lux	424	415	401	401	397	-1,0
Danemark	1 228	1 269	1 227	1 250	1 275	2,0
Espagne	2 516	2 498	2 538	2 555	2 663	4,2
France	1 001	979	955	943	931	-1,3
Italie	579	588	579	591	593	0,4
Irlande	143	147	142	143	151	5,7
Pays-Bas	1 064	1 051	1 011	1 000	938	-6,3
Hongrie*	253	260	252	231	243	5,2
Pologne	885	871	755	795	735	-7,5
Roumanie	326	280	251	237	229	-3,2
<i>Royaume-Uni</i>	498	491	497	490		
UE 28*	12 183	12 048	11 722	11 710		
UE 27*	11 685	11 557	11 225	11 220	11 081	-1,2

*Estimations (pour toutes les années)

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Abattages dans l'Union européenne

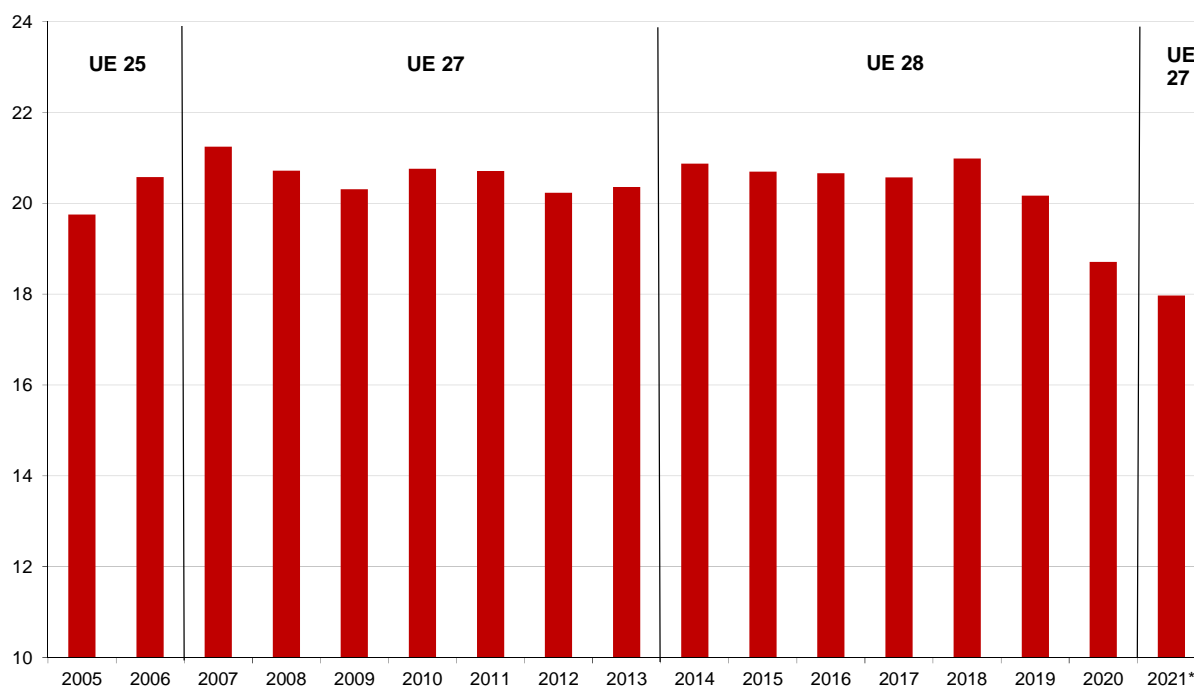
1 000 tec	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Espagne	4 299	4 530	4 641	5 003	5 142	2,8
Allemagne	5 455	5 343	5 227	5 112	4 987	-2,4
France	2 177	2 182	2 200	2 202	2 206	0,2
Danemark	1 530	1 581	1 499	1 595	1 710	7,2
Italie	1 467	1 471	1 448	1 271	1 328	4,5
Pays-Bas	1 456	1 536	1 628	1 662	1 725	3,8
Belgique-Lux	1 058	1 086	1 052	1 099	1 146	4,3
Pologne	1 990	2 082	1 979	1 974	1 994	1,0
Autriche	505	510	502	503	502	-0,1
Portugal	356	362	366	358	358	0,1
Irlande	294	303	304	324	324	0,0
Hongrie	435	436	435	448	461	2,9
Roumanie	328	365	343	331	322	-2,9
Royaume-Uni	903	927	960	981		
UE 28	23 362	23 846	23 728	24 012		
UE 27	22 459	22 920	22 769	23 031	23 374	1,5

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Consommation de produits porcins dans l'Union européenne (hors abats)

Millions de tec

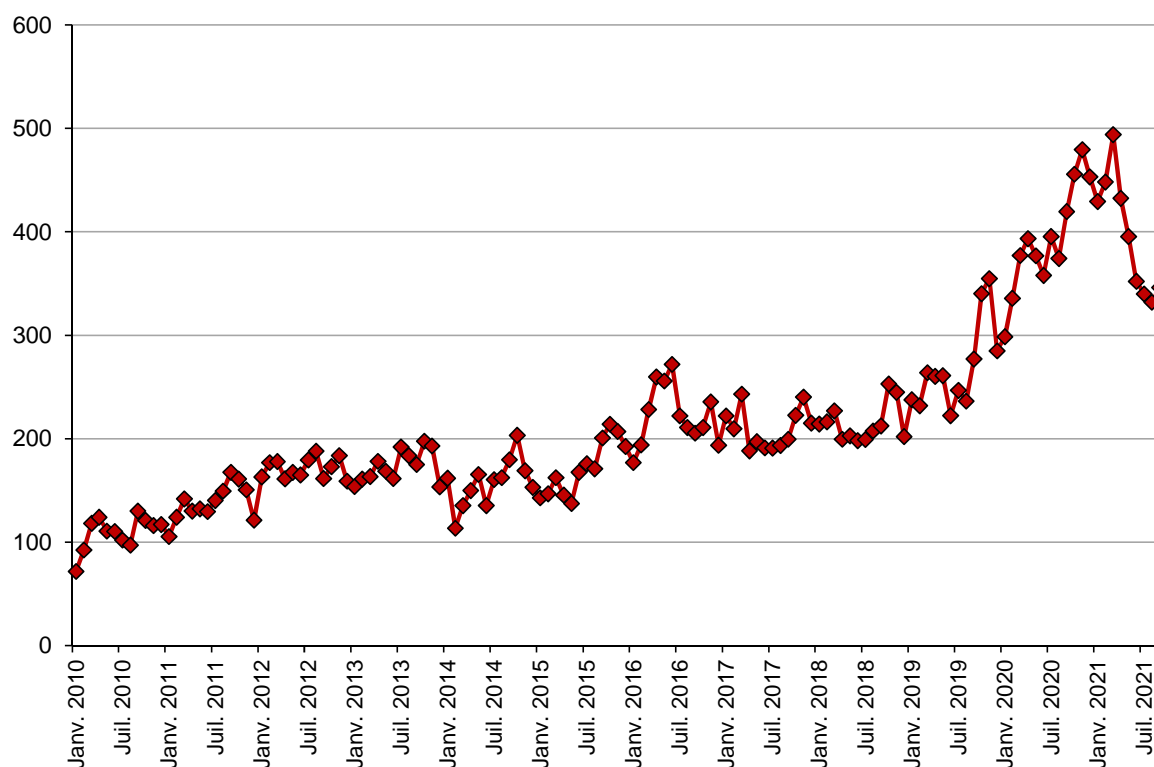


*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Évolution des exportations de l'Union européenne vers les pays tiers (hors vifs et abats)

1 000 tonnes (poids net)

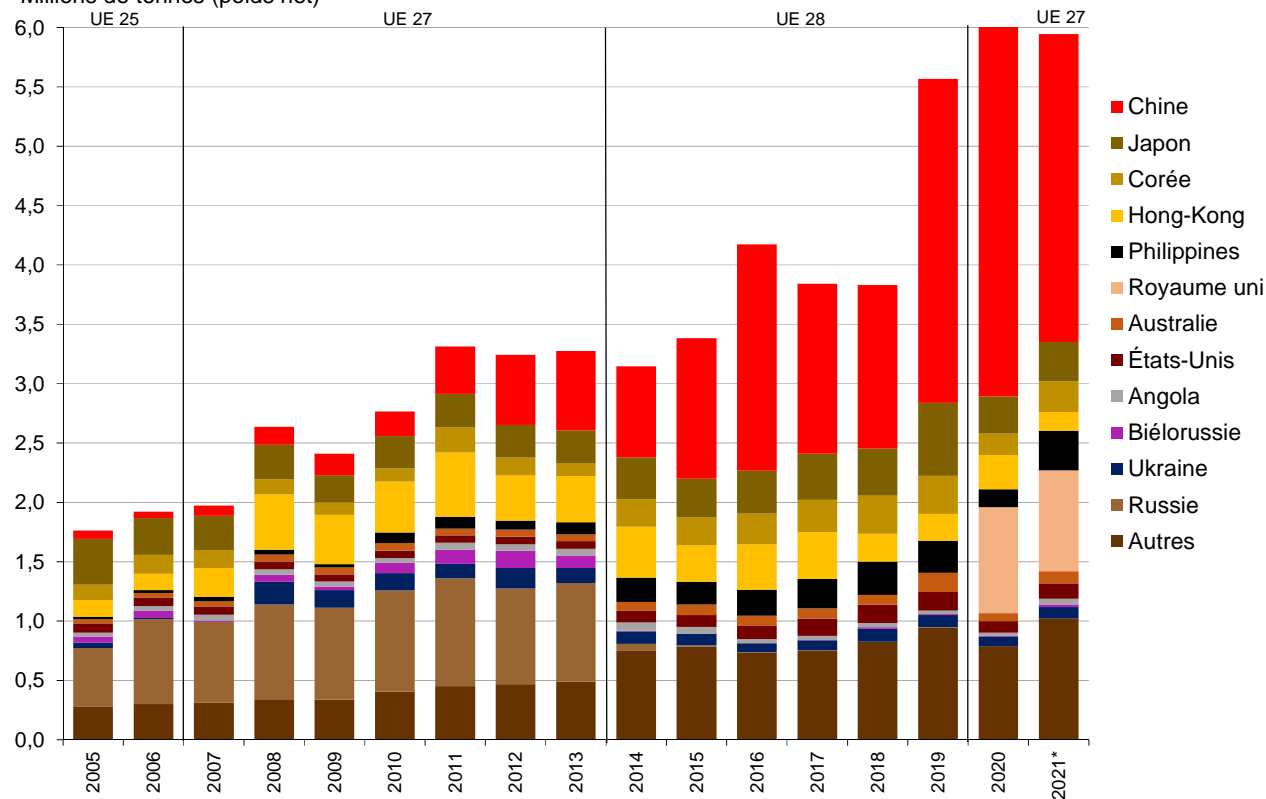


Source : FranceAgriMer d'après Eurostat (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, UE à 27 à partir de 2021)

Exportations européennes de porc vers les pays tiers

(animaux vivants, viandes, préparations et conserves, graisses, abats)

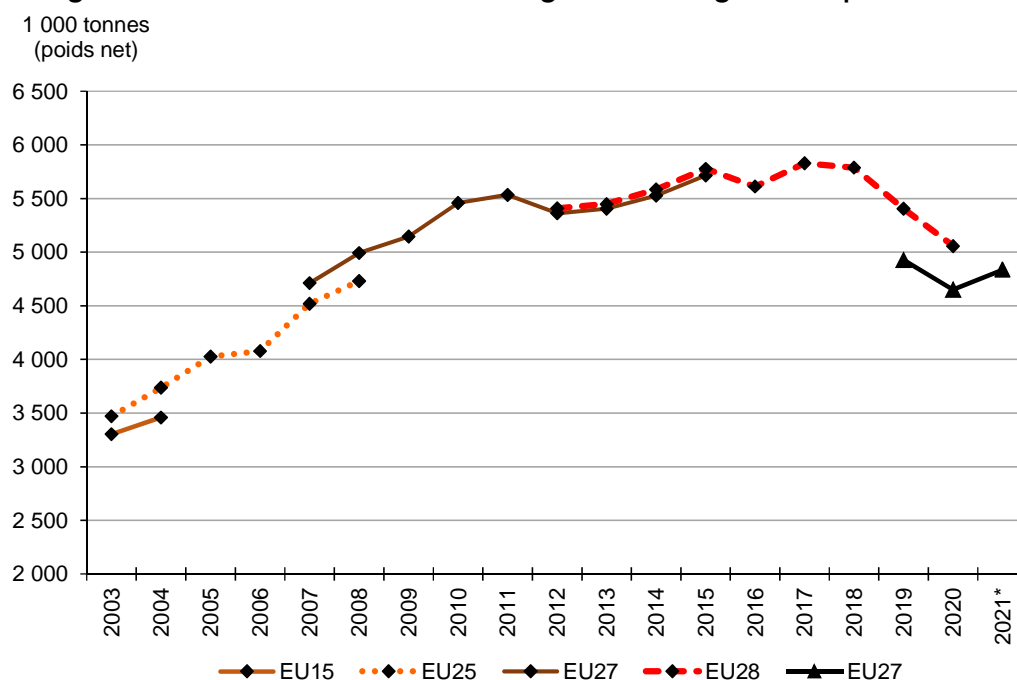
Millions de tonnes (poids net)



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Échanges intra-UE de viandes fraîches réfrigérées et congelées de porc



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Exportations en volume des principaux pays UE 27 (toutes destinations intra et extra-UE 27)

1 000 tonnes	Viandes		Charcuterie		Abats et graisses	
	2020	2021*	2020	2021*	2020	2021*
Espagne	2 133,6	2 226,8	184,8	197,7	644,8	668,1
Allemagne	1 769,7	1 689,5	313,3	297,3	794,4	696,2
Danemark	1 107,0	1 188,1	134,9	143,9	217,0	231,6
Pays-Bas	1 044,9	1 070,6	212,2	223,8	328,8	392,8
Belgique	708,8	708,7	118,1	129,9	149,7	173,3
France	475,2	486,6	68,0	70,8	183,8	202,6
Pologne	394,2	414,0	250,6	228,6	189,0	186,2
Italie	91,2	91,8	172,6	197,3	105,1	101,2

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Exportations en valeur des principaux pays UE 27 (toutes destinations intra et extra-UE 27)

Millions euros	Viandes		Charcuterie		Abats et graisses	
	2020	2021*	2020	2021*	2020	2021*
Espagne	5 659,1	5 520,0	1 130,2	1 278,2	850,7	956,2
Allemagne	4 268,1	3 373,9	1 554,5	1 435,7	714,9	457,6
Danemark	2 730,7	2 603,7	518,4	504,7	326,4	364,6
Pays-Bas	2 579,5	2 478,5	676,2	689,8	453,0	589,3
Belgique	1 294,0	1 171,7	428,8	478,1	106,0	134,0
France	1 022,5	975,3	346,6	357,8	249,6	288,2
Pologne	776,5	749,8	842,1	791,7	134,6	129,9
Italie	203,8	208,7	1 616,4	1 779,4	116,9	125,0

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Le marché du porc dans le Monde

› En 2021, selon USDA, la production porcine a repris, en particulier en Chine

Après une année 2020 en net repli, la production mondiale de porc en 2021 est repassée nettement au-dessus de 100 millions de tonnes équivalent carcasse (tec) : 108,9 Mtec, soit + 13,8 %. Cette forte évolution reflète avant tout la reprise importante de la production chinoise en volume (+ 34,4 %), du fait d'une reconstitution très significative du cheptel (y compris celui de basse-cour). Par ailleurs, les principaux producteurs américains connaissent des évolutions variées (- 2,2 % pour les États-Unis, mais + 4,8 % pour le Brésil). L'Union européenne a progressé de 1,5 % en volume et la Russie a poursuivi sa croissance (+ 2,5 %).

› La consommation de produits porcins a été en nette progression

En 2021, la consommation mondiale de porc a elle aussi été en forte croissance (108,1 Mtec, soit + 13,8 %). Cette progression est également liée, pour l'essentiel, à la situation en Chine (avec des volumes consommés en hausse de 28,0 %). Chez les principaux pays consommateurs, la croissance est en revanche modérée, et les États-Unis présentent même un reflux de leur consommation de porc (- 1,4 %).

› Les échanges connaissent un léger recul sur les marchés internationaux

En 2019, et plus encore en 2020, les flux de produits porcins sur les marchés internationaux avaient atteint un niveau inégalé. Près de la moitié étaient destinés à satisfaire la forte demande chinoise. En 2021, du fait du reflux de celle-ci, les volumes concernés (hors échanges intra-UE) ont reculé à 12,4 millions de tec (- 1,2 %). Les importations de porc de la Chine sont en baisse de 16,7 % par rapport à 2020.

Face à ce reflux de la demande asiatique, les quatre principaux fournisseurs du marché mondial ont connu des évolutions diversifiées : l'Union européenne (+ 3,6 %) et surtout le Brésil (+ 12,2 %) ont pu préserver des marges de progression, alors que les États-Unis (- 2,6 %) et le Canada (- 4,1 %) sont en recul. Le Mexique et le Chili ont également vu décroître leurs exportations.

› Des prix d'abord en hausse, puis connaissant un fort retournement de tendance

En 2020, les prix étaient restés à des niveaux globalement contenus. En 2021, la situation a été plus contrastée, avec une forte progression des prix au printemps, suivie, au deuxième semestre, d'un fort repli chez les principaux exportateurs (Union européenne, États-Unis, Canada, Brésil), ceci en lien direct avec la demande chinoise, tendue puis refluant ensuite à un niveau très bas.

Production mondiale de produits porcins

1 000 tec	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Amérique						
États-Unis	11 611	11 943	12 543	12 845	12 568	-2,2
Brésil	3 725	3 763	3 975	4 125	4 325	4,8
Canada	1 958	1 955	2 000	2 115	2 150	1,7
Mexique	1 267	1 321	1 408	1 451	1 485	2,3
Asie						
Chine	54 518	54 040	42 550	36 340	48 850	34,4
Vietnam	2 741	2 811	2 430	2 467	2 590	5,0
Japon	1 264	1 254	1 279	1 306	1 315	0,7
Corée du Sud	1 280	1 329	1 364	1 403	1 375	-2,0
Philippines	1 563	1 601	1 585	1 115	1 000	-10,3
Taïwan	811	829	820	840	830	-1,2
Union européenne à 28/27	23 362	23 846	23 728	23 031	23 374	1,5
Europe de l'Est						
Russie	2 959	3 155	3 324	3 611	3 700	2,5
Ukraine	769	732	735	723	750	3,7

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Eurostat

Consommation mondiale de produits porcins

1 000 tec	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Amérique						
États-Unis	9 541	9 747	10 066	10 034	9 896	-1,4
Brésil	2 951	3 043	3 116	2 949	3 006	1,9
Mexique	1 983	2 116	2 159	2 052	2 305	12,3
Canada	873	913	947	858	916	6,8
Asie						
Chine	55 812	55 295	44 866	41 521	53 150	28,0
Japon	2 729	2 774	2 714	2 732	2 749	0,6
Vietnam	2 743	2 869	2 493	2 687	2 884	7,3
Corée du Sud	1 926	2 001	2 011	1 976	1 931	-2,3
Philippines	1 801	1 883	1 806	1 281	1 459	13,9
Taïwan	919	936	928	914	900	-1,5
Union européenne à 28/27	20 574	20 984	20 166	17 878	17 975	0,5
Europe de l'Est						
Russie	3 296	3 202	3 363	3 468	3 528	1,7
Ukraine	771	765	761	755	790	4,6

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Eurostat

Principaux pays exportateurs en volume dans le secteur porcin

1 000 tec	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Union européenne à 28/27	2 805	2 879	3 585	5 381	5 573	3,6
États-Unis	2 555	2 666	2 867	3 302	3 215	-2,6
Canada	1 290	1 277	1 284	1 544	1 480	-4,1
Brésil	776	722	861	1 178	1 322	12,2
Mexique	169	177	234	344	330	-4,1
Chili	162	190	223	295	280	-5,1
Chine	207	202	135	100	100	0,0
Russie	30	37	68	156	185	18,6

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Eurostat

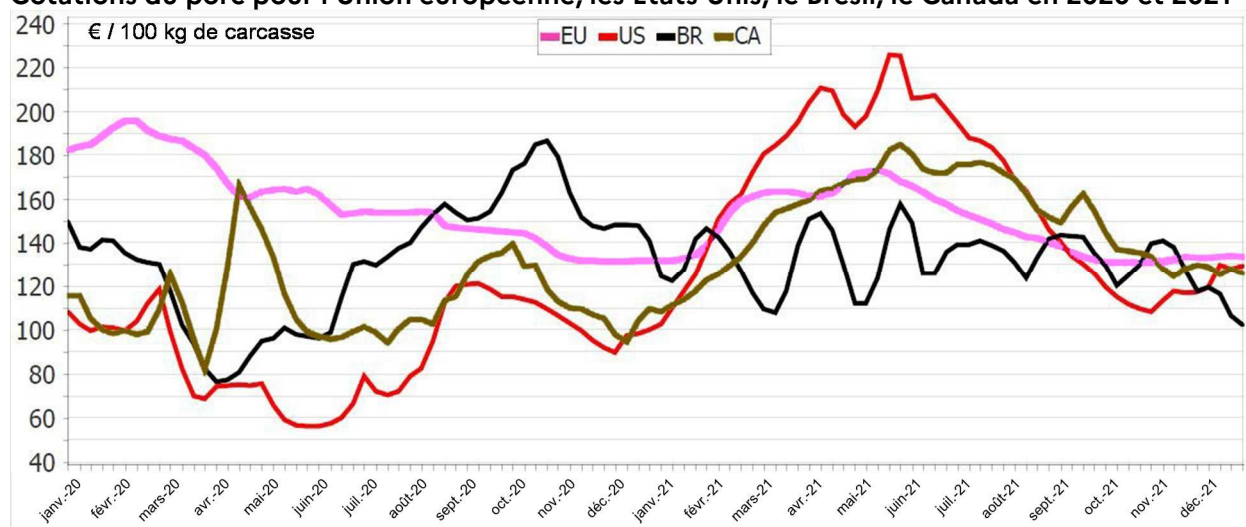
Principaux pays importateurs en volume dans le secteur porcin

1 000 tec	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Chine	1 501	1 457	2 451	5 281	4 400	-16,7
Japon	1 473	1 480	1 493	1 412	1 425	0,9
Mexique	885	972	985	945	1 150	21,7
Corée du Sud	645	753	694	554	565	2,0
États-Unis	506	473	429	410	540	31,7
Hong-Kong	447	411	331	378	385	1,9
Canada	218	228	242	273	260	-4,8
Australie	215	216	269	201	205	2,0
Vietnam	33	78	73	225	300	33,3
Philippines	239	283	222	167	460	175,4
Chili	93	96	134	135	175	29,6
Singapour	113	120	105	125	125	0,0

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Eurostat

Cotations du porc pour l'Union européenne, les États-Unis, le Brésil, le Canada en 2020 et 2021



Source : Eurostat

Le marché de la volaille de chair en France

› La hausse du coût des matières premières entrant dans la composition de l'aliment a persisté en 2021

En 2021, les prix des céréales se sont maintenus à des niveaux élevés tout au long de l'année. Le marché des céréales a été marqué par la forte demande chinoise qui a tiré les prix vers le haut ainsi que par les aléas climatiques. Notons qu'en fin d'année, les prix ont légèrement diminué compte tenu de très bonnes récoltes de blé dans l'hémisphère sud, notamment en Argentine et en Australie. Toutefois, le marché reste sous tension, rythmé par la sécheresse en Amérique du Sud en raison du phénomène El Niña impactant les récoltes de soja et maïs, ainsi que des conditions sèches en Amérique du nord.

Ainsi en 2021, dans le sillage de l'augmentation des cotations des matières premières, le coût de l'aliment volaille a poursuivi sa hausse entamée en octobre 2020. Entre janvier et mars, l'indice coût des matières premières dans l'aliment volaille, calculé par l'ITAVI, a fortement progressé (+ 6,9 %), avant de se stabiliser entre avril et août (+ 0,7 %), puis de progresser de nouveau (+ 4,5 %) sur les quatre derniers mois de l'année. Ainsi en fin d'année 2021, l'indice coût des matières premières dans l'aliment volaille a atteint son plus haut niveau depuis 2012. Selon les espèces, la hausse s'est échelonnée entre 21,1 % pour le canard gras et 11,8 % pour la dinde ; l'indice coût des matières premières dans l'aliment poulet standard est lui en hausse de 14,2 %.

› La production de volailles de chair a poursuivi son repli en 2021, lors d'une seconde année marquée par la pandémie de Covid 19 et l'influenza aviaire

En 2021, la production de volailles de chair devrait diminuer de 2,6 % (- 44 300 tec), recul plus marqué qu'en 2019 et 2020. Cette baisse s'explique par le recul des productions de dinde, canard et de pintade, encore affectées par la pandémie de covid-19, à laquelle s'est ajoutée pour la filière canard la résurgence de l'épidémie d'influenza aviaire fin 2020.

En 2021, la production de poulet s'est stabilisée (- 0,1 %), dans la continuité de 2020, où elle avait progressé de 0,3 % par rapport à 2019. En 2021, les abattages de poulet ont suivi la même dynamique qu'en 2020. Sur le premier semestre, les abattages sont restés inférieurs aux années antérieures (2018-2019), avant de les dépasser sur le second semestre. Ainsi sur l'année 2021, les abattages de poulet de chair enregistrent une hausse de 1,4 % en poids, mais une baisse de 1,0 % en têtes. Cet écart entre les abattages en poids et en tête s'explique par l'alourdissement des souches de poulet qui se poursuit depuis plusieurs années, ainsi que la diminution de la part de poulet export plus léger.

En 2020, la production de palmipèdes, fortement touchée par la fermeture des marchés RHD, a connu un fort recul (- 12,3 %). En 2021, la production continue de décrocher (- 9,6 %) toujours sous l'effet de l'épidémie du covid-19, mais surtout des dépeuplements liés à la résurgence de l'influenza aviaire. Durant le premier semestre 2021, les abattages de palmipèdes sont restés en fort décrochage des niveaux déjà bas de 2020, avant de montrer des signes de reprise sur le second semestre en rejoignant les niveaux de 2020. Ainsi, sur l'ensemble de l'année, les abattages de canard régressent de 9,6 % au regard de 2020. La filière canard gras a connu un recul d'abattage de 20,0 % alors que la filière canard à rôtir a enregistré une hausse d'abattage de 6,5 %. Étant peu touchée par l'influenza aviaire, elle a pu bénéficier du manque d'offre en canard gras.

Après avoir légèrement crû en 2020, la production de dinde diminue de 7,8 % en 2021. Cette diminution s'inscrit dans la tendance à la baisse de production en cours depuis les années 2000. En

2021, sous l'effet de stocks importants, les abattages ont reculé de 8,6 %, restant tout au long de l'année en décrochage des niveaux des années antérieures (2018-2020).

En 2020, la production de pintade a chuté (- 13,4 %), fortement pénalisée par la fermeture du circuit RHD. En 2021, la production a continué de diminuer (- 11,8 %). Sur les 7 premiers mois de 2021, les abattages sont restés en dessus des bas niveaux de 2020 avant de les rejoindre en août. Au global, en 2021, les abattages ont régressé de 11,8 %.

› Des exportations françaises qui reprennent vers l'Union européenne mais restent en recul vers les pays tiers

Après avoir été en repli en 2020, les exportations françaises de viandes de volailles françaises ont repris en début d'année 2021. Ainsi sur l'ensemble de l'année, le niveau des exportations est supérieur à celui de 2020 (+ 11,3 %, en volume et 13,3 % en valeur). Il se rapproche de son niveau de 2019 en volume (- 1,5 %) mais reste en retrait en valeur (- 5,0 %). En fonction des filières avicoles, les dynamiques de reprise sont hétérogènes. En effet, si toutes les espèces à l'exception de la dinde (- 5,8 % en volume) voient leurs exportations progresser par rapport à 2020, seul le poulet a retrouvé un niveau supérieur à 2019 (+ 6,5 %). Dans les autres filières, les niveaux d'exportation restent inférieurs à ceux de 2019 : en pintade (- 24,7 %), en canard (- 3,3 %) et en dinde (- 15,6 %).

En 2021, les exportations de viande de poulet ont enregistré une progression de 14,6 % en volume et 15,0 % en valeur au regard de 2020. Cependant, les parts de marché à l'exportation de viande de poulet ont surtout été regagnés vers l'Union européenne à 27 (+ 57,0 % en volume et 33,6 % en valeur) avec des échanges dynamiques vers l'ensemble des destinations de l'UE (Pays-Bas, Allemagne, Belgique, Espagne), tandis que vers les pays tiers, les niveaux d'exportations restent inférieurs à ceux de 2020 (- 14,3 % en volume et - 2,3 % en valeur). Vers le Moyen-Orient les exportations continuent de se replier au même rythme qu'en 2020 (- 9,0 %). En Afrique subsaharienne, dans un contexte de recul marqué depuis plusieurs années, les exportations ont connu un rebond important (+ 8,2 %). En revanche, vers l'Asie du Sud-Est, les exportations françaises ont fortement chuté (- 72,8 %), marquées par les restrictions d'export consécutives à la résurgence de l'influenza aviaire en France.

En 2021, les exportations de viande de dinde poursuivent leur recul en cours depuis trois ans (- 5,8 % en volume). Vers l'Union européenne, elles se réduisent (- 7,3 %), sous l'effet de la diminution des envois à destination de deux marchés importants l'Espagne (- 39,5 %) et la Belgique (- 13,3 %). À destination des pays tiers, les exportations enregistrent un léger recul (- 2,4 %), malgré un maintien des envois vers le principal marché d'export, l'Afrique subsaharienne (+ 1,3 %).

En 2021, les exportations de viande de canard repartent à la hausse (+ 15,1 %) grâce à la reprise des envois vers l'Union européenne (+ 20,7 %) tandis que vers les pays tiers les envois poursuivent leur diminution (- 7,3 %). Sur le marché de l'Union européenne, les exportations rejoignent même leur niveau de 2019 (+ 0,5 %), notamment grâce à la reprise des exports vers l'Allemagne (+ 13,4 %), principal client de la France, et le dynamisme des exportations vers des marchés plus minoritaires (Belgique, Espagne). Vers les pays tiers, les exports restent en net recul, impactés par les restrictions d'envois vers Hong-Kong (- 65,4 %).

En 2021, les exportations de viande de pintade ont augmenté (+ 5,4 % en volume et 13,8% en valeur). Elles sont en hausse vers l'Union européenne (+ 11,6 %) grâce notamment à une reprise des envois vers l'Allemagne (+ 33,6 %). Toutefois, vers l'Union européenne, les volumes exportés restent en net recul par rapport à 2019 (- 31,6 %). La baisse est cependant moins importante vers la Belgique (- 8,2 %) principal client de la France. Les exportations vers les pays tiers ne reprennent pas (- 5,2 %) impactée par des restrictions d'envois vers l'Asie du Sud-Est. Ainsi, le principal marché d'export pays tiers, Hong-Kong, qui représentait 5 200 tec en 2019 est réduit à près de 700 tec en 2021.

› Le déficit commercial de la France se détériore sous l'effet d'un fort retour des importations depuis l'Union européenne

Après un repli inédit en 2020, dû à la crise sanitaire, les importations de viandes de volailles françaises ont repris en début d'année 2021, et elles ont même largement dépassé leur niveau de 2019 au cours du second semestre 2021. Ainsi, les importations reprennent très nettement en 2021 avec une hausse en volume de 16,8 % par rapport à 2020 et de 11,8 % au regard de 2019. Les importations ont repris aussi bien en provenance des pays de l'Union européenne (+ 11,3 % soit 105 000 tec) que depuis les pays tiers (+ 110,9 % soit 67 300 tec). Depuis l'Union européenne la progression en volume se traduit par une hausse proche en valeur (+ 15,3 %), tandis qu'en provenance des pays tiers la hausse se limite à 8,9 % en valeur.

Après une diminution de 3,9 % en 2020, les importations en volume de viande de poulet reprennent en 2021 (+ 14,6 %). Les importations de poulet continuent de représenter 90 % du volume total des importations de viandes de volailles. Les importations de poulet ont augmenté depuis l'Union européenne (+ 12,1 % soit 64 500 tec). Les principaux fournisseurs européens sont concernés par cette reprise (Pologne, Pays-Bas et Belgique) à l'exception de l'Allemagne. Depuis les pays tiers, les envois ont été en forte progression (+ 10,3 % soit 35 000 tec), en particulier depuis le Royaume-Uni (+ 244,0 %), mais pour des produits à très faible valeur ajoutée puisqu'en valeur la hausse se limite à 13,8 %. Depuis les autres principaux pays tiers fournisseurs, les flux ont enregistré une baisse, notamment depuis le Brésil (- 3,4 %).

Dans la continuité de 2020, les importations de viande de dinde augmentent de 5,7 %, malgré le recul des importations (- 10,1 %) depuis l'Union Européenne, qui fournit 95 % des volumes importés. Cette baisse des importations touche l'ensemble des principaux fournisseurs européens (l'Allemagne, la Pologne, l'Italie, Espagne) à l'exception de la Belgique. Ainsi, la progression des importations est causée par la très forte hausse de la part des pays tiers, notamment le Royaume-Uni (+ 368,1 %).

En 2021, les importations de viande de canard reprennent (+ 23,2 %) en provenance des principaux fournisseurs (Hongrie, Bulgarie), mais également depuis d'autres destinations plus minoritaires (Allemagne, Pays-Bas, Belgique).

De façon globale, en 2021, le solde des échanges de viandes de volailles continue de s'éroder. En 2021, il est estimé à - 281,1 tec un déficit supérieur à 2020 (+ 26,9 %, soit 59 500 tec). Vers l'Union Européenne, le déficit se réduit (- 1,8 %). En revanche, l'excédent commercial vers les pays tiers a diminué de 37,0 %.

En valeur, le solde global des échanges de viandes de volailles atteint - 518,9 millions d'euros, hausse par rapport à 2020 (+ 19,6 % soit 84,5 millions d'euros). Vers l'Union européenne le déficit commercial de la France se réduit ; il atteint - 781,5 millions d'euros (+ 10,5 %, + 74,1 millions d'euros). Vers les pays tiers, l'excédent commercial enregistre une baisse, il atteint 267,6 millions d'euros (- 3,1 %, - 8,4 millions d'euros).

› En 2021, la consommation française de volailles reprend sa croissance portée par celle de poulet

La crise sanitaire de 2020 avait désorganisé les marchés, aussi bien pour les filières de commodité (poulet, dinde) qui avaient vu s'accroître le déséquilibre carcasse, que pour les filières de spécialité qui avaient vu se constituer des stocks importants. En 2021, la consommation française de viandes de volailles calculée par bilan progresse (+ 1,5 %). Le poulet reste le moteur de la croissance (+ 4,7 %). La consommation de dinde a chuté (- 9,3 %), la hausse conjoncturelle de 2020 ne s'étant pas

maintenue. Les consommations de canard et pintade poursuivent leur fort recul dans la lignée de 2020, à respectivement - 12,2 % et - 17,0 %.

D'après les données du panel consommateur Kantar Worldpanel, la consommation de viandes de volailles et élaborés frais à domicile a reculé de 5,3 % sur douze mois glissants se terminant au 30 novembre 2021 par rapport à la même période en 2020. Toutefois, ce recul est à nuancer puisque 2020 a vu une très forte progression (+ 8,0 %) de la consommation du fait du contexte sanitaire. Ainsi, si l'on compare les consommations 2021 à 2019, toujours sur 12 mois glissant à fin novembre, la consommation de viandes de volailles à domicile est en hausse de 2,4 %.

Les tendances de consommation à l'œuvre depuis plusieurs années se poursuivent. La consommation de découpes et élaborés est privilégiée à la consommation de volailles entières. Ainsi les achats d'élaborés reculent de 2,2 % par rapport à 2020 et progressent de 7,0 % par rapport à 2019, tandis que les achats de viandes de volailles fraîches hors élaborés reculent de 6,7 % par rapport à 2020 et progressent seulement de 0,9 % par rapport à 2019.

Les achats de poulets entiers sont restés en recul aussi bien par rapport à 2020 (- 4,9 %) qu'à 2019 (- 5,8 %), alors que les achats de découpe affichent, eux, un recul moins marqué par rapport à 2020 (- 4,5 %) et augmentent par rapport à 2019 (+ 10,5 %). Au global les achats de poulets ont reculé de 5,3 % par rapport à 2020, mais ont augmenté de 5,6 % par rapport à 2019.

En dinde, les achats reculent aussi bien par rapport à 2020 (- 8,2, %) que 2019 (- 5,6 %) avec un recul très marqué pour la dinde entière que les découpes. De même, les achats se replient en canard (- 17,4 %/2020 ; -14,6 %/2019) et en pintade (- 6,0 %/2020, - 10,4 %/2019).

En 2021, la reprise de la RHD a entraîné un retour à la hausse de la part d'importation de viandes de volailles dans la consommation. Cette part atteint 40 % pour les viandes de volailles et même 45 % si l'on prend en compte uniquement la viande de poulet. *Il faut noter que cette part d'importations est sans doute surestimée de l'ordre de 1,0 %.* En effet, le Brexit a entraîné une redirection de certains flux du Royaume-Uni, représentant environ 25 000 tec sur l'année, qui passent dorénavant par les ports français avant d'être réexportées vers d'autres destinations européennes.

› Prévisions 2022

En 2022, bien que l'impact de la crise sanitaire ne freine plus la production, la forte hausse du cours des matières premières qui devrait perdurer au moins sur le premier semestre 2022, ainsi que la crise de l'influenza aviaire qui touche pour la seconde année consécutive la filière canard gras devrait de nouveau affecter la production. Ainsi la production de volaille pourrait connaître un nouveau recul. De plus, la RHD devrait reprendre en 2022 sans être affectée par aucune restriction sanitaire. Ainsi la consommation de viandes de volailles pourrait repartir à la hausse toujours portée par la consommation de poulet. Cette reprise de la RHD devrait s'accompagner d'une reprise des importations qui pourrait dépasser leur niveau de 2021. Néanmoins, les effets de l'obligation d'indiquer l'origine des viandes de volailles fraîches en RHD qui doit entrer en vigueur le 1^{er} mars 2022 pourrait ralentir cette hausse des importations.

Bilan français dans le secteur de la volaille de chair

1 000 tec	2020	2021*	2021*
Production	1 730,5	1 686,2	-2,6
Abattages	1 639,6	1 603,5	-2,2
Commerce extérieur viandes			
Exportations	412,3	459,0	11,3
Importations	633,8	740,1	16,8
Solde	-221,5	-281,0	26,9
Variations de stock	7,2	2,3	
Consommation **	1 853,9	1 882,2	1,5
Auto approvisionnement %	93,3	89,6	-4,0

*Estimations **Calculée par bilan

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

Prévisions 2022

1 000 tec	2021*	2022**	%22**/21*
Production	1 686,2	1 644,1	-2,5
Importations	740,1	799,3	8,0
Exportations	459,0	486,6	6,0
Consommation	1 882,2	1 905,7	1,2

*Estimations **Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

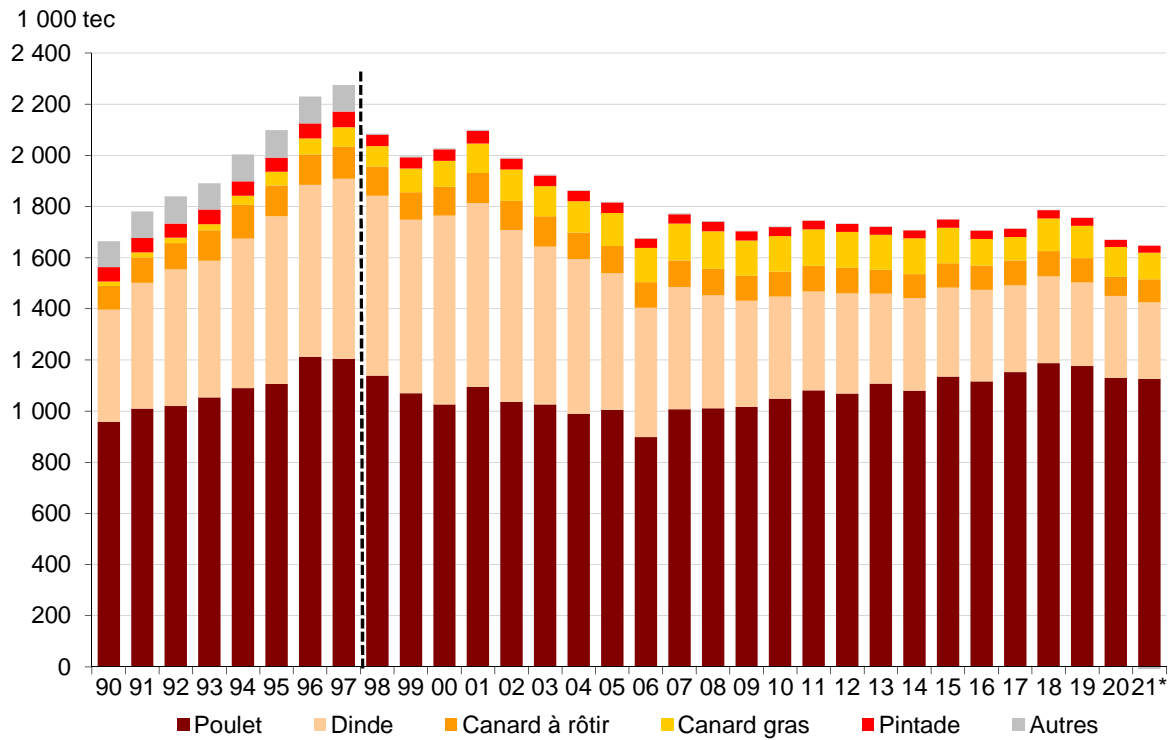
Production indigène brute de volailles en France

1 000 tec	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
VOLAILLE	1 714,2	1 786,9	1 756,6	1 730,5	1 686,2	-2,6
Poulet	1 152,7	1 187,7	1 176,4	1 180,0	1 178,9	-0,1
Dinde	338,9	338,9	327,0	328,5	302,9	-7,8
Canard	189,5	226,3	220,7	193,5	175,0	-9,6
Pintade	32,3	33,2	31,7	27,5	24,2	-11,8
Autres espèces avicoles	1	1	1	1	5	ns

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

Production indigène brute de volailles en France

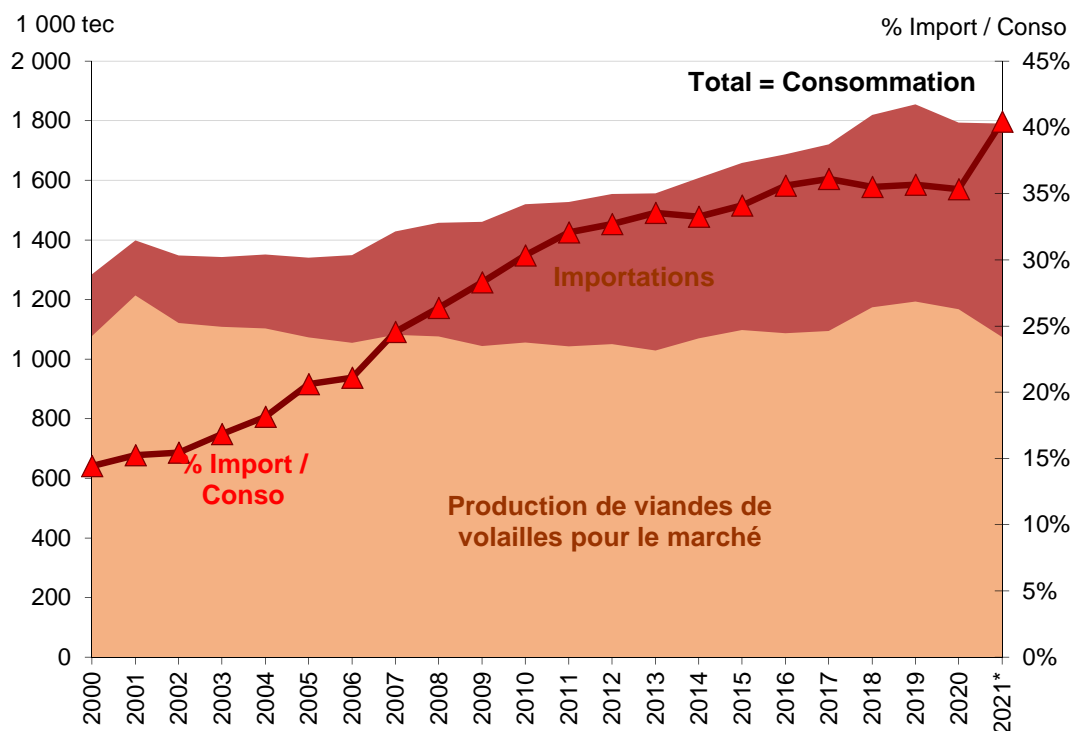


*Estimations

Rupture de série entre 1997 et 1998 ; à partir de 1998, la production est calculée à partir des abattages et non plus des mises en place de poussins

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Part de la production nationale et des importations dans la consommation française de viandes de volailles



*Estimations **Abattages – exportations de viandes

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

Échanges français de viandes de volailles - En volume

1 000 tec	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Exportations	540,4	514,3	467,6	412,3	459,0	11,3
Union européenne	275,8	293,8	278,0	199,7	274,0	37,2
Viandes fraîches	116,1	123,1	119,1	93,4	132,3	41,6
Viandes congelées	89,4	99,8	86,0	67,8	82,3	21,4
Préparations	69,1	69,8	72,0	37,3	52,9	41,9
Volailles saumurées	1,3	1,1	1,0	1,1	2,3	102,3
Pays tiers	264,6	220,4	189,6	212,6	185,8	-12,6
Viandes fraîches	14,6	12,7	11,3	15,5	17,9	15,6
Viandes congelées	242,9	200,5	170,3	169,3	141,4	-16,5
Préparations	6,9	6,8	7,6	27,4	28,0	2,2
Volailles saumurées	0,2	0,4	0,3	0,5	2,4	390,5
Importations	621,4	645,8	661,8	633,8	740,1	16,8
Union européenne	595,4	619,0	636,1	598,4	665,7	11,3
Viandes fraîches	299,8	310,8	328,2	318,2	348,4	9,5
Viandes congelées	213,1	216,5	208,3	175,6	187,4	6,7
Préparations	76,9	89,6	95,9	101,0	113,0	11,9
Volailles saumurées	5,6	2,1	3,7	3,6	4,0	12,1
Pays tiers	25,9	26,8	25,7	35,4	74,7	110,9
Viandes fraîches	0,9	1,1	0,7	6,1	38,4	528,6
Viandes congelées	6,5	7,2	8,1	14,0	18,0	28,4
Préparations	11,9	10,9	10,3	9,8	9,8	0,2
Volailles saumurées	6,6	7,5	6,6	5,5	4,7	-13,9

Source : FranceAgriMer d'après douane française

*Estimations

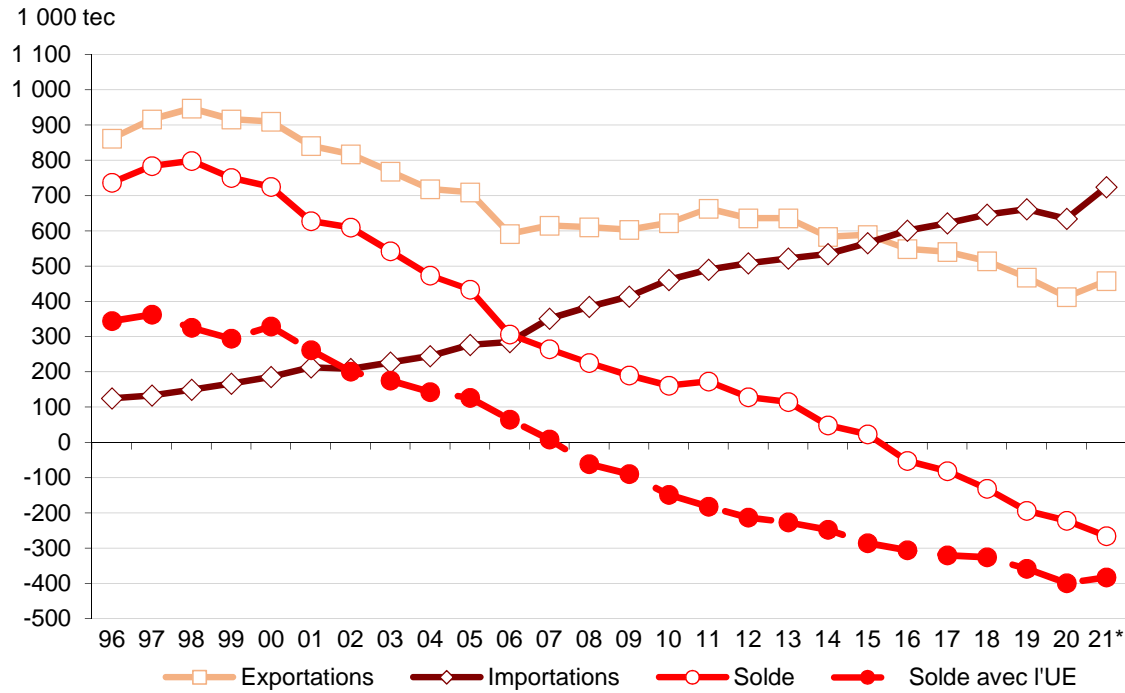
Échanges français de viandes de volailles - En valeur

Millions €	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Exportations	1 069,0	1 090,2	1 054,1	883,9	1 001,0	13,3
Union européenne	732,7	791,0	782,1	526,7	647,0	22,8
Viandes fraîches	325,4	349,0	338,3	214,5	230,9	7,7
Viandes congelées	153,4	167,5	158,8	107,8	138,2	28,1
Préparations	248,3	268,7	279,4	154,3	213,2	38,1
Volailles saumurées	5,6	5,9	5,6	4,2	5,9	41,7
Pays tiers	336,3	299,2	272,0	357,2	355,9	-0,3
Viandes fraîches	46,5	43,1	41,1	111,2	124,2	11,7
Viandes congelées	265,9	230,1	201,8	204,2	186,8	-8,5
Préparations	23,0	24,9	28,0	85,8	89,4	4,3
Volailles saumurées	0,9	1,2	1,1	1,9	3,2	69,3
Importations	1 277,7	1 375,6	1 417,3	1 315,2	1 516,8	15,3
Union européenne	1 214,3	1 305,0	1 352,3	1 234,0	1 428,4	15,8
Viandes fraîches	613,7	662,6	702,1	645,8	751,8	16,4
Viandes congelées	361,4	371,6	352,6	286,8	309,4	7,9
Préparations	228,3	265,6	289,9	295,1	327,4	11,0
Volailles saumurées	10,9	5,2	7,7	6,3	6,4	1,2
Pays tiers	63,4	70,6	65,0	81,1	88,3	8,9
Viandes fraîches	2,0	2,9	1,0	16,9	16,3	-3,4
Viandes congelées	12,5	16,5	16,5	19,2	23,0	20,0
Préparations	36,5	35,3	34,8	36,3	37,6	3,4
Volailles saumurées	12,5	15,9	12,7	8,7	7,5	-14,0

Source : FranceAgriMer d'après douane française

*Estimations

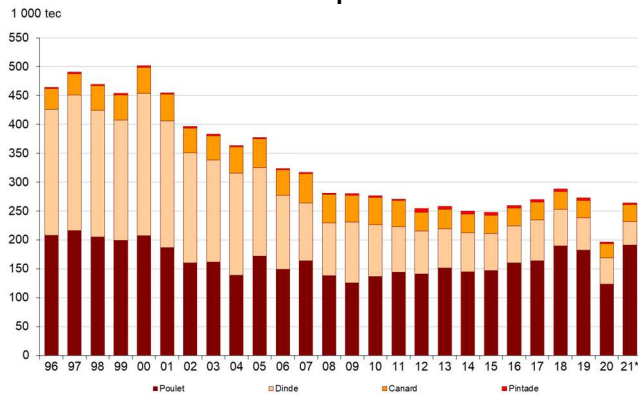
Commerce extérieur français de viandes de volailles



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

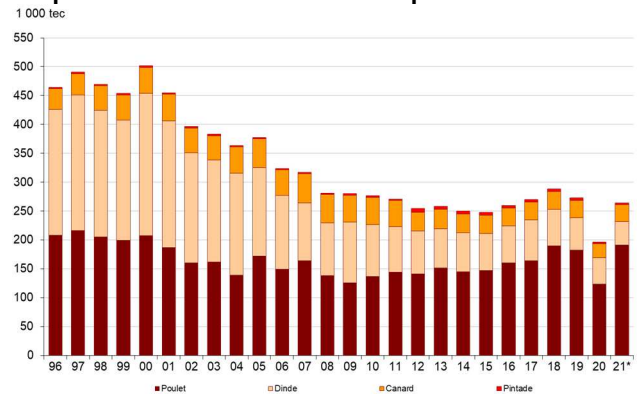
Exportations françaises de viandes de volailles vers l'Union européenne



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

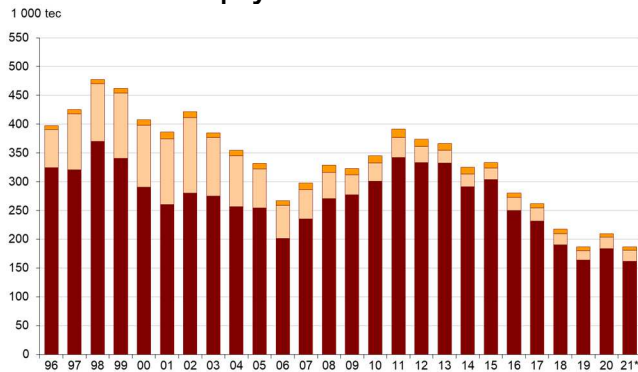
Importations françaises de viandes de volailles en provenance de l'Union européenne



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

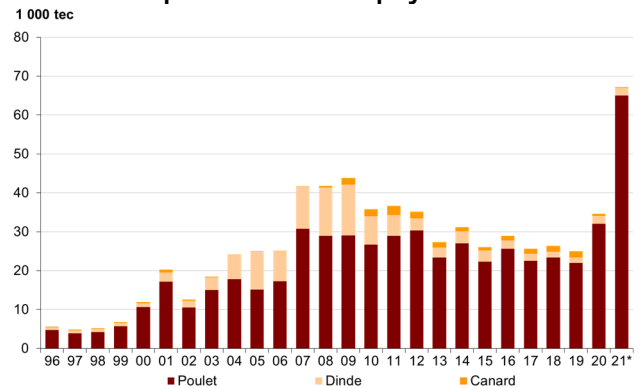
Exportations françaises de viandes de volailles vers les pays tiers



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

Importations françaises de viandes de volailles en provenance des pays tiers



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

Commerce extérieur français de viande de poulet avec l'Union européenne à 27/28

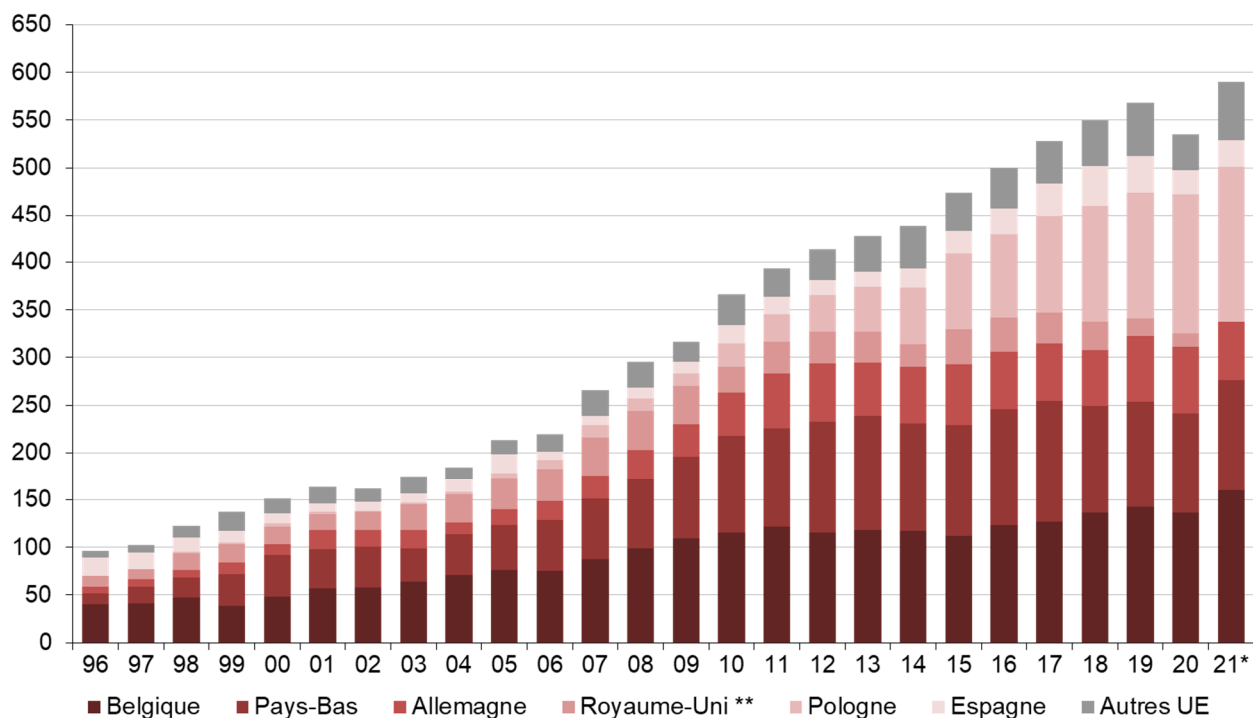
1 000 tec	2017	2018	2019	2020	2021*	%21/20
Exportations	164,1	189,6	182,7	123,9	194,5	57,0
Espagne	32,7	33,8	30,8	24,3	34,3	41,1
Royaume-Uni **	27,4	32,3	35,9	26,1	-	-
Belgique	18,5	33,9	30,4	29,7	38,5	29,6
Allemagne	23,3	30,6	34,6	28,8	42,2	46,6
Pays-Bas	24,7	23,7	20,2	15,2	44,0	190,4
Italie	8,1	6,1	4,4	3,2	3,2	-2,6
Importations	528,5	549,5	568,1	535,0	599,5	12,1
Belgique	126,5	136,6	142,2	136,8	159,6	16,7
Pays-Bas	128,3	112,9	111,6	104,3	116,3	11,6
Allemagne	60,4	58,2	68,4	69,9	61,1	-12,5
Royaume-Uni **	31,5	29,6	18,5	14,7	-	-
Pologne	103,0	122,5	133,0	146,5	164,1	12,0
Espagne	34,1	41,8	39,0	25,2	27,5	9,4
SOLDE	-340,0	-364,4	-359,9	-411,1	-405,0	

Source : FranceAgriMer d'après douane française

*Estimations

Importations françaises de viande de poulet en provenance de l'UE

1 000 tec

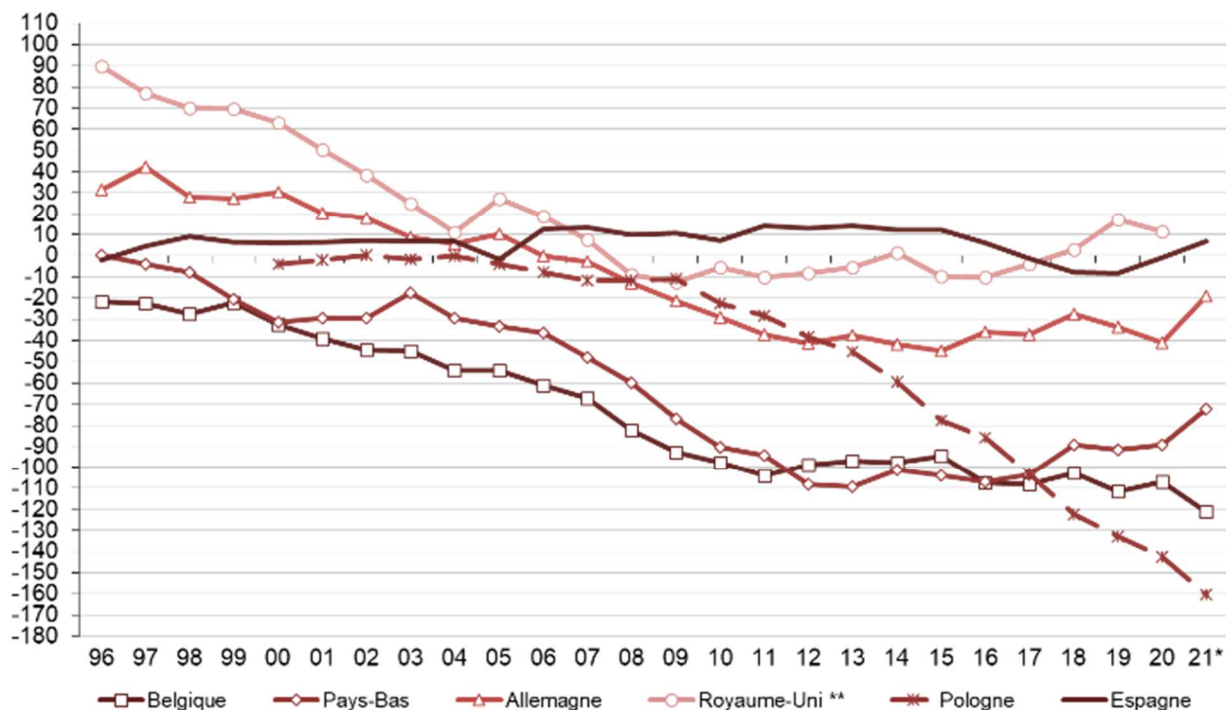


Source : FranceAgriMer d'après douane française

* Estimations ** Sortie de l'UE en 2021

Solde des échanges français de viande de poulet avec l'UE à 27/28

1 000 tec



Source : FranceAgriMer d'après douane française

* Estimations ** Sortie de l'UE en 2021

Commerce extérieur français de viande de dinde avec l'Union européenne à 27/28

1 000 tec	2017	2018	2019	2020	2021*	%21*/20
Exportations	0	0	0	0	0	
Belgique	15,9	15,7	16,0	15,7	13,6	-13,3
Espagne	16,5	16,5	14,5	10,3	6,2	-39,5
Allemagne	18,7	11,9	6,5	6,3	6,9	10,8
Royaume-Uni	3,1	2,4	2,8	2,0	-	-
Grèce	2,5	2,4	2,7	1,5	1,6	1,9
Pays-Bas	2,8	3,2	4,2	3,8	5,1	34,2
Italie	1,6	1,4	0,7	0,4	0,6	45,4
Danemark	2,7	2,3	2,1	1,3	1,3	3,5
Importations	45,3	45,4	45,4	45,6	44,6	-2,2
Allemagne	17,1	16,0	14,9	13,6	12,7	-6,7
Italie	5,8	6,7	6,8	6,7	6,3	-4,9
Pays-Bas	2,8	2,4	2,5	2,6	0,5	-79,7
Espagne	7,0	6,8	6,4	6,5	6,1	-6,6
Belgique	4,4	4,5	4,5	4,7	5,1	0,1
Royaume-Uni	0,7	0,8	1,0	0,8	-	-
Pologne	5,5	5,9	7,1	9,5	8,5	-10,5
SOLDE	+25,3	+17,8	+10,6	-0,6	-2,9	

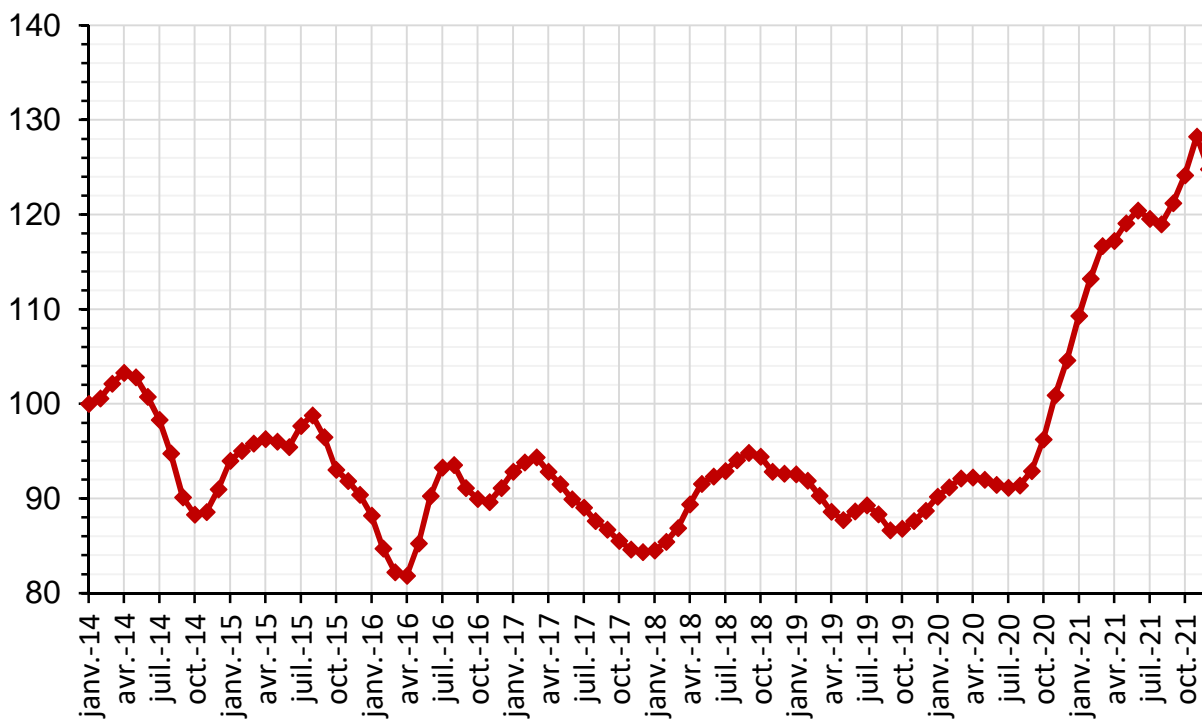
Source : FranceAgriMer d'après douane française

* Estimations

Indice Itavi coût matières premières de l'aliment poulet standard

Formule moindre coût lissée sur 3 mois

Base 100 : janv. 2014



Source : FranceAgriMer d'après Itavi

Consommation indigène brute de viandes de volailles en France

1 000 tec	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
VOLAILLE	1 721	1 819	1 855	1 854	1 882	1,5
Poulet	1 240	1 289	1 333	1 356	1 419	4,7
Dinde	287	298	296	306	278	-9,3
Canard	168	206	202	175	154	-12,2
Pintade	26	27	26	23	19	-17,0

*Estimations

Avertissement : entre 2018 et 2019, la consommation par bilan est calculée et estimée en l'absence de données de variations de stocks, la série ayant été interrompue en 2018 ; l'évolution de la consommation de viande de canard est notamment à considérer avec prudence du fait de la constitution de stocks importants sur cette période.

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

Achats de viandes de volailles par les ménages français*

	Tonnage %21/20	Prix moyen	
		€/kg	%21/20
VOLAILLE + ÉLABORÉS FRAIS	-5,3	8,65	+2,0
Poulet	-5,3	7,38	+2,6
PAC	-4,9	5,81	+2,5
Découpe crue nature	-4,5	7,94	+2,5
Dinde	-8,2	9,47	+3,5
Entier	-28,8	8,68	-1,0
Découpe	-6,8	9,30	+3,1
Canard	-17,4	13,59	+6,9
Entier	-20,3	9,16	+4,8
Découpe	-17,1	14,09	+6,9
Pintade	-6,0	10,03	+4,8
Autres volailles	-12,1	7,76	-2,5
Elaborés de volaille (hors charcuterie)	-2,2	9,30	+1,1
Panés frais	+4,0	7,99	+1,6
CHARCUTERIE à base de volaille	-3,7	10,42	-2,2
VOLAILLES SURGELÉES	-1,3	7,62	-1,1

*Prix moyen sur douze mois glissants se terminant au 30 novembre 2021 ; les variations de tonnage et de prix sont calculés sur 12 mois glissants se terminant au 30 novembre 2021 au regard de 12 mois glissants se terminant au 30 novembre 2020

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Le marché de la volaille de chair dans l'Union européenne

› En 2021, recul de la production de volailles dans l'UE dans un contexte de résurgence de l'influenza aviaire hautement pathogène

En 2021, les abattages de volailles de l'Union européenne à 27 ont atteint 13,1 millions de tec, soit un recul de 3,3 % par rapport à 2020. Après avoir connu un premier ralentissement de croissance en 2020, ce recul marque un tournant pour la filière qui affichait depuis 10 ans une progression moyenne de 3,0 % par an. Cette baisse de production est consécutive à la résurgence de l'IAHP dans les principaux pays producteurs et la pandémie de covid-19 qui a continué d'impacter la production sur le premier semestre 2021. La production de poulets, qui compte pour 85 % des volumes de volailles de chair produits en Europe, diminue de 2,4 %, fortement impactée par le recul des abattages en Pologne, premier producteur européen.

› Un solde des échanges de l'Union européenne à 27 qui augmente en valeur mais se réduit en volume

En 2021, les exportations de viandes de volailles de l'Union européenne à destination des pays tiers ont enregistré une baisse de 9,9 % en volume mais sont restées stables en valeur (+ 0,2 %). En volume, les dynamiques sont hétérogènes selon les marchés. Ainsi vers l'Afrique subsaharienne, principal marché d'export, les exportations de l'UE à 27 ont été en hausse de 6,0 %. En revanche, les envois vers l'Asie de l'Est ont chuté (- 56,8 %) sous l'effet de restrictions à l'export pour de nombreux pays européens touchés par l'IAHP. Enfin, vers les Proche et Moyen Orient, les exports ont également diminué (- 7,7 %). Si l'on s'intéresse aux échanges par type de produits, les exportations de découpe de poulet, qui représentent environ la moitié des envois, ont diminué de 16,7 %.

En 2021, les importations de viandes de volailles ont baissé aussi bien en volume (- 3,1 %) qu'en valeur (- 17,4 %). En volume, les importations ont reculé depuis l'Ukraine et le Royaume-Uni, mais se sont maintenues depuis le Brésil, principal fournisseur de l'UE avec 30 % des volumes. Si l'on s'intéresse aux échanges par type de produit, le recul en volume a concerné chacune des principales catégories de produits importés notamment les découpes de poulet congelé, les préparations à base de poulet et les volailles saumurées. L'ensemble de ces produits représentant 65 % des échanges.

Ainsi en volume, l'excédent commercial des échanges européens de viandes de volailles vers les pays tiers se réduit de 13,4 %. Cependant en valeur cet excédent augmente de 11,4 %.

› La consommation de viandes de volailles recule pour la deuxième année consécutive

En 2021, la consommation de viandes de volailles dans l'UE à 27 calculée par bilan est estimée en baisse de l'ordre de 1,5 %, recul plus marqué qu'en 2020. La consommation a été freinée par un manque de disponibilité en lien avec la résurgence de l'IAHP. Cette baisse de consommation est partagée à des degrés variables par l'ensemble de principaux producteurs (France, Allemagne, Espagne, Italie et Pologne).

Bilan dans le secteur de la volaille de chair – Union européenne à 27

1 000 tec	2020	2021*	%21/20
Production	13 578	13 127	-3,3
Commerce extérieur viandes			
Exportations	2 685	2 385	-11,2
Importations	834	808	-3,1
Solde	+1851	+1577	
Consommation UE**	11 725	11 548	-1,5
Auto approvisionnement %	115,8	113,7	

*Estimations **Consommation calculée par bilan

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales, Eurostat et douane française

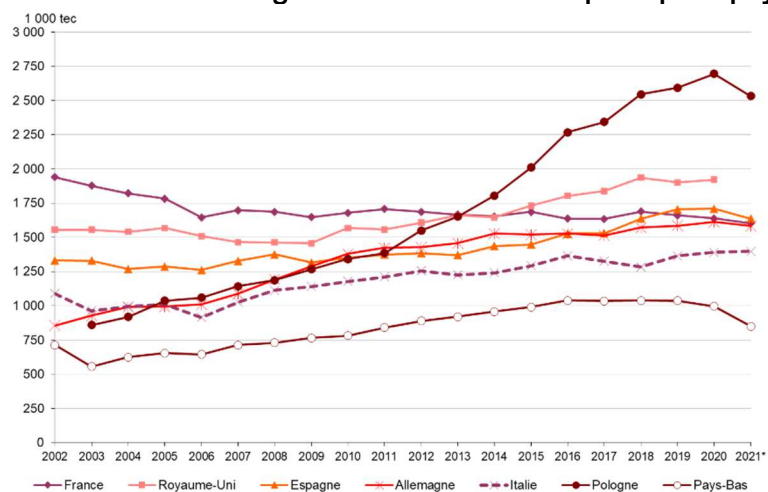
Abattages de volailles dans l'Union européenne à 27 et 28

1 000 tec	2017	2018	2019	2020	2021*	%21*/20
Pologne	2 344	2 545	2 593	2 696	2 533	-6,0%
Royaume-Uni	1 838	1 937	1 900	1 900	-	
France	1 635	1 688	1 661	1 640	1 603	-2,3%
Espagne	1 529	1 637	1 705	1 708	1 636	-4,2%
Allemagne	1 514	1 571	1 584	1 613	1 583	-1,9%
Italie	1 325	1 283	1 364	1 390	1 397	0,5%
Pays-Bas	1 034	1 038	1 036	996	850	-14,7%
Hongrie	485	525	533	514	557	8,4%
Belgique-Luxembourg	463	470	448	449	455	1,3%
Roumanie	412	464	498	462	459	-0,6%
Portugal	341	346	352	356	364	2,2%
Grèce	214	220	230	239	237	-0,8%
Rép. tchèque	159	164	168	171	176	2,9%
Irlande	152	157	167	177	178	0,6%
UE 28*	12 692	13 216	13 472	13 540	-	
UE 27	14 465	15 153	15 372	13 576	13 125	-3,3

*Estimations

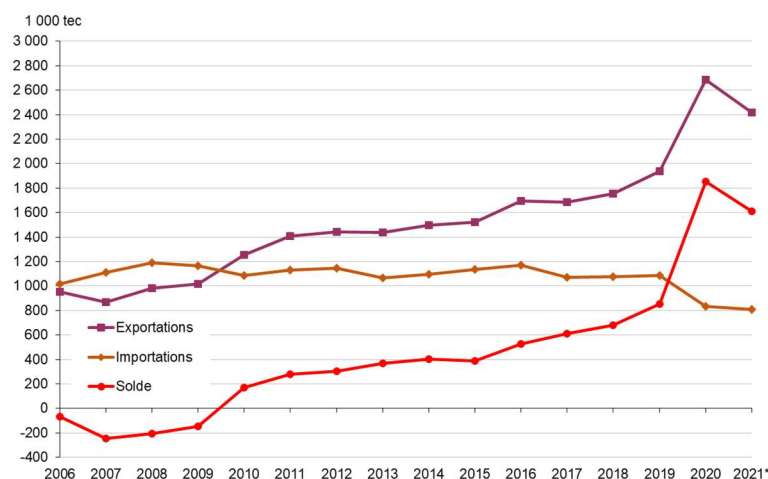
Source : FranceAgriMer d'après SSP, Eurostat

Évolution des abattages de volailles dans les principaux pays producteurs de l'UE à 27/28

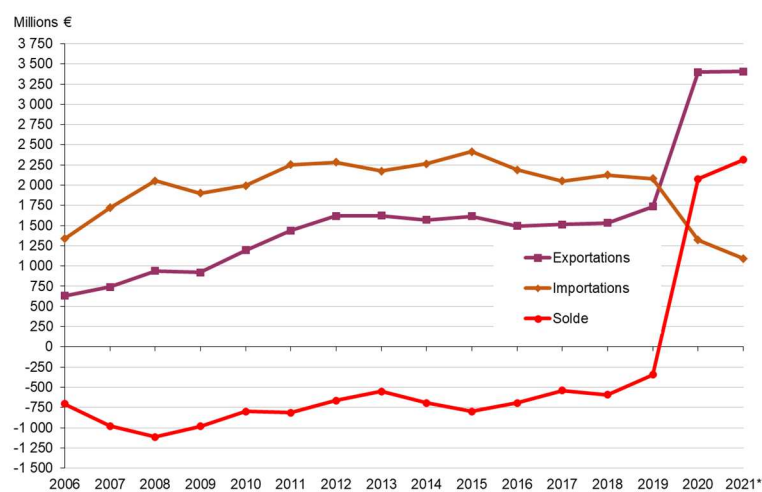


*Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2021)
Source : FranceAgriMer d'après SSP, Eurostat

Commerce extérieur de viandes de volailles de l'UE à 27/28 avec les pays tiers En volume

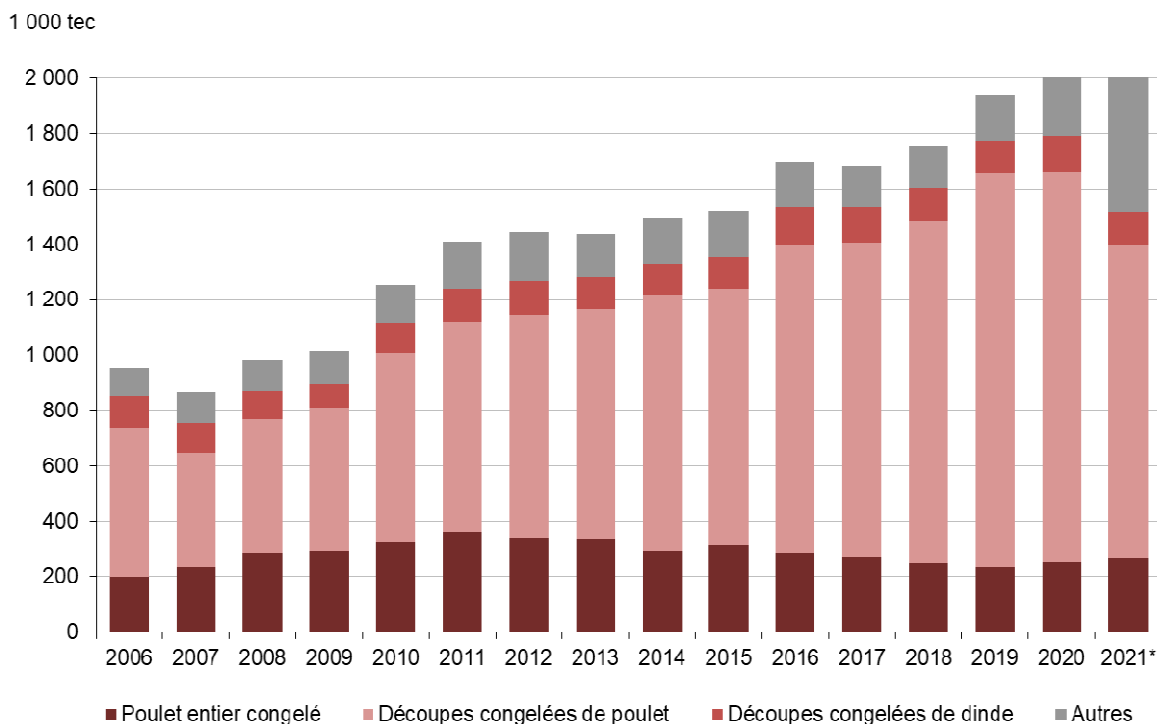


En valeur



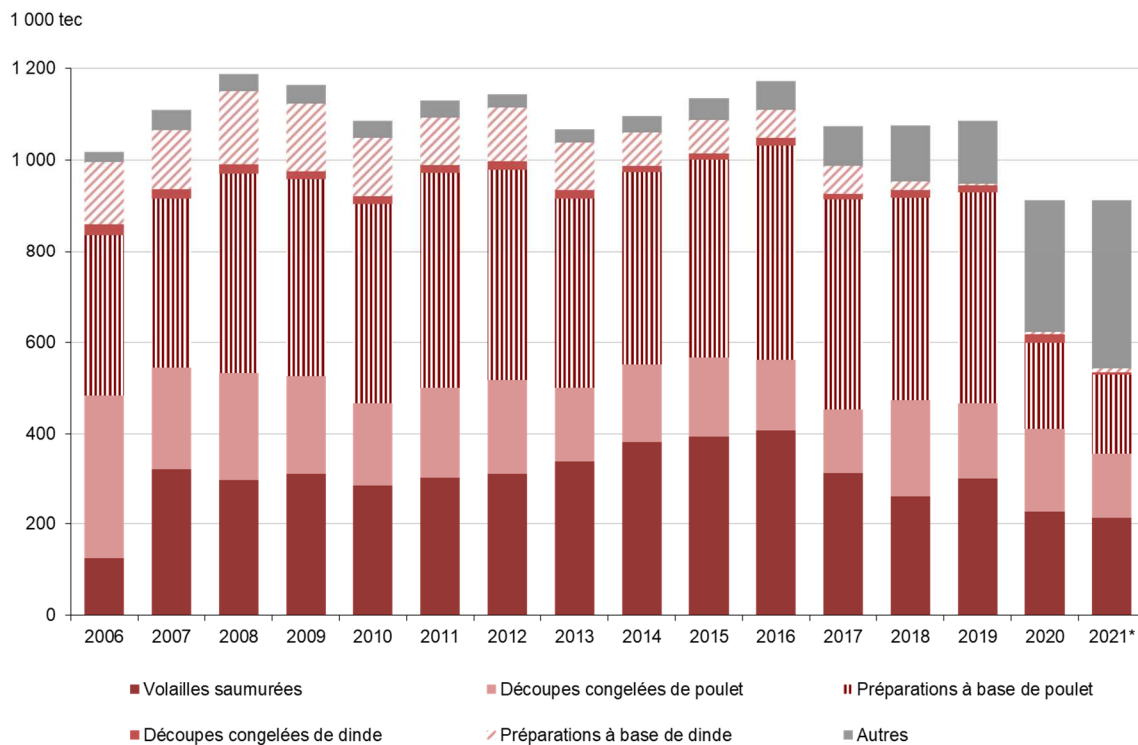
*Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2021)
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et douane française

Structure des exportations européennes à 27/28 de viandes de volailles



*Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2021)
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et douane française

Structure des importations européennes à 27/28 de viandes de volailles



*Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2021)
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et douane française

Destinations des exportations européennes de viandes de volailles

1 000 tec	2019	2020* à 28	2020 à 27	2021*	%21*/20
Proche et Moyen Orient	120	109	115	106	-7,7
Afrique Subsaharienne	787	801	758	804	6,0
Asie de l'Est	486	456	386	167	-56,8
Autres	545	514	1425	1341	-5,9
TOTAL	1 938	1881	2 685	2 418	-9,9

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et douane française

Origines des importations européennes de viandes de volailles

1 000 tec	2019	2020* à 28	2020 à 27	2021*	%21*/20
Brésil	361	248	348	247	-0,4
Thaïlande	461	165	385	171	3,8
Ukraine	135	137	110	95	-30,8
Autres	126	284	74	295	3,9
TOTAL	1 086	834	917	808	-3,1

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et douane française



LAITS

Le marché français du lait de vache

› 2021 a été marquée par une diminution de la ressource laitière

En 2021, 23,5 milliards de litres de lait de vache ont été collectés, ce qui représente une baisse de 1,2 % (soit 284,8 millions de litres en moins par rapport à 2020). Les évolutions ont été différentes suivant les types de lait collectés : la collecte de lait conventionnel, qui a compté pour 77,8 % des volumes totaux en 2021, a diminué de 2,2 % pour s'établir à 18,3 milliards de litres. La collecte AOP (17,0 % des volumes en 2021, soit 0,3 point de plus qu'en 2020) a augmenté de 0,7 % pour atteindre les 4,0 milliards de litres. La collecte biologique a quant à elle bondi de 10,8 % et a représenté 5,2 % des volumes totaux (+ 0,6 point par rapport à 2020).

En mensuel, la collecte a subi un décrochage dès le début de l'année, avec un volume total en repli de 2,8 % sur le premier trimestre. Puis à la période du printemps, aidés par des conditions météorologiques favorables, les volumes se sont réorientés à la hausse, notamment grâce à un mois de mai en nette augmentation (+ 2,9 % par rapport à mai 2020). Il faut toutefois rappeler que le mois de mai 2020 avait été marqué par une diminution des volumes, suite aux incitations à la modération de la production dans le contexte du début de la crise sanitaire. La collecte de mai 2021 est restée supérieure de 1,2 % à celle de mai 2019. Les volumes ont de nouveau décroché après l'été 2021. En effet, sur la période septembre-décembre, le repli a été de 2,3 %.

Plusieurs facteurs peuvent avoir conjointement participé à la diminution de la collecte totale. En premier lieu, la baisse du cheptel laitier, celui-ci s'étant de nouveau replié en 2021. On peut de plus observer que si le nombre de bovins laitiers est en proie à une érosion sur le long terme, le rythme de la baisse du cheptel de femelles laitières de plus de 24 mois semble s'être accéléré ces dernières années : en effet, il a perdu autour de 1 % chaque année entre 2015 et 2018, mais depuis 2019 cette baisse s'est accélérée (- 1,8 % en 2020, puis - 2,6 % en 2021).

Par ailleurs, il est possible que le haut niveau des coûts de production ait pu avoir une influence sur la baisse de la collecte. En effet, en 2021, l'Ipampa lait de vache a en moyenne augmenté de 9,0 %. La hausse du prix des aliments, initiée après l'été 2020, a perduré sur le premier trimestre. L'indice de prix des aliments achetés s'est ensuite stabilisé à un haut niveau à la fin du printemps et durant l'été, et est reparti à la hausse à l'automne. En décembre 2021, il était de 119,3 soit 12,2 points de plus qu'en décembre 2020. Par ailleurs, à partir du début de l'été 2021, une forte augmentation du prix des engrais et amendements a démarré : entre mai et décembre 2021, l'indice a augmenté de 64,8 points. L'indice énergie a également progressé sur cette même période (+ 14,3 points entre mai et décembre 2021). Cette forte hausse, notamment celle des aliments achetés, a pu inciter les éleveurs à modérer la complémentation, ce qui a pu impacter les volumes de la collecte.

› Les fabrications laitières ont diversement évolué

Si la collecte totale s'est repliée de 1,2 %, la qualité du lait livré est restée relativement stable par rapport à 2020, avec une légère hausse du taux de matière grasse. En effet, avec une moyenne (pondérée par les volumes) de 41,99 g/l, le taux butyreux a augmenté de 0,26 g/l. Le taux protéique moyen est resté plutôt stable, à 33,65 g/l (- 0,01 g/l). En conséquence, la matière sèche utile (MSU) disponible pour les fabrications a baissé de 1,1 %.

Les **fabrications d'ultra-frais** ont plutôt été à la baisse en 2021 par rapport à 2020 : les volumes de lait conditionné produits ont diminué de 7,6 %. Depuis un certain nombre d'années, ce produit fait l'objet d'une déconsommation. 2020 avait marqué une pause dans cette tendance baissière, notamment en conséquence des mesures sanitaires prises au début de la crise de la Covid-19, mais les volumes fabriqués sont repartis à la baisse en 2021 : en effet, la production a été en repli par rapport à celle de 2019 (- 5,6 %). Les yaourts et laits fermentés, qui avaient connu une dynamique similaire à celle du lait conditionné, ont également retrouvé en 2021 les tendances d'avant crise (- 5,5 % par rapport à 2020 et - 2,4 % par rapport à 2019). Les desserts

lactés frais ont été en recul de 1,4 % par rapport à 2020 mais stables par rapport à 2019 (+ 0,2 %). À l'inverse, les petits suisses et fromages blancs, dont la production était en baisse avant la crise sanitaire et qui n'avaient pas connu de rebond de fabrication en 2020, ont vu leurs volumes augmenter en 2021 (+ 3,7 % par rapport à 2020 et + 3,2 % par rapport à 2019).

Les **fabrications de crème et de beurre** ont quant à elles augmenté en 2021. En effet, les volumes de crème conditionnée produits ont progressé de 3,3 % par rapport à 2020. Cette famille de produits est en hausse depuis plusieurs années, et la crise sanitaire ne semble pas avoir altéré cette tendance. Tous les segments de cette catégorie ont progressé à l'exception de la crème fraîche allégée (- 1,6 %), mais les volumes produits en 2021 sont restés supérieurs à ceux de 2019 (+ 4,2 %). Le total de crème fraîche (allégée et non allégée) a progressé de 0,4 % par rapport à 2020, et la crème longue conservation a progressé de 5,2 %. La production de beurre a quant à elle augmenté de 1,2 % par rapport à 2020 et de 3,7 % par rapport à 2019, mais toutes les fabrications de matières grasses solides n'ont pas suivi la même tendance. En effet, les volumes de beurre anhydre de crème (MGLA) produits se sont fortement repliés (- 17,6 % par rapport à 2020 et - 16,3 % par rapport à 2019). Le volume de butteroil a quant à lui progressé de 2,9 % par rapport à 2020 et de 7,5 % par rapport à 2019. Ces deux produits (MGLA et butteroil) représentent 11,6 % du tonnage total des matières grasses laitières produites d'après l'enquête mensuelle laitière.

En 2021, la **production de poudres** a diminué par rapport à 2020 (- 1,3 %) : les fabrications de poudre de lait écrémé ont régressé de 1,1 % par rapport à 2020 (- 1,4 % par rapport à 2019) et celles de poudres grasses ont reculé de 1,9 %. Pour autant, le niveau de fabrication de poudres grasses en 2021 a été supérieur de 17,2 % à celui de 2019. Les poudres infantiles ont quant à elles eu des volumes inférieurs à ceux de 2020 et de 2019.

Les **fabrications de fromages de vache** ont augmenté de 2,1 % en 2021. Cependant toutes les familles de fromages de vache n'ont pas bénéficié de cette hausse :

- Les fromages à pâtes molles ont vu leurs fabrications stagner en 2021 (+ 0,5 % par rapport à 2020 et - 1,1 % par rapport à 2019). En particulier, la production de camembert a diminué de 3,6 % en un an, et celle de bries et coulommiers a perdu 1,1 %.
- La production de fromages à pâte persillée a progressé de 1,4 % par rapport à 2020.
- Les fabrications de fromages à pâte pressée cuite sont restées globalement stables (- 0,1 %), mais deux tendances se sont opposées, entre celle de l'Emmental qui a retrouvé son niveau de 2019 en perdant 1,5 % par rapport à 2020, et celle du comté et du beaufort, tous deux en forte progression (respectivement 6,7 % et 4,6 %). Les autres fromages à pâte pressée cuite ont diminué de 8,9 % en volume.
- Les fromages à pâte pressée non cuite ont été les grands gagnants en termes de fabrications ; le volume total a progressé de 4,3 % par rapport à 2020. En particulier, le fromage à raclette a progressé de 15,0 %. L'edam, le gouda et la mimolette ont également connu une belle progression en volume (+ 2,2 % par rapport à 2020), tandis que la production de cantal, laguiole et de salers a diminué de 4,4 % et celle des tommes, de saint-nectaire, des pyrénées et du morbier ont perdu de 1,1 %.

› Les prix ont connu une hausse généralisée en 2021

Le prix des produits industriels a augmenté en 2021. En premier lieu, le **prix du beurre** cube 82 % (prix facturation, cotation FranceAgriMer) a été en moyenne de 4 028 €/t (+ 17,7 %), soit une amélioration de 607 €/t. À 3 260 €/t en semaine 1 de 2021, le prix a connu dans un premier temps une hausse au premier trimestre, entre la semaine 7 et la semaine 19. Les prix ont par la suite oscillé autour des 4 000 €/t, pour repartir à la hausse en semaine 38. Cette nouvelle période d'augmentation a été plus rapide et plus franche, puisque le prix a atteint les 5 233 €/t en semaine 52 (soit + 1 155 €/t entre la semaine 38 et la semaine 52). Cette nouvelle hausse, qui a également été perceptible au niveau européen, a probablement été favorisée par un retour de la demande, de manière plus prononcée que ce qui avait été anticipé, notamment dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, alors même que la production était limitée par le repli de la collecte mais aussi par la saison de creux de collecte.

Le **prix de la poudre de lait écrémé** a également connu ces deux périodes de hausses en 2021 ; une première entre la semaine 8 et la semaine 22, puis à partir de la semaine 34 jusqu'à la fin d'année. Ainsi, à 2 240 €/t en semaine 1, le prix a atteint les 3 270 €/t en semaine 52 (soit une augmentation de 790 €/t par rapport à la semaine 34, semaine marquant le début de la hausse). En moyenne, le prix de la poudre de lait écrémé a augmenté de 19,2 % par rapport à 2020.

Le **prix du lactosérum** a aussi été en augmentation en 2021 : en moyenne à 973 €/t (+ 35,9 % par rapport à 2020), il a terminé l'année 2021 à une valeur très élevée : à 1 130 €/t, soit 340 €/t de plus qu'en semaine 1.

Sur le premier trimestre 2021, le **prix réel (toutes primes et toutes qualités confondues)** payé aux producteurs est resté en retrait par rapport à son niveau du premier trimestre 2020 (- 0,7 %). En revanche, à partir d'avril, le prix s'est orienté à la hausse, alors qu'à cette période le prix est habituellement en période de baisse saisonnière. L'augmentation de prix, qui a pu être permise par la première hausse du prix des produits industriels, s'est prolongée jusqu'à la fin de l'année. L'écart de prix entre les mois de 2021 et ceux de 2020 sur cette période a été compris entre 12,2 (en avril) et 30,5 €/1 000 l (au mois de novembre).

Malgré l'augmentation du prix payé au producteur, l'indice de marge MILC, calculé et diffusé par l'Institut de l'élevage, s'est dégradé en moyenne mobile 12 mois. En novembre 2021, l'indice était de 111,5 (en moyenne mobile 12 mois), soit 9,2 points de moins qu'en novembre 2020. Sur la période considérée, les produits ont bien augmenté, grâce à la hausse du prix du lait, mais aussi grâce à celle des cotations animales améliorant le produit de la vente des animaux. Mais l'augmentation des charges a contrebalancé ces évolutions et a dégradé l'indice de marge.

› Le solde français des échanges de produits laitiers s'est légèrement dégradé en 2021

Sur 11 mois en 2021, le solde des échanges en valeur s'est dégradé de 0,5 % par rapport à 2020. Cette dégradation a été portée par un certain nombre de produits :

- **Le lait conditionné** : alors que le solde en valeur s'était amélioré en 2020, celui-ci s'est dégradé en 2021, passant même en-dessous de son niveau de 2019. Les exportations vers l'Union européenne (UE) se sont repliées de 26,5 % en valeur. Les envois vers les pays tiers se sont quant à eux améliorés de 8,8 % en valeur, et ce malgré le repli des volumes exportés (- 5,3 %). Les importations ont également été en recul ; et depuis les pays tiers, elles ont été quasiment nulles en volume (- 93,4 %).
- **La crème** : le bilan en valeur pour la crème est resté positif en 2021, même si très en deçà de son niveau de 2020. Il ne s'est néanmoins pas dégradé en volume. Les importations de crème ont fortement augmenté en 2021 en valeur (+ 23,8 %), mais moins en volume (+ 7,9 %). Les envois sont néanmoins restés inférieurs aux valeurs de 2019. Les exportations ont également progressé (+ 13,3 % en valeur et + 9,0 % en volume).
- **Les yaourts** : le bilan des échanges en valeur s'est dégradé de 2,2 % en lien avec une hausse des importations tandis que le niveau d'exportation s'est maintenu identique à 2020.
- **Le beurre et MGLA** : le solde s'est dégradé de 13,4 %, malgré des exportations en hausse en valeur, ces augmentations n'ont pas suffi à compenser l'évolution des importations. Les exportations ont augmenté de 10,6 % en volume ; des progressions ont été observées à la fois sur les pays de l'UE (en particulier vers la Belgique et l'Italie) et sur les pays tiers (et notamment vers la Corée du Sud sur laquelle les envois ont augmenté de 61,9 %). Les importations ont quant à elle été en hausse depuis les pays tiers (et notamment depuis le Royaume-Uni). Les arrivées depuis de pays de l'UE ont également progressé.
- **Les fromages** : comme pour le beurre et la MGLA, la hausse des exportations de fromages n'a pas compensé celle des importations. Ces dernières ont nettement grossi en volume depuis les pays de l'UE, avec une forte progression depuis les Pays-Bas (+ 8,7 %), pays déjà 1^{er} fournisseur de la France. Les arrivées de fromages depuis l'Italie et l'Allemagne ont également progressé. Les exportations n'ont augmenté que de 1,0 % en volume. Elles se sont accrues vers l'UE, mais ont été en repli vers les pays tiers (avec en particulier un fort recul des envois à destination du Royaume-Uni).

- **Et les poudres infantiles**, pour lesquelles le solde a baissé de 8,0 %. En 2021, les importations, minoritaires, ont diminué, mais les exportations ont également chuté (- 9,1 %), à la fois vers l'UE et vers le reste du monde. En particulier, les envois vers la Chine, premier client de la France pour ce produit, ont diminué de 16,0 %. Cette diminution s'inscrit sur une tendance déjà observée depuis plusieurs années. Les envois vers l'Algérie ont également diminué (- 19,4 %).

À l'inverse, pour d'autres produits, le bilan des échanges en valeur s'est amélioré en 2021 par rapport à 2020. C'est notamment le cas pour :

- **La poudre de lait écrémé** : le solde s'est de nouveau amélioré en 2021 (+ 9,1 % par rapport à 2020). Les importations en volume ont diminué (malgré une forte hausse des arrivées depuis les pays tiers), mais ont légèrement augmenté en valeur (+ 0,4 %). Les envois en valeur ont progressé vers les pays tiers (+ 9,2 %) comme vers les pays de l'UE (+ 6,0 %). En volume, la progression des envois vers les pays tiers est moins marquée (+ 2,9 %), et les exportations vers l'UE se sont repliées (- 1,6 %). La forte progression des prix mondiaux de la poudre de lait écrémé a donc permis aux exportations de s'améliorer en valeur alors qu'elles ont reculé en volume. En volume, les envois ont toutefois été dynamiques vers les pays tiers, et notamment vers la Chine (+ 19,6 %, 2^e client de la France pour la poudre de lait écrémé), mais aussi vers l'Indonésie (+ 146,8 %). Alors que les exportations vers l'Indonésie s'étaient effondrées en 2020, elles ont atteint en 2021 un niveau supérieur aux années précédant la crise sanitaire de la Covid-19. Au sein de l'UE, ce sont les envois vers les Pays-Bas, premier client de la France, qui expliquent la baisse en volume (- 9,7 %), mais on peut constater que les envois vers la Pologne, même si plus modestes, ont poursuivi la tendance à l'augmentation déjà présente en 2019 et 2020.
- **La poudre grasse** : le bilan des échanges de poudre grasse en valeur s'est amélioré de 30,6 %. Pour ce produit, les exportations en valeur ont progressé de 13,4 %, tandis que les importations se sont repliées de 9,3 %. Les envois se sont renforcés en valeur mais aussi en volume, à la fois vers les pays de l'UE et vers les pays tiers. Les exportations vers l'Allemagne, 1^{er} client de la France pour ce produit, ont notamment augmenté de 20,5 % en volume par rapport à 2020. On peut également noter une progression des envois vers la Chine (+ 50,2 %), vers les Pays-Bas (+ 33,6 %) et vers l'Espagne (+ 66,3 %). Au niveau des importations, elles se sont notamment effondrées depuis l'Irlande (- 72,7 %).
- **Le lait concentré**, dont le bilan en valeur était négatif en 2018 et 2019, a vu la tendance s'inverser en 2020 et le solde a de nouveau progressé en 2021 (+ 130,4 %).
- **Et les autres produits**, pour lesquels le solde, déjà positif, a augmenté de 27,8 %.

› Les achats des ménages de produits laitiers ont encore été marqués par la situation sanitaire

L'année 2021 aura été marquée par un recours à certaines mesures sanitaires qui ont participé au maintien de perturbations dans les habitudes de consommation des Français. On peut citer notamment la fermeture des restaurants au début de l'année, le confinement d'avril et le couvre-feu, qui ont tous participé à limiter la prise de repas en dehors du domicile. Cependant, on peut observer des différences dans la consommation des ménages entre 2021 et 2020 selon les produits.

En 2021, certains produits laitiers ont renoué avec les tendances d'avant-crise :

- C'est le cas du **lait conditionné**, en décroissance depuis plusieurs années, la consommation s'était réorientée à la hausse en 2020, soutenue par l'augmentation des occasions de consommation (davantage de petits déjeuners pris à la maison, davantage de cuisine, etc...). En 2021, les quantités de lait conventionnel achetées par les ménages français pour leur consommation à leur domicile principal ont diminué de 6,8 % par rapport à 2020, mais aussi de 2,3 % par rapport à 2019.
- Les achats de **yaourts** ont également été de retour à la baisse en 2021 : les volumes achetés ont régressé de 4,9 % par rapport à 2020 et de 3,1 % par rapport à 2019.

Pour d'autres produits, les achats des ménages français se sont établis à un niveau intermédiaire entre celui de 2020 et celui de 2019.

- C'est le cas du **beurre** : les volumes achetés ont été moins importants en 2021 qu'en 2020 (- 5,5 %), mais supérieurs à ceux de 2019. En 2019, la dynamique des achats, plutôt orientée à la baisse jusque-là, s'est inversée. En 2020, les quantités achetées ont été particulièrement fortes, en 2021 les volumes sont revenus à un niveau moins élevé mais qui s'inscrit dans la logique de hausse qui semblait s'être initiée en 2019.
- Ce niveau intermédiaire est également atteint pour les fromages : les achats de fromage ont diminué de 3,8 % par rapport à 2020, mais sont restés à un niveau bien supérieur à celui de 2019 (+ 8,5 %). Quasiment tous les fromages ont suivi la même dynamique. Ce n'est cependant pas le cas des pâtes molles, au sein desquelles les croûtes fleuries, pénalisées par le camembert, ont tout juste maintenu le niveau de 2019 et les croûtes lavées ont été en repli, alors qu'il ne semblait pas y avoir de baisse tendancielle avant la crise sanitaire de la Covid-19. Tout comme les croûtes lavées, la famille des pâtes pressées cuites a vu ses quantités achetées se maintenir par rapport à 2019. Mais dans le détail, l'emmental, fortement plébiscité en 2020, notamment pour la cuisine, a atteint en 2021 un niveau inférieur à celui de 2019. Les achats de comté sont revenus à leurs niveaux de 2019, après avoir baissé pendant la pandémie, mais ceux de parmesan, beaufort et abondance, en hausse en 2020, ont également augmenté en 2021. Les fromages à pâte pressée non cuite se sont maintenus au niveau de 2020 et même 6,3 % au-dessus de celui de 2019. En particulier, la raclette a progressé par rapport aux 2 dernières années ; c'est également le cas des tommes, du cheddar et du reblochon

› Un déséquilibre entre l'offre et la demande a touché la filière biologique

Avec 1,23 milliard de litres de lait en 2021, la **collecte de lait de vache biologique** a progressé de 10,8 % par rapport à 2020. Cette forte évolution a notamment été permise par la hausse du nombre de producteurs ayant livré du lait biologique, qui a augmenté de 6,3 % en moyenne (soit + 240 producteurs) par rapport à 2020. Cette évolution est légèrement plus faible qu'entre 2019 et 2020 (+ 8,6 %, soit + 306 producteurs en moyenne), tandis que la collecte a évolué plus fortement en 2021 qu'en 2020.

En 2021, les fabrications de lait conditionné biologique se sont repliées de 4,6 % par rapport à 2020. Pour l'ultra-frais, la tendance n'a pas été mieux orientée : la production de yaourts et laits fermentés a baissé de 2,9 % également et celle de desserts lactés frais de 3,8 %. Les fabrications de poudre de lait ont elles aussi reculé (- 7,9 %). À l'inverse, la production de fromages biologiques à base de lait de vache a été en hausse (+ 3,5 %) à l'exception des fromages frais dont les volumes sont restés stables (+ 0,6 %). Les fabrications de beurre et de crème ont très nettement augmenté (+ 5,4 % et + 6,3 % respectivement). La production de beurre biologique a toutefois perdu en vitesse au cours de l'année : en effet, sur les 8 premiers mois, les volumes avaient augmenté de 10,0 %, tandis qu'ils se sont repliés de 7,2 % sur septembre-octobre. Pour la crème, on constate également des tendances opposées au cours de l'année : sur le premier trimestre, les volumes de crème avaient bondi de 46,5 %, tandis que sur la période avril-octobre ils ont évolué de manière diverse mais globalement à la baisse (- 6,1 %).

Sur 11 mois en 2021, les **achats des ménages en produits laitiers biologiques** pour leur consommation à domicile se sont repliés par rapport à 2020, et ce pour toutes les grandes familles de produits, avec des baisses allant de 2,2 % pour les desserts frais à 18,5 % pour la crème. L'année 2020 avait été marquée par une forte hausse des achats des ménages, en lien avec les périodes de confinements et les longues périodes d'arrêt de la restauration hors domicile. Il est alors logique qu'en 2021, les achats des ménages aient été moins soutenus, plus de repas ayant été pris en extérieur par rapport à 2020. Cependant pour beaucoup de produits laitiers biologiques, les quantités achetées en 2021 ont aussi été inférieures à celles achetées en 2019. En effet, les volumes de lait de consommation ont été en diminution de 16,0 %, ceux de beurre de 5,0 % et ceux de crème de 10,0 %. Au rayon des ultra-frais, seuls les desserts ont affiché une hausse des volumes achetés (+ 10,0 %), les yaourts et fromages frais ayant subi des baisses de 12,0 et 14,0 % respectivement. Les fromages au lait de vache biologique ont quant à eux perdu 5,4 % en volume. Ces évolutions montrent ainsi une perte de vitesse des produits

laitiers biologiques, jusque-là en progression constante. Ils peuvent avoir souffert, entre autres, du changement des modes de consommation des Français (des paniers plus gros et moins fréquents) mais aussi de la concurrence d'autres produits de la filière conventionnelle sous labels (made in France, local, etc.). Dans le même temps, le prix moyen consommateur a augmenté pour tous des produits laitiers biologiques par rapport à 2019, à l'exception du prix des desserts lactés et celui des fromages frais du rayon ultra-frais.

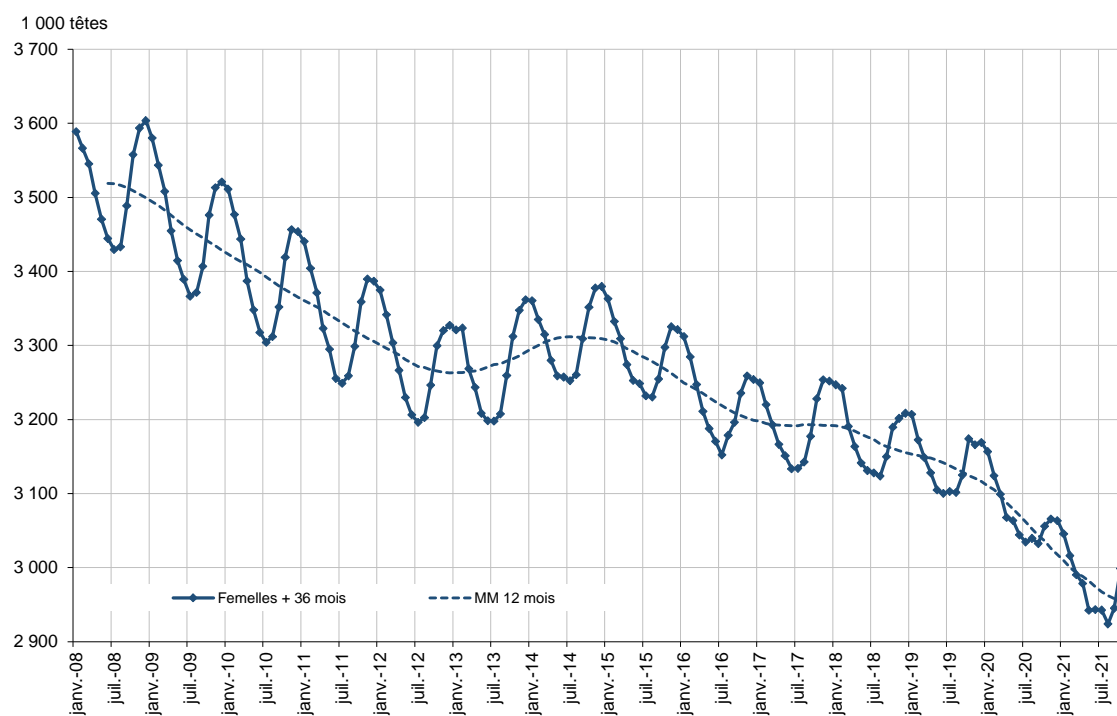
Cette inflexion de la demande des consommateurs a donc été à l'opposé de la dynamique de la collecte, et pour certains produits, à celle des fabrications, comme pour le beurre et la crème. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande a fini par peser sur les prix du lait. Sur le premier semestre, le **prix réel mensuel du lait biologique** s'est tenu (+ 0,1 % sur 6 mois). Mais à partir de septembre, celui-ci a été en diminution par rapport à sa valeur du mois correspondant de 2020, avec un premier recul de 9,1 €/1 000 l en septembre, puis de 16,9 €/1 000 l en octobre.

Cheptel de femelles laitières en France au 1^{er} avril

1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Femelles de plus de 36 mois	3 167	3 164	3 128	3 068	2 979	-2,9
Femelles de 24-36 mois	1 162	1 154	1 109	1 038	1 029	-0,9
Total	4 329	4 318	4 237	4 105	4 007	-2,4

Source : FranceAgriMer d'après BDNI

Évolution du cheptel de femelles laitières de plus de 36 mois, au 1^{er} de chaque mois



Source : FranceAgriMer d'après BDNI

Collecte française de lait de vache

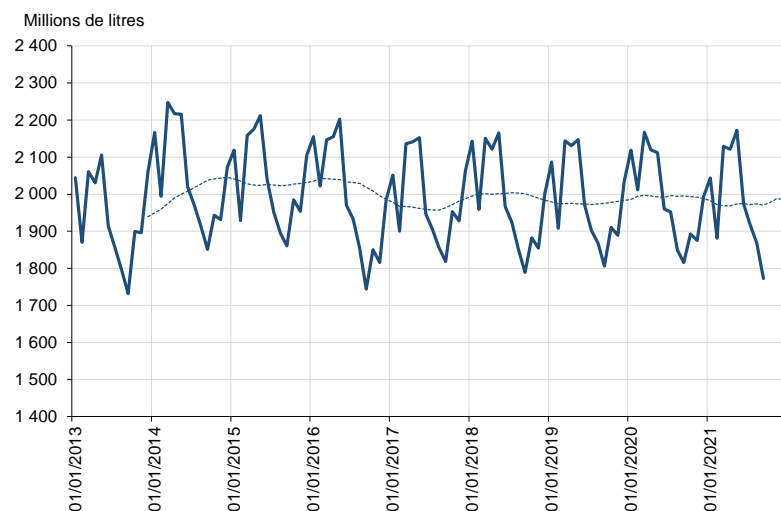
1 000 l	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Janvier	2 051 030	2 143 005	2 087 277	2 118 752	2 043 787	-3,5
Février	1 900 730	1 958 624	1 911 152	1 942 084	1 881 358	-3,1
Mars	2 135 903	2 150 286	2 143 418	2 166 892	2 129 428	-1,7
Avril	2 141 041	2 124 802	2 119 743	2 119 444	2 121 968	0,1
Mai	2 152 965	2 165 570	2 147 218	2 111 473	2 172 260	2,9
Juin	1 947 448	1 967 225	1 971 532	1 959 556	1 973 994	0,7
Juillet	1 904 848	1 923 481	1 902 898	1 951 981	1 918 149	-1,7
Août	1 856 037	1 849 493	1 868 764	1 849 093	1 868 617	1,1
Septembre	1 818 628	1 788 810	1 806 427	1 816 030	1 770 502	-2,5
Octobre	1 952 815	1 882 148	1 910 781	1 893 140	1 857 418	-1,9
Novembre	1 927 959	1 854 935	1 888 909	1 875 774	1 824 929	-2,7
Décembre	2 064 864	2 002 309	2 035 238	1 993 603	1 950 653	-2,2
Total	23 854 268	23 810 688	23 793 357	23 797 822	23 513 063	-1,2
Cumul 11 mois	21 789 404	21 808 379	21 758 119	21 804 219	21 562 410	-1,1

*Estimation pour le mois de décembre

Février 2020 ramené à 28j

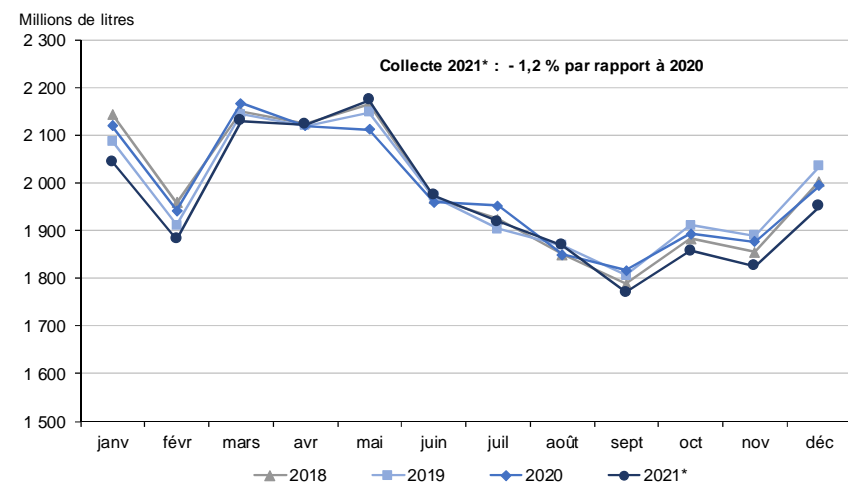
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

Collecte mensuelle de lait de vache en France



Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

Collecte mensuelle de lait de vache en France



*Estimation pour le mois de décembre

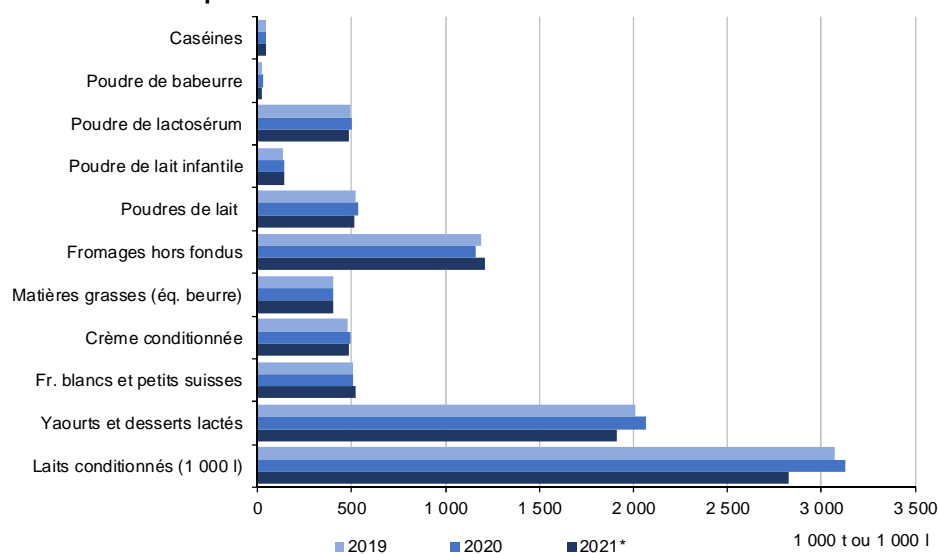
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

Fabrications de produits laitiers en France

1 000 t ou 1 000 l	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Laits conditionnés (1 000 l)	3 312	3 197	3 068	3 130	2 894	-7,6
Lait UHT (1 000 l)	3 069	2 935	2 849	2 909	2 653	-8,8
Yaourts et desserts lactés	2 159	2 121	2 011	2 068	1 971	-4,7
Yaourts et laits fermentés	1 482	1 454	1 369	1 415	1 338	-5,5
Desserts lactés frais	637	627	596	609	600	-1,4
Desserts lactés de conserve	40	40	46	44	33	-25,2
Fr. blancs et petits suisses	543	530	507	507	526	3,7
Crème conditionnée	471	465	478	496	512	3,3
Crème fraîche	179	176	182	199	200	0,4
Crème longue conservation	292	289	295	297	312	5,2
Matières grasses (éq. beurre)	402	412	404	404	399	-1,2
Beurre	352	359	346	353	358	1,2
Fromages hors fondus	1 175	1 175	1 190	1 164	1 189	2,2
PPC	336	332	339	343	343	-0,1
<i>dont Emmental</i>	252	248	255	257	253	-1,5
PPNC	243	244	243	240	251	4,3
Pâtes molles	406	405	406	400	402	0,5
<i>dont Camembert</i>	90	89	88	87	84	-3,6
Pâtes fraîches	64	70	74	69	72	3,7
Pâtes persillées	38,7	37,4	37,7	35,9	36,4	1,4
Pâtes filées	88	86	90	76	85	12,8
Poudres de lait	558	505	519	538	531	-1,3
Poudre de lait 0% MG	353	333	369	374	379	1,1
Poudre réengraissée	59	56	42	35	26	-24,5
Poudre de 1,5 à 25,9 % MG	53	26	29	37	34	-9,4
Poudre de lait >26 % MG	94	90	79	92	93	1,2
Poudre de lait infantile	142	126	137	139	147	5,6
Poudre de lactosérum	544	510	493	498	494	-0,9
Poudre de babeurre	29	27	26	29	25	-12,2
Caséines	45	46	45	43	42	-1,2

Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer *Estimations

Fabrications de produits laitiers en France



Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

*Estimations

Commerce extérieur français de produits laitiers en volume

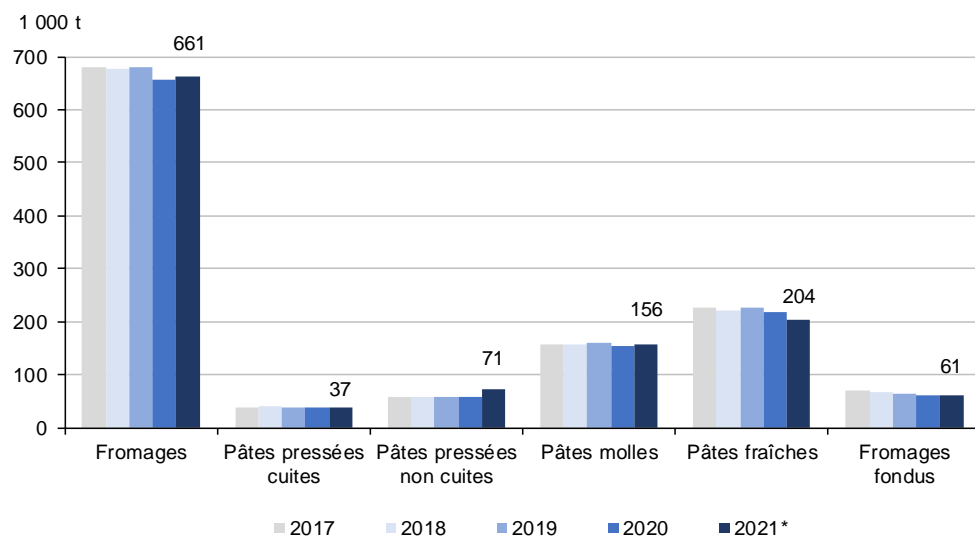
Exportations (1 000 tonnes)	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Lait liquide	809	836	740	754	542	-28,2
<i>Conditionné</i>	353	330	321	278	186	-33,1
<i>Vrac</i>	456	506	419	476	355	-25,4
Yaourts et laits fermentés	392	388	343	340	330	-2,9
<i>Yaourts</i>	208	191	155	149	206	38,1
Crème	188	164	162	176	194	10,5
<i>Conditionnée</i>	110	95	97	96	105	9,8
<i>Vrac</i>	78	70	65	80	89	11,3
Fromages	679	677	680	657	661	0,6
<i>Pâtes pressées cuites</i>	38	40	38	37	37	-0,4
<i>Pâtes pressées non cuites</i>	57	57	57	57	71	24,7
<i>Pâtes molles</i>	157	158	160	154	156	1,1
<i>Pâtes fraîches</i>	227	222	227	218	204	-6,5
<i>Fromages fondus</i>	69	66	64	62	61	-0,9
Beurre & MGLA	100	91	94	93	102	9,1
Poudre infantile	172	185	184	175	152	-12,9
Poudre de lait écrémé	229	225	272	264	262	-0,4
Poudre de lait entier	81	73	69	77	85	10,3
Poudre de lactosérum	313	298	278	273	300	9,9

Importations (1 000 tonnes)	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Lait liquide	236	170	162	135	90	-33,0
<i>Conditionné</i>	128	102	75	64	42	-34,8
<i>Vrac</i>	108	69	86	71	49	-31,3
Yaourts et laits fermentés	84	92	97	96	100	4,0
<i>Yaourts</i>	46	49	50	49	46	-5,2
Crème	163	166	171	148	160	8,1
<i>Conditionnée</i>	67	78	86	82	80	-1,9
<i>Vrac</i>	96	87	84	66	80	21,1
Fromages	350	365	381	402	536	33,3
<i>Pâtes pressées cuites</i>	51	55	58	59	55	-7,3
<i>Pâtes pressées non cuites</i>	59	61	65	66	75	13,2
<i>Pâtes molles</i>	5	6	6	6	9	33,6
<i>Pâtes fraîches</i>	105	105	112	128	139	8,3
<i>Fromages fondus</i>	35	36	37	36	58	63,5
Beurre & MGLA	217	228	220	203	209	3,0
Poudre infantile	38	42	35	40	34	-15,8
Poudre de lait écrémé	30	37	42	35	33	-3,9
Poudre de lait entier	36	39	45	39	34	-10,7
Poudre de lactosérum	74	62	68	77	100	29,2

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

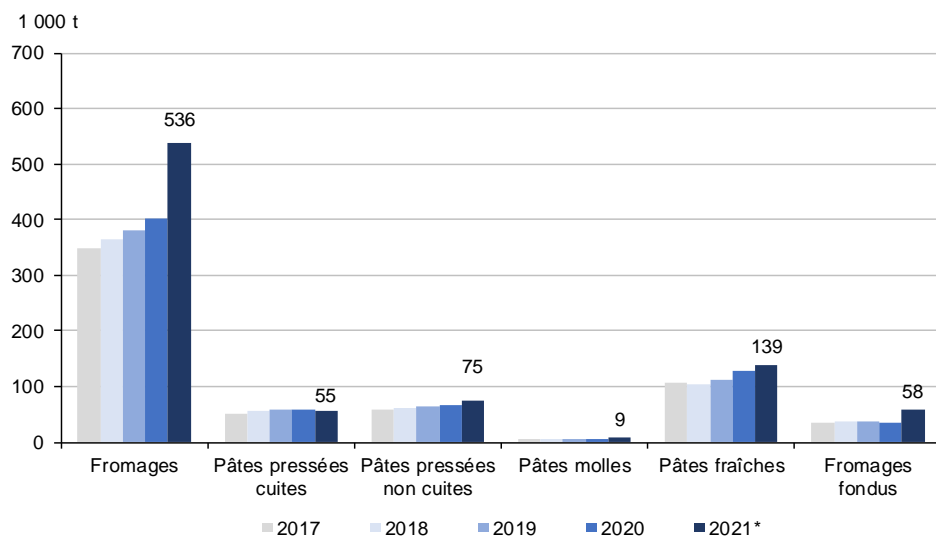
Exportations françaises de fromages



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

Importations françaises de fromages



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

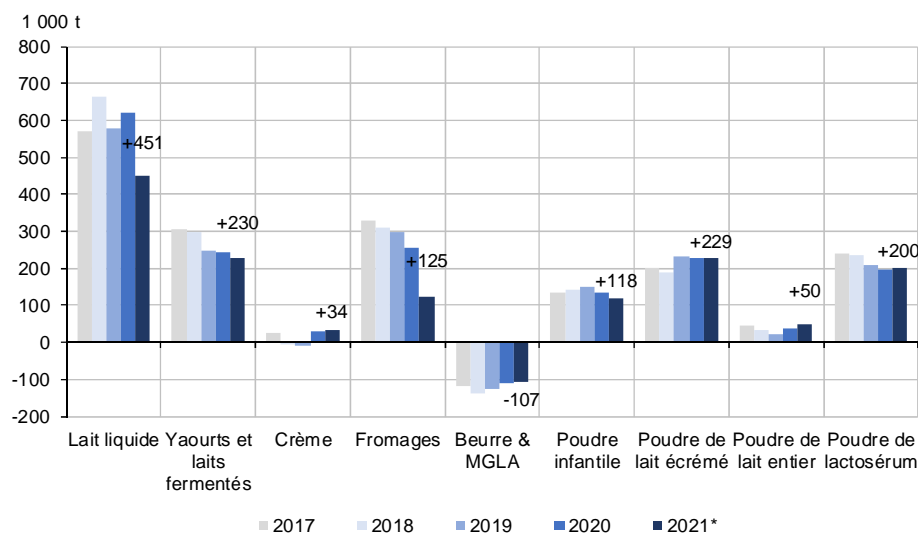
Solde du commerce extérieur de produits laitiers en volume

1 000 tonnes	2017	2018	2019	2020	2021*
Lait liquide	+572,2	+665,6	+578,1	+619,2	+451,1
<i>Conditionné</i>	+224,4	+228,9	+245,3	+214,0	+144,1
<i>Vrac</i>	+347,8	+436,7	+332,8	+405,2	+306,3
Yaourts et laits fermentés	+307,3	+296,1	+245,8	+243,5	+229,8
<i>Yaourts</i>	+162,3	+142,2	+105,5	+100,0	+159,2
Crème	+24,7	-1,5	-8,4	+27,8	+34,2
<i>Conditionnée</i>	+43,3	+16,4	+10,2	+13,9	+24,8
<i>Vrac</i>	-18,6	-17,9	-18,6	+14,0	+9,0
Fromages	+329,3	+311,5	+298,7	+254,7	+124,8
<i>Pâtes pressées cuites</i>	-12,3	-15,3	-19,3	-21,6	-17,5
<i>Pâtes pressées non cuites</i>	-2,5	-3,7	-8,4	-9,0	-3,5
<i>Pâtes molles</i>	+151,3	+151,7	+153,8	+147,9	+147,3
<i>Pâtes fraîches</i>	+121,3	+117,2	+115,5	+89,7	+65,0
<i>Fromages fondus</i>	+34,3	+29,8	+27,2	+26,3	+3,1
Beurre & MGLA	-117,0	-136,2	-126,4	-109,5	-107,2
Poudre infantile	+133,8	+142,9	+148,6	+134,4	+118,2
Poudre de lait écrémé	+199,4	+188,4	+230,6	+228,8	+229,0
Poudre de lait entier	+45,1	+33,8	+23,2	+38,3	+50,3
Poudre de lactosérum	+239,3	+235,6	+209,2	+195,6	+200,1

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

Solde du commerce extérieur de produits laitiers en volume



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

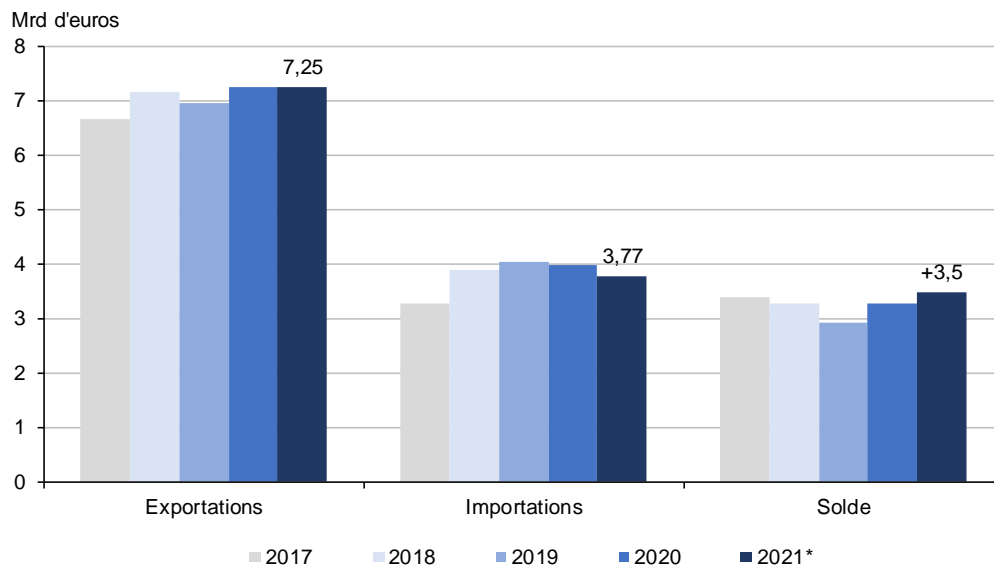
Commerce extérieur français de produits laitiers en valeur

Millions d'euros	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Exportations						
Lait liquide	376	358	341	313	317	1,1
Yaourts et laits fermentés	545	521	519	474	487	2,8
Crème	256	310	307	316	300	-4,8
Fromages	2 969	3 049	3 102	3 139	3 055	-2,7
Beurre et MGLA	377	505	508	496	442	-11,0
Poudre infantile	727	897	859	939	902	-3,9
Poudre de lait écrémé	430	456	363	547	626	14,3
Poudre de lait entier	235	262	233	230	256	11,7
Poudre de lactosérum	329	386	335	358	343	-4,1
Autres	393	399	380	434	517	19,2
Total produits laitiers	6 638	7 141	6 945	7 246	7 245	0,0
Importations						
Lait liquide	147	149	111	113	100	-11,3
Yaourts et laits fermentés	102	104	114	124	125	0,8
Crème	288	389	397	357	272	-23,9
Fromages	1 367	1 545	1 607	1 731	1 818	5,0
Beurre et MGLA	628	1 010	1 133	932	717	-23,1
Poudre infantile	141	136	162	143	193	34,6
Poudre de lait écrémé	61	62	67	86	86	-0,4
Poudre de lait entier	87	95	100	119	102	-13,9
Poudre de lactosérum	88	103	79	88	98	12,5
Autres	345	292	250	275	257	-6,6
Total produits laitiers	3 253	3 884	4 020	3 968	3 769	-5,0
Solde						
Lait liquide	+229,5	+208,5	+229,5	+200,4	+216,6	
Yaourts et laits fermentés	+442,7	+417,0	+404,2	+350,1	+362,2	
Crème	-31,6	-79,2	-89,5	-41,2	+28,7	
Fromages	+1601,4	+1504,0	+1495,0	+1407,9	+1236,6	
Beurre et MGLA	-250,8	-505,1	-625,1	-435,5	-275,4	
Poudre infantile	+586,3	+761,4	+696,6	+795,6	+709,2	
Poudre de lait écrémé	+369,5	+393,5	+295,9	+461,0	+539,8	
Poudre de lait entier	+148,6	+166,8	+133,6	+110,5	+153,9	
Poudre de lactosérum	+241,1	+283,4	+255,3	+270,6	+244,9	
Autres	+48,6	+107,2	+129,5	+158,8	+260,2	
Total produits laitiers	+3385,3	+3257,4	+2925,1	+3278,2	+3476,7	

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

Solde du commerce extérieur français de produits laitiers en valeur



*Estimations

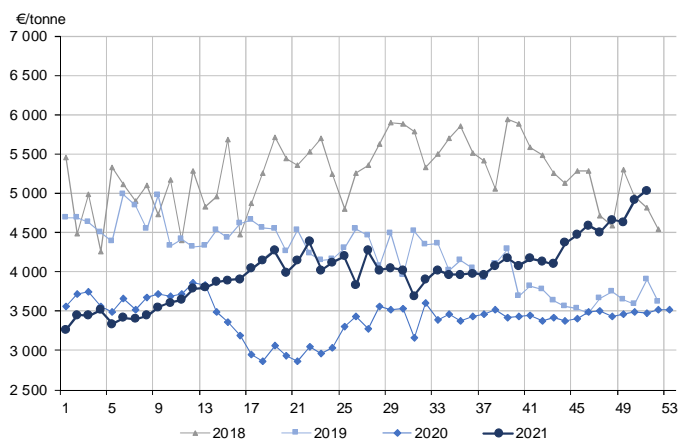
Source : FranceAgriMer d'après douane française

Cotations des produits laitiers industriels en France, moyennes annuelles

€/t	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Beurre vrac industriel facturation	4 988	5 229	4 220	3 421	4 028	17,7
Poudre 0 % MG	1 747	1 502	2 142	2 222	2 647	19,2
Poudre 26 % MG	2 922	2 770	2 973	2 787	3 305	18,6
Poudre de lactosérum	775	694	708	716	973	35,9

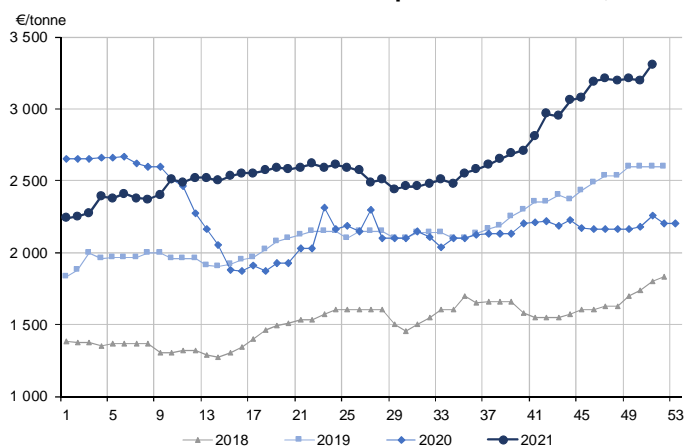
Source : FranceAgriMer et Atla

Cotation hebdomadaire du beurre vrac industriel facturation en France



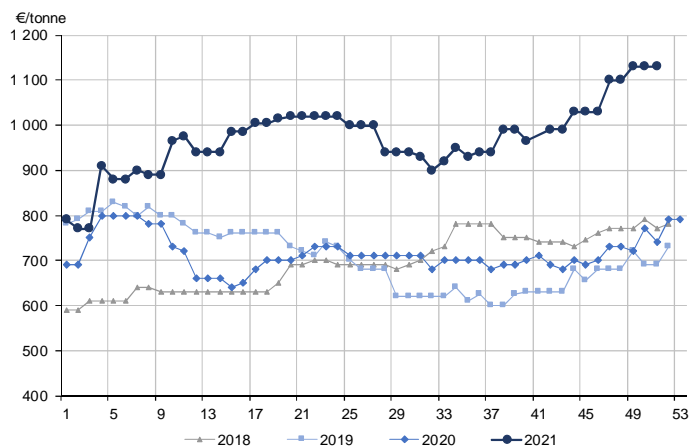
Source : FranceAgriMer

Cotation hebdomadaire de la poudre 0 % MG (consommation humaine) en France



Source : FranceAgriMer d'après Atla

Cotation hebdomadaire de la poudre de lactosérum en France



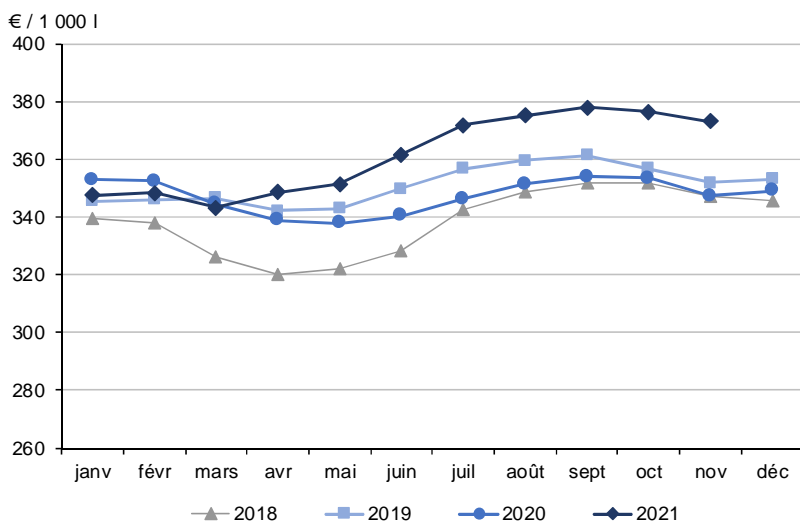
Source : FranceAgriMer d'après Atla

Prix réel du lait de vache payé aux producteurs

€/1 000 l	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Janvier	353,2	363,2	370,4	381,8	379,8	-0,5
Février	346,0	363,1	370,0	378,5	375,4	-0,8
Mars	336,0	350,3	360,0	372,9	370,2	-0,7
Avril	335,5	338,5	364,7	363,0	375,3	3,4
Mai	334,2	337,2	365,1	358,9	375,6	4,6
Juin	334,3	338,9	366,5	359,6	378,4	5,2
Juillet	350,5	350,4	368,0	363,5	386,2	6,3
Août	361,6	360,3	376,3	367,0	393,5	7,2
Septembre	376,8	374,3	387,9	379,1	400,2	5,6
Octobre	374,1	381,4	389,2	389,0	406,4	4,5
Novembre	376,8	380,8	387,7	381,9	410,5	7,5
Décembre	373,4	374,0	386,0	382,9		
Année	353,8	358,7	373,9	373,0		
Cumul 11 mois	352,0	357,3	372,8	372,1	385,8	3,7

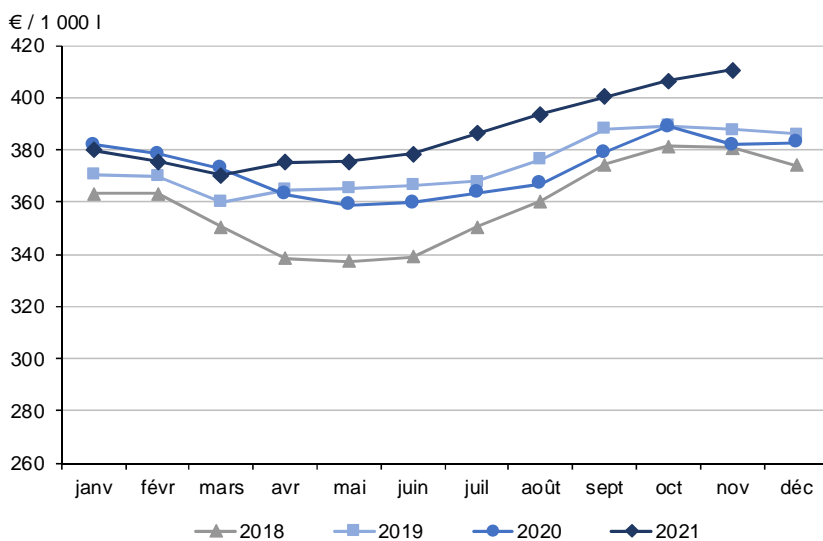
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

Prix standard du lait de vache



Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

Prix réel du lait de vache



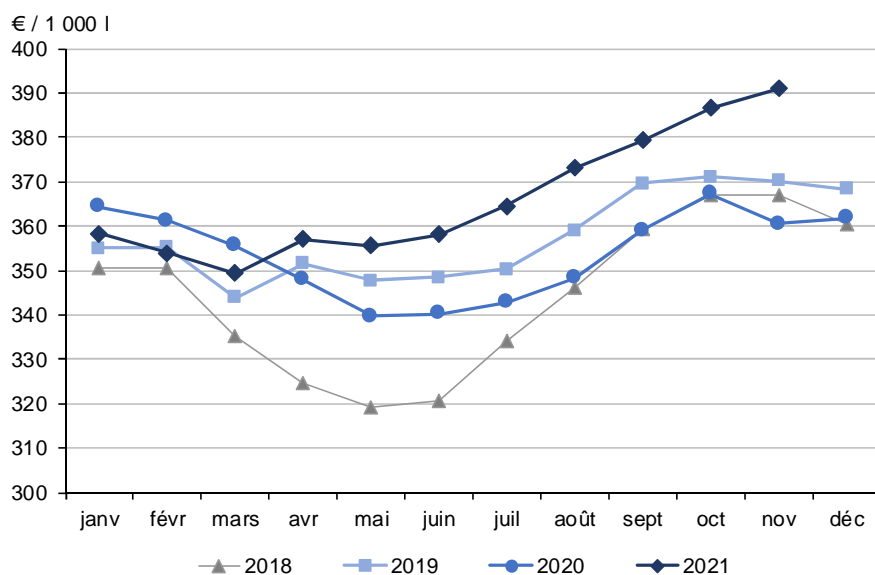
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

Prix réel du lait de vache conventionnel payé aux producteurs

€/1 000 l	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Janvier	342,7	350,7	355,1	364,4	358,3	-1,7
Février	335,1	350,5	355,2	361,3	354,0	-2,0
Mars	323,0	335,2	343,9	355,6	349,3	-1,8
Avril	323,2	324,7	351,6	347,9	357,1	2,6
Mai	321,5	319,2	347,7	339,7	355,5	4,7
Juin	320,1	320,5	348,4	340,3	358,2	5,3
Juillet	337,1	334,0	350,2	342,8	364,5	6,3
Août	349,2	346,1	359,0	348,3	373,1	7,1
Septembre	364,6	359,2	369,6	359,0	379,3	5,7
Octobre	360,6	367,0	371,0	367,3	386,5	5,2
Novembre	364,2	367,1	370,1	360,5	391,0	8,5
Décembre	360,7	360,3	368,3	361,8		
Année	341,3	344,0	357,2	353,3		
Cumul 11 mois	339,5	342,5	356,2	353,3	369,9	4,7

Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

Prix réel du lait de vache conventionnel



Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

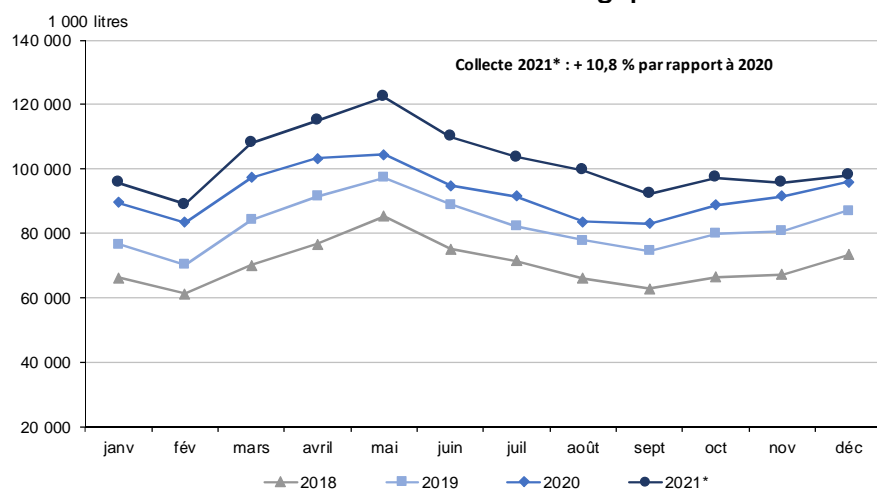
Collecte de lait de vache biologique en France

1 000 l	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Janvier	45 214	66 373	76 701	89 662	95 868	6,9
Février	40 851	61 276	70 319	83 510	89 049	6,6
Mars	49 938	70 270	84 246	97 307	108 126	11,1
Avril	57 392	76 775	91 625	103 283	115 039	11,4
Mai	60 662	85 355	97 415	104 499	122 431	17,2
Juin	54 530	75 154	89 052	94 768	110 150	16,2
Juillet	50 866	71 504	82 400	91 533	103 641	13,2
Août	50 091	66 199	77 969	83 782	99 688	19,0
Septembre	49 210	62 905	74 625	83 123	92 356	11,1
Octobre	55 617	66 518	80 007	88 873	97 397	9,6
Novembre	58 418	67 267	80 734	91 632	95 804	4,6
Décembre	63 482	73 409	87 109	95 961	98 035	2,2
Total	636 271	843 005	992 202	1 107 933	1 227 584	10,8
Cumul 11 mois	572 789	769 596	905 093	1 011 972	1 129 549	11,6

*Estimation pour le mois de décembre

Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

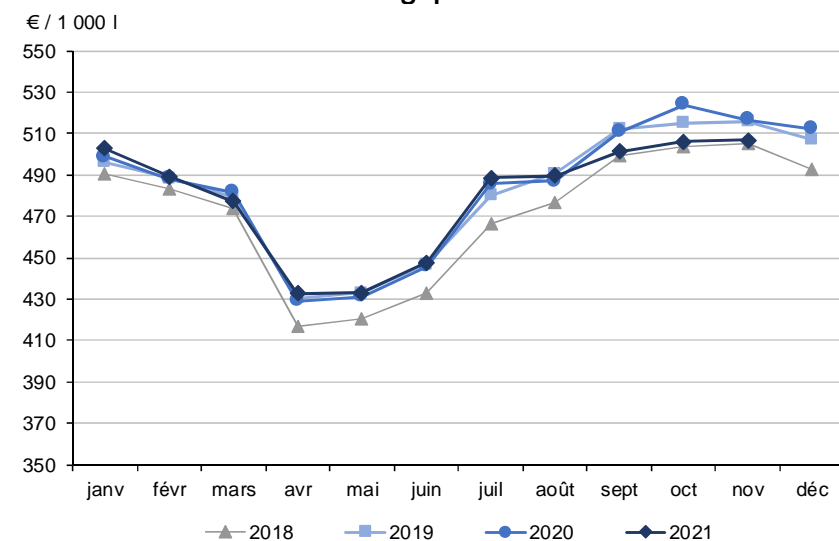
Évolution de la collecte de lait de vache biologique



*Estimation pour les mois de novembre et décembre

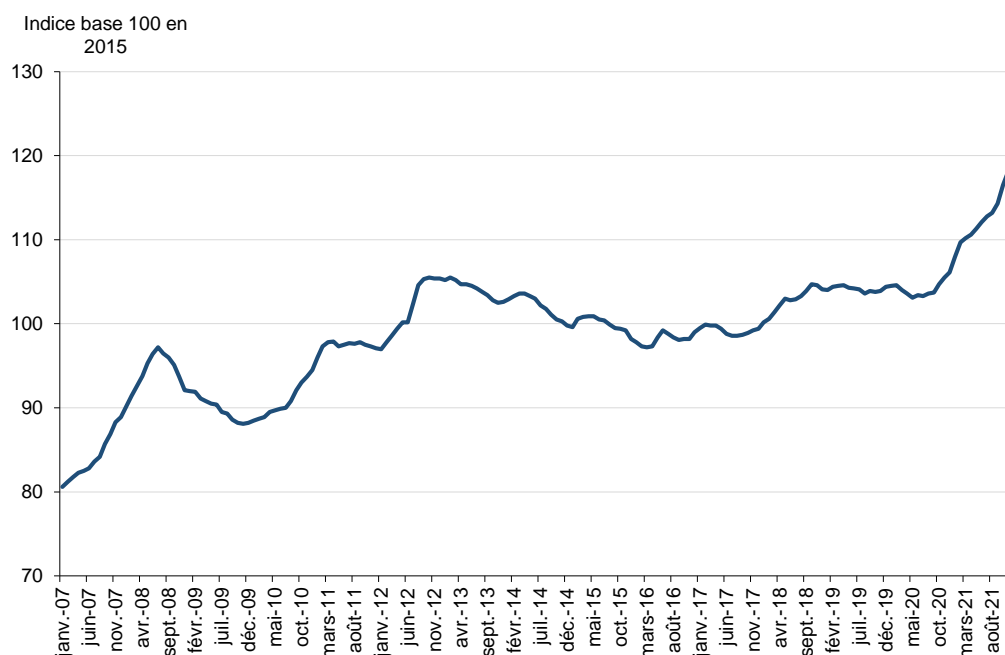
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

Prix réel du lait de vache biologique



Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

Ipampa lait de vache, indice base 100 en 2010



Source : FranceAgriMer d'après Idele

Prix d'achat des produits laitiers par les ménages français

€/kg	2017	2018	2019	2020	2021	%21/20
Produits issus de lait de vache conventionnel						
Lait liquide	0,84	0,86	0,87	0,88	0,89	1,4
Yaourt	2,00	2,04	2,10	2,13	2,21	3,7
Fromages frais UF	2,51	2,49	2,56	2,61	2,64	1,5
Desserts lactés	3,29	3,31	3,38	3,37	3,42	1,7
Fromages	8,84	9,04	9,26	9,32	9,44	2,0
Beurre	6,46	7,40	7,99	7,95	7,89	-0,6
Crème	3,21	3,37	3,54	3,59	3,59	0,1
Produits issus de lait de vache biologique						
Lait liquide	1,10	1,10	1,11	1,14	1,14	0,4
Yaourt	2,83	2,91	3,03	3,09	3,12	0,6
Fromages frais UF	4,62	4,53	4,49	4,41	4,48	1,9
Desserts lactés	5,02	4,96	5,16	5,16	5,02	-2,5
Fromages	11,99	12,29	12,79	13,41	13,50	0,8
Beurre	8,46	9,11	9,50	10,00	9,86	-1,6
Crème	5,32	5,40	5,47	5,72	5,66	-1,0

*Moyenne sur 11 mois

**Évolution calculée sur 11 mois 2021 / 11 mois 2020

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Le marché du lait de vache dans l'Union européenne

› Le cheptel de l'Union européenne s'est de nouveau légèrement replié

D'après les enquêtes de décembre, le cheptel européen a diminué de 1,0 % par rapport au cheptel recensé fin 2019. Parmi les troupeaux qui ont contribué à cette baisse, on retrouve les 3 plus gros de l'UE à 27. En effet, en Allemagne, le nombre de vaches laitières a diminué de 2,2 %. En France, l'effectif a perdu 1,0 % et en Pologne, la baisse a été de 1,9 %. En Italie, le cheptel de vaches laitières est resté stable (- 0,2 %). Aux Pays-Bas, les effectifs ont perdu 1,3 %. Très peu de pays ont échappé à cette tendance baissière. Pourtant, en Irlande (6^e troupeau européen), le nombre de vaches laitières a augmenté de 2,1 %. En Bulgarie, il a grossi de 6,7 %, mais le cheptel y est plus modeste que dans les pays précédemment cités.

Les enquêtes cheptel de mai confirment ces tendances pour bon nombre de pays. Ainsi en mai 2021, le cheptel allemand avait diminué de 2,0 % et le cheptel français de 2,1 %. En Pologne, le repli a été encore plus marqué (- 4,7 %). En Irlande, la dynamique était toujours haussière (+ 2,4 %). En revanche, les troupeaux espagnol et autrichien, qui étaient restés stables d'après les enquêtes de décembre, ont tous deux été en hausse d'après les enquêtes de mai (+ 2,2 % et + 1,6 % respectivement).

› La collecte européenne s'est maintenue, mais a fini 2021 sur une tendance baissière

Avec un total de 143 700 tonnes, la collecte totale européenne est restée stable en 2021 (+ 0,2 % par rapport à 2020). En retrait sur les deux premiers mois de l'année, les volumes collectés ont alterné entre hausses et baisses entre mars et août. En revanche, à partir de septembre, la collecte a été nettement orientée à la baisse.

Les tendances ont été diverses selon les pays membres. En effet, certains ont affiché des volumes en hausse. C'est le cas de l'Irlande où la collecte a été dynamique en 2021 : à 9 041 tonnes, les volumes ont progressé de 6,0 % par rapport à 2020. Cette hausse a été favorisée par des conditions météorologiques qui ont permis un pâturage dans des conditions correctes d'après Teagasc.ie, mais aussi par une forte hausse du prix du lait à la production, qui a plus que compensé l'augmentation des coûts de production. La complémentation aurait également été plus soutenue (+ 9,0 %). En Italie, la collecte a été également haussière (+ 5,6 %). En Pologne, la collecte a progressé, mais moins fortement (+ 0,7 %).

En revanche, à l'image de la collecte française, les collectes allemande et néerlandaise ont été orientées à la baisse. En effet, en Allemagne les volumes ont reculé de 1,7 % et aux Pays-Bas le repli a été de 2,1 %. Dans ces trois pays, les baisses du cheptel ont probablement impacté la collecte.

Les collectes biologiques ont continué leurs progressions à des rythmes similaires à ceux de 2020. En effet, en Allemagne, les volumes de lait biologique ont augmenté de 3,0 %. En Autriche et au Danemark, les collectes se sont également accrues (+ 2,2 % et + 3,1 %). En France, la hausse est plus forte et la filière connaît un déséquilibre entre l'offre et la demande. Les données dans les autres pays européens ne nous permettent pas de mettre en évidence de situation similaire au niveau de l'UE.

› Les prix à la production ont connu une hausse partout dans l'Union européenne

Le **prix moyen du lait payé aux producteurs** a connu une nette progression en 2021. En effet, en moyenne (pondérée par les volumes), il a été de **363,5 €/t, soit une hausse de 6,9 %** (et + 28,1 €/t). Cette augmentation a été perceptible partout dans l'Union européenne. Elle a été particulièrement soutenue en Irlande : avec une moyenne de 391,9 €/t, le prix du lait a connu une hausse de 17,5 % par rapport à 2020. En Belgique, le prix s'est également fortement apprécié

(+ 14,4 %), mais le prix moyen y a été plus faible qu'en Irlande (356,6 €/t). En Allemagne, premier producteur européen en termes de volume, le prix a augmenté de 9,0 % pour s'établir à 359,1 €/t (soit une hausse de 28,3 €/t). L'ordre de grandeur de la progression a été le même aux Pays-Bas (+ 8,4 %).

› Le repli de la collecte a pénalisé une partie des fabrications, mais celles de fromages et de crème sont restées en hausse

Sur 11 mois, les efforts de fabrications de produits laitiers au niveau européen se sont portés sur les fromages et la crème. À l'inverse, les productions de yaourts, de lait de consommation, de beurre et de poudres ont diminué. Ainsi :

- Les volumes de **lait de consommation** fabriqués ont légèrement reculé (- 0,6 %). En France, la diminution a été beaucoup plus nette et c'est également le cas en Allemagne, 1^{er} producteur européen. Le repli y a été de 3,6 % par rapport à 2020. En revanche, cette tendance a été atténuée au niveau européen par les dynamiques haussières en Espagne (+ 11,3 %) et en Italie (+ 8,4 %). Ces deux pays sont respectivement les 2^e et 4^e producteurs européens pour ce produit.
- La production de **yaourts** a également été en repli : notamment chez les deux premiers producteurs, l'Allemagne et la France. Les volumes ont cependant augmenté en Espagne, qui complète le podium en termes de fabrications.
- Le tonnage total de **beurre** produit (beurre et MGLA) a diminué de 2,6 % en 2021 ; si les volumes ont progressé de 5,0 % en Irlande et de 13,7 % au Danemark, ces hausses ne sont pas parvenues à compenser les tendances baissières de certains pays. Les fabrications ont notamment été en net repli en Allemagne (- 6,4 %). En France, si le volume de beurre a augmenté, ce n'est pas le cas du butteroil et MGLA. Au total, la fabrication de matières grasses laitières s'est repliée en France et pénalise le total européen.
- Les fabrications de **poudre de lait écrémé** se sont repliées de 5,8 %. Une forte diminution a eu lieu en Allemagne (- 14,9 %). En France, le repli a été plus modéré (- 0,4 %). Chez le 3^e producteur européen, la Pologne, les volumes se sont repliés de 6,3 %.
- La production de **poudre grasse** européenne a chuté de 13,4 %. Un fort repli des volumes néerlandais (- 27,1 %) explique cette baisse au niveau de l'UE à 27, même si les fabrications françaises ont également été en retrait (- 17,4 %).

À l'inverse, certains produits se sont développés :

- Les fabrications totales de **crème** ont progressé de 2,1 %, soutenues par les dynamiques en Allemagne (+ 3,1 %) mais aussi en Belgique (+ 9,3 %). À l'inverse en France, la tendance a été baissière (- 1,5 %), ainsi qu'en Espagne (- 7,1 %).
- Les volumes de **fromages** produits au niveau européen, en hausse de 2,5 %, ont été aidés par les bonnes tendances dans la plupart des pays à l'exception des Pays-Bas (- 2,4 %) et du Danemark (- 1,0 %).

› Les exportations européennes ont diminué en 2021, mais le solde des échanges est resté positif

Les exportations européennes ont diminué en 2021, à l'exception des envois de lactosérum, qui ont progressé de 3,9 %.

Les **exportations totales de beurre** ont reculé de 15,9 %. En particulier, les volumes de beurre exportés par l'Irlande ont diminué de 16,5 %. Aux Pays-Bas, les envois ont baissé de 26,6 % pour ce produit. En France, les exportations ont augmenté (+ 6,2 %). Le Royaume-Uni est la première destination pour les envois européens de beurre, et en 2021, les envois outre-manche se sont affaiblis de 26,2 %. En revanche, pour la deuxième destination, les États-Unis, les volumes exportés ont progressé de 6,5 %. Les exportations vers la Chine se sont également raffermies (+ 14,9 %). À l'inverse, les **importations de beurre** ont légèrement progressé (+ 2,8 %).

Pour la **poudre de lait écrémé**, les exportations se sont également repliées (- 3,9 %). La France est le premier exportateur européen pour ce produit et ses envois se sont améliorés de 2,9 % en volume en 2021. En revanche, pour la Belgique et l'Allemagne qui complètent ce podium, les envois de poudre maigre ont diminué (respectivement - 6,0 % et - 16,1 %). La principale destination impactée par la baisse des exportations européennes pour ce produit est l'Algérie (- 22,4 %). Les envois vers l'Égypte se sont également repliés (- 19,4 %). Les importations de poudre de lait écrémé ont quant à elles reculé de 19,3 % en 2021.

Les envois **européens de poudre grasse** ont perdu 12,9 % en 2021 par rapport à 2020, en lien notamment avec une baisse des exportations néerlandaises (- 6,8 %), premier exportateur de l'UE pour ce produit. Les volumes envoyés ont aussi baissé depuis la Belgique (- 48,3 %), ainsi que depuis l'Irlande (- 31,9 %). Les importations européennes de poudre grasse ont diminué de 60,2 % en 2021.

Les exportations **de fromages** se sont repliées de 1,8 % à l'échelle européenne, notamment à cause des baisses des volumes envoyés par l'Allemagne (- 6,0 %) et par la France (- 4,5 %). Les Pays-Bas ont augmenté leurs exportations de fromages de 2,0 %. Les importations de fromages ayant également diminué (- 9,8 %), le solde est resté stable en 2021.

Les exportations **de poudre infantile** se sont repliées de 16,5 %. La plupart des destinations habituelles ont été concernées par cette diminution, et notamment la Chine, vers laquelle les envois européens ont diminué de 23,9 %.

Les envois **de lactosérum** ont quant à eux augmenté. Ils ont notamment progressé en France (+ 25,5 %) qui est le pays de l'UE qui totalise le plus de volumes de lactosérum exportés en 2021. Les envois allemands ont également progressé (+ 9,9 %). Les exportations vers la Chine se sont maintenues au même niveau qu'en 2020, tandis que ceux vers l'Indonésie ont nettement bondi de 35,6 %.

› Les prix des produits industriels ont connu une hausse en 2021

En moyenne sur 2021, le prix du beurre industriel s'est établi à 4 166 €/t, soit une augmentation de 23,7 % et de près de 800 €/t. Tout comme sur le marché français, le prix du beurre européen a connu une première période de croissance lente sur le premier semestre, puis une seconde plus rapide et plus forte qui s'est initiée au milieu de l'été. Il a atteint les 5 533 €/t en fin d'année 2021, un niveau qui n'avait plus été atteint depuis l'été 2018.

Le prix de la poudre de lait écrémé a également connu une forte progression en 2021. En moyenne à 2 609 €/t, le prix a augmenté de 17,8 % soit de presque 400 €/t. En fin d'année, le prix de la poudre maigre a atteint 3 297 €/t.

Ces hausses des cours ont été aidées par la demande, alors même que la collecte mondiale est à la peine. La baisse des fabrications européennes pour ces produits ont participé à la tension sur les prix.

Cheptel de vaches laitières dans les principaux pays de l'Union européenne

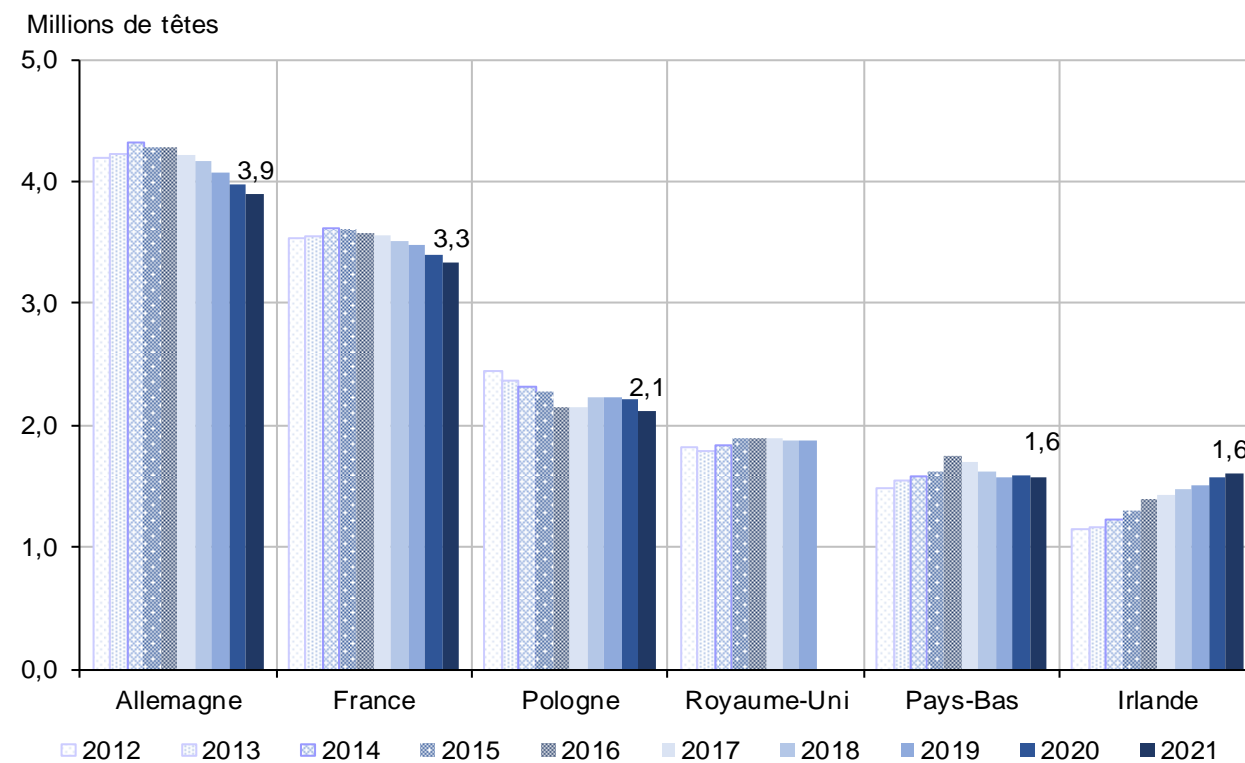
Enquêtes de mai

1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021	%21/20
Allemagne	4 214	4 167	4 067	3 969	3 892	-2,0
France	3 552	3 512	3 471	3 403	3 331	-2,1
Pologne	2 154	2 233	2 221	2 218	2 113	-4,7
Royaume-Uni	1 891	1 883	1 871			
Italie	1 907	1 904	1 840	1 844	1 852	0,4
Pays-Bas	1 694	1 622	1 578	1 593	1 571	-1,4
Irlande	1 433	1 481	1 505	1 568	1 605	2,4
Roumanie	1 184	1 184	1 162	1 145	1 133	-1,0
Espagne	825	825	815	810	828	2,2
Danemark	570	575	567	567	565	-0,4
Autriche	540	538	525	523	531	1,6
Belgique	521	532	536	544	539	-1,1
Suède	322	319	306	303	302	-0,5

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Cheptel de vaches laitières dans les principaux pays de l'Union européenne

Enquêtes de mai



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

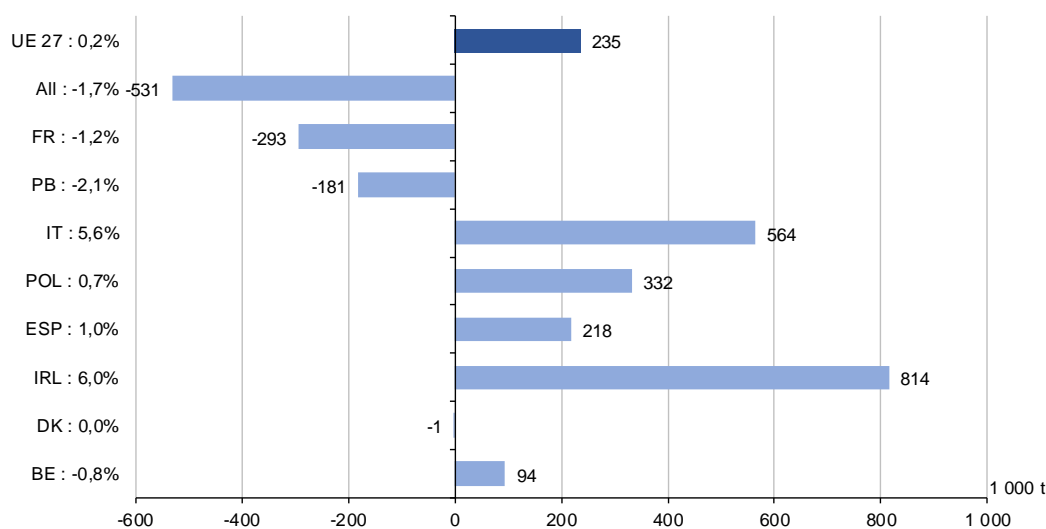
Collecte annuelle de lait de vache dans l'Union européenne

1 000 t	2018	2019	2020	2020	2021*	% 21*/20
Allemagne	31 717	31 747	31 737	31 737	31 206	-1,7
Autriche	3 183	3 140	3 128	3 128	3 142	0,5
Belgique	4 179	4 288	4 419	4 419	4 382	-0,8
Danemark	5 615	5 615	5 651	5 651	5 650	0,0
Espagne	7 121	7 265	7 407	7 407	7 483	1,0
Finlande	2 354	2 330	2 355	2 355	2 272	-3,5
France	24 525	24 507	24 512	24 512	24 218	-1,2
Grèce	620	631	650	650	660	1,5
Irlande	7 810	8 227	8 527	8 527	9 041	6,0
Italie	12 071	11 965	11 861	11 861	12 529	5,6
Luxembourg	395	409	434	434	439	1,1
Pays-Bas	13 881	13 802	13 920	13 920	13 621	-2,1
Portugal	1 894	1 892	1 914	1 914	1 912	-0,1
Royaume-Uni	15 188	15 428	15 367			
Suède	2 760	2 704	2 765	2 765	2 791	0,9
Chypre	228	239	271	271	301	11,2
Estonie	748	763	786	786	797	1,5
Hongrie	1 535	1 576	1 621	1 621	1 728	6,6
Lettonie	781	785	789	789	812	3,0
Lituanie	1 367	1 358	1 356	1 356	1 344	-0,9
Malte	40	42	43	43	40	-7,2
Pologne	11 946	12 175	12 423	12 423	12 507	0,7
Rép. tchèque	3 033	3 074	3 183	3 183	3 123	-1,9
Slovaquie	818	815	831	831	822	-1,1
Slovénie	571	564	579	579	590	2,0
Bulgarie	649	659	692	692	683	-1,4
Roumanie	1 109	1 122	1 132	1 132	1 129	-0,3
Croatie	453	436	433	433	430	-0,6
UE 27/28	156 591	157 557	158 785	143 418	143 653	0,2

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

Évolution de la collecte de lait de vache dans l'Union européenne en 2021* (par rapport à 2020)



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

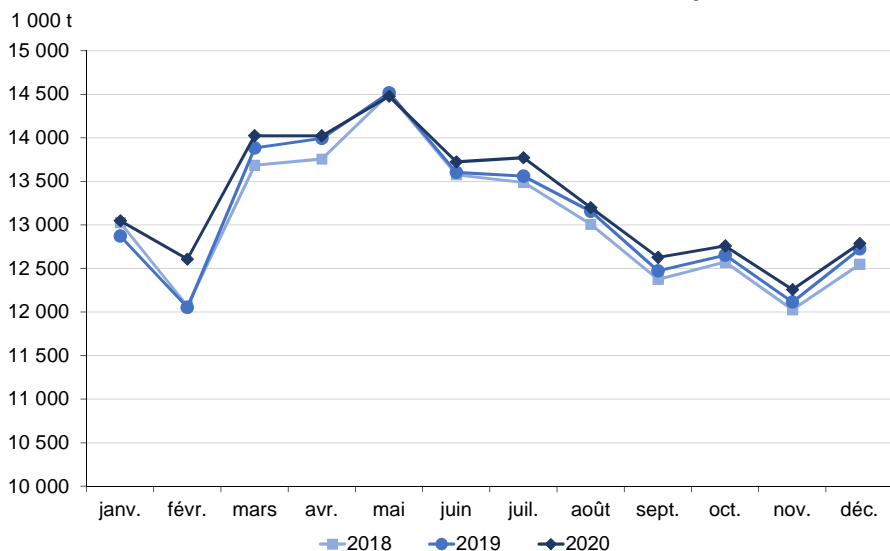
Collecte laitière et fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne

1 000 tonnes	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Collecte	151 584	155 258	156 591	143 418	143 653	0,2
Beurre	2 143	2 176	2 261	2 132	2 077	-2,6
Crème	2 743	2 664	2 725	2 412	2 463	2,1
Poudre de lait écrémé	1 620	1 600	1 590	1 529	1 440	-5,8
Poudre grasse	707	668	672	659	570	-13,4
Fromages	9 258	9 340	9 326	9 032	9 256	2,5
Lait de consommation	30 361	29 664	28 644	23 035	22 892	-0,6

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

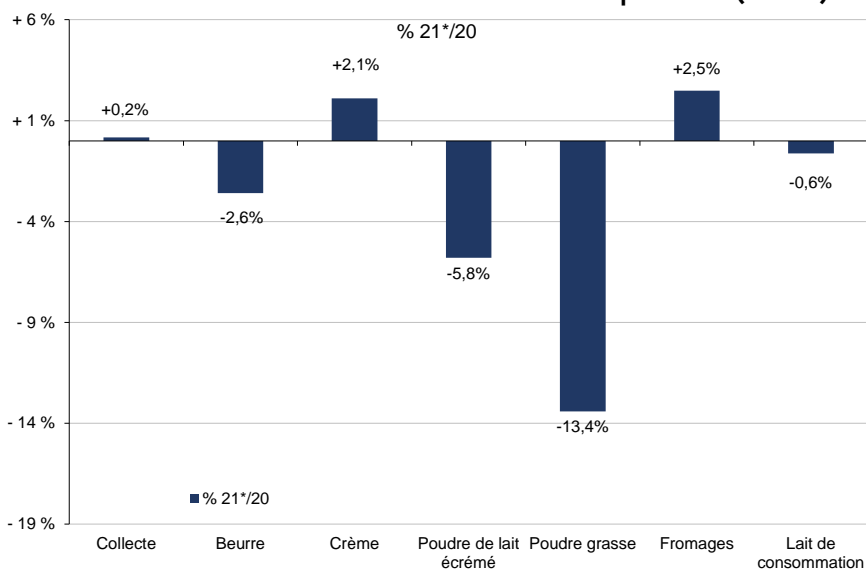
Collecte mensuelle de lait de vache dans l'Union européenne à 28



Novembre et décembre 2020 estimés

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

Évolution de la collecte et des fabrications européennes (UE 27) de produits laitiers



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

Fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne par catégorie

Beurre

1 000 tonnes	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Allemagne	497	484	497	504	472	-6,4
France	402	412	404	404	399	-1,2
Irlande	224	238	251	264	277	5,0
Pologne	213	222	225	243	230	-5,3
Pays-Bas	149	154	136	133	137	-3,6
UE 28/27	2 143	2 176	2 261	2 132	2 077	-2,6

Crème

1 000 tonnes	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Allemagne	578	552	554	529	545	3,1
France	471	465	478	496	489	-1,5
Espagne	123	107	134	169	157	-7,1
Belgique	235	246	254	232	254	9,3
Pologne	265	262	255	259	260	0,4
UE 28/27	2 783	2 664	2 725	2 412	2 463	2,1

Poudre de lait écrémé

1 000 tonnes	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
France	411	389	411	409	407	-0,4
Allemagne	430	414	393	414	352	-14,9
Belgique	154	170	162	155	161	4,3
Pologne	145	164	157	165	154	-6,3
Irlande	120	134	134	132	132	-0,7
UE 28/27	1 620	1 600	1 590	1 529	1 440	-5,8

Poudre grasse

1 000 tonnes	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Pays-Bas	164	184	161	178	129	-27,1
Allemagne	128	135	143	134	117	-3,7
France	142	147	116	108	107	-17,4
Danemark	82	85	71	77	74	6,7
Belgique	37	56	56	55	45	-35,3
UE 28/27	671	707	668	672	570	-13,4

Fromages (y.c. fromages blancs)

1 000 tonnes	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Allemagne	2 304	2 339	2 388	2 440	2 473	1,4
France	1 718	1 704	1 697	1 671	1 732	3,6
Italie	1 129	1 170	1 111	1 134	1 200	5,8
Pays-Bas	874	879	897	970	947	-2,4
Pologne	849	865	879	907	939	3,6
UE 28/27	9 258	9 340	9 326	9 032	9 256	2,5

Lait de consommation

1 000 tonnes	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Pologne	1 733	1 777	1 892	1 981	1 955	-1,4
Allemagne	4 743	4 646	4 523	4 554	4 390	-3,6
Espagne	3 608	3 257	3 135	3 574	3 978	11,3
France	3 312	3 197	3 068	3 130	2 828	-9,7
Italie	2 459	2 470	2 299	2 307	2 501	8,4
UE 28/27	30 361	29 664	28 644	23 035	22 892	-0,6

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

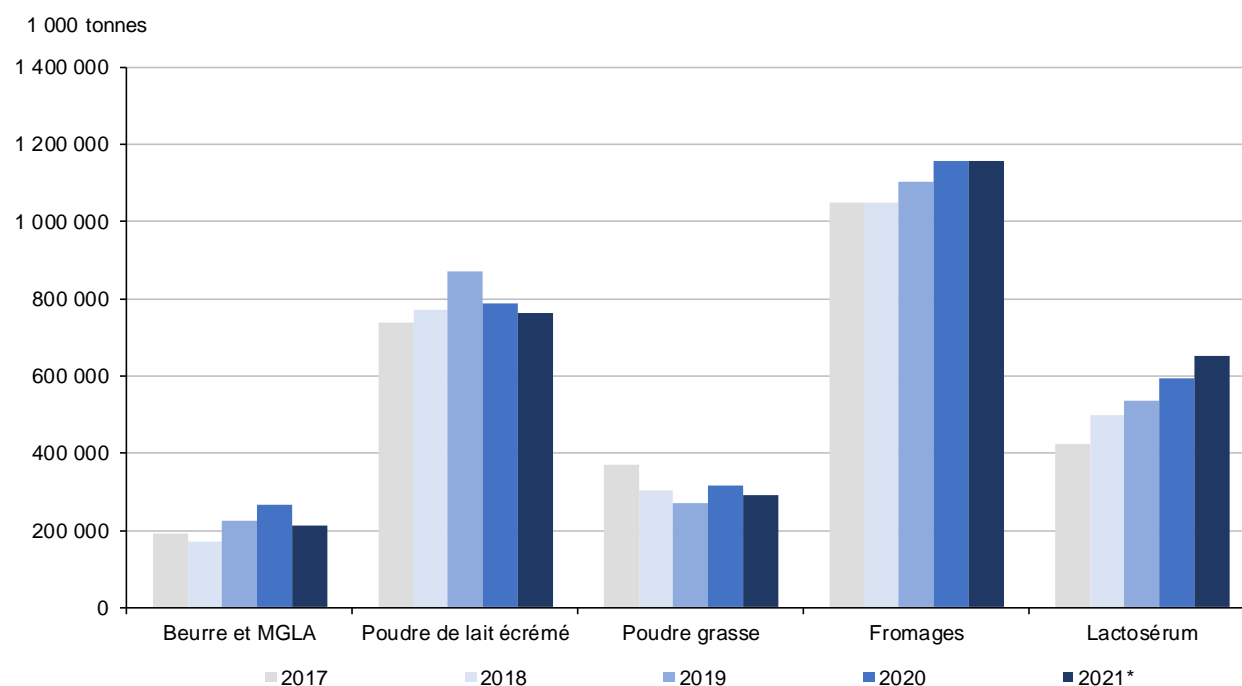
Commerce extérieur de produits laitiers de l'Union européenne avec les pays tiers

Tonnes	2017	2018	2019	2020	2021*	%21*/20
EXPORTATIONS						
Beurre et MGLA	256 990	248 844	304 910	321 461	270 221	-15,9
Poudre de lait écrémé	795 478	827 415	946 754	832 466	799 854	-3,9
Poudre grasse	404 289	346 808	315 868	345 317	300 652	-12,9
Fromages	1 288 749	1 292 726	1 361 926	1 418 193	1 393 199	-1,8
Lactosérum	613 640	650 506	674 095	729 922	758 195	3,9
IMPORTATIONS						
Beurre et MGLA	66 656	79 835	79 849	57 246	58 845	2,8
Poudre de lait écrémé	59 112	55 166	77 670	45 794	36 952	-19,3
Poudre grasse	34 583	43 975	43 489	27 848	11 076	-60,2
Fromages	240 800	244 626	258 541	262 559	236 809	-9,8
Lactosérum	191 840	153 746	138 446	137 192	109 141	-20,4
SOLDE						
Beurre et MGLA	+190 334	+169 010	+225 061	+264 215	+211 376	
Poudre de lait écrémé	+736 366	+772 248	+869 084	+786 672	+762 902	
Poudre grasse	+369 707	+302 833	+272 380	+317 470	+289 576	
Fromages	+1 047 948	+1 048 099	+1 103 385	+1 155 634	+1 156 389	
Lactosérum	+421 800	+496 760	+535 649	+592 730	+649 055	

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes

Solde du commerce extérieur de produits laitiers de l'Union européenne avec les pays tiers



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes

Prix moyen du lait payé aux producteurs
Moyenne annuelle pondérée par les collectes mensuelles, taux réel

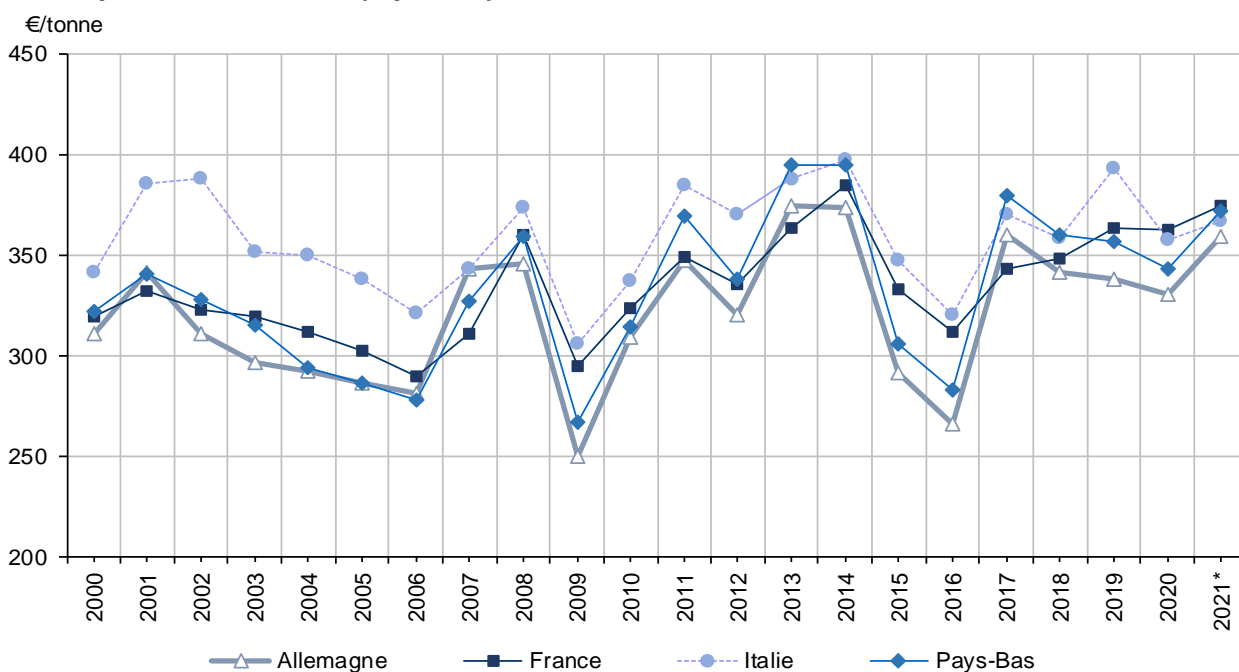
€/tonne	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21/20**
Allemagne	359,8	341,4	338,2	330,8	359,1	9,0
Autriche	372,9	369,5	370,0	377,4	392,5	4,9
Belgique	350,3	321,3	330,3	312,8	356,6	14,4
Danemark	368,8	359,6	341,8	348,1	373,0	6,9
Espagne	309,4	312,2	318,4	322,1	330,5	2,8
France	343,4	348,2	363,0	362,1	374,7	3,7
Irlande	356,3	339,8	329,5	335,0	391,9	17,5
Italie	370,1	358,5	393,1	357,9	367,1	2,6
Pays-Bas	379,2	360,1	356,6	343,2	372,2	8,4
Royaume-Uni	317,8	322,8	320,3	311,7		
Hongrie	304,5	297,7	309,9	300,3	313,1	4,5
Pologne	323,3	319,4	316,8	315,0	338,8	8,5
République tchèque	315,7	324,7	335,3	315,7	340,5	8,1
Bulgarie	304,1	299,4	304,2	315,6	330,1	4,8
Roumanie	289,8	299,6	303,3	311,5	319,9	3,1
UE 28/27	348,0	340,5	344,9	335,4	363,5	6,9

*Moyenne calculée sur 11 mois

**Évolution calculée sur 11 mois

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix moyen annuel du lait payé aux producteurs**

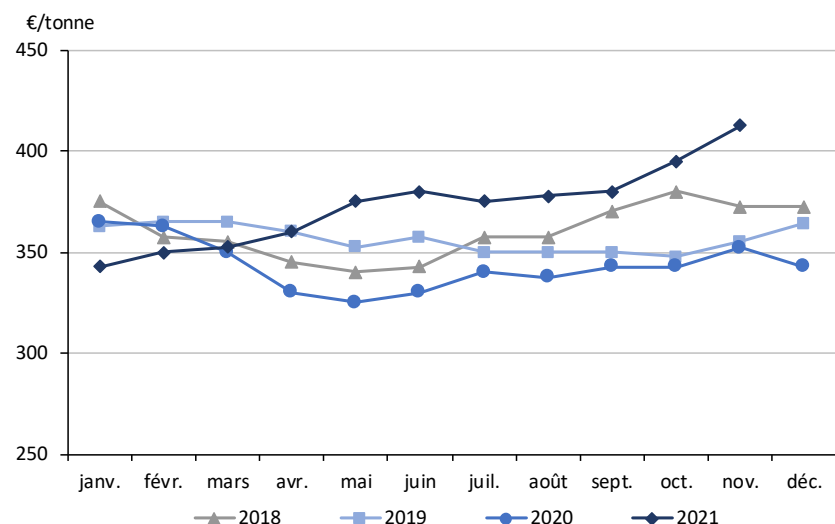


*Moyenne calculée sur 11 mois

**Moyenne pondérée par les collectes mensuelles de chaque État membre

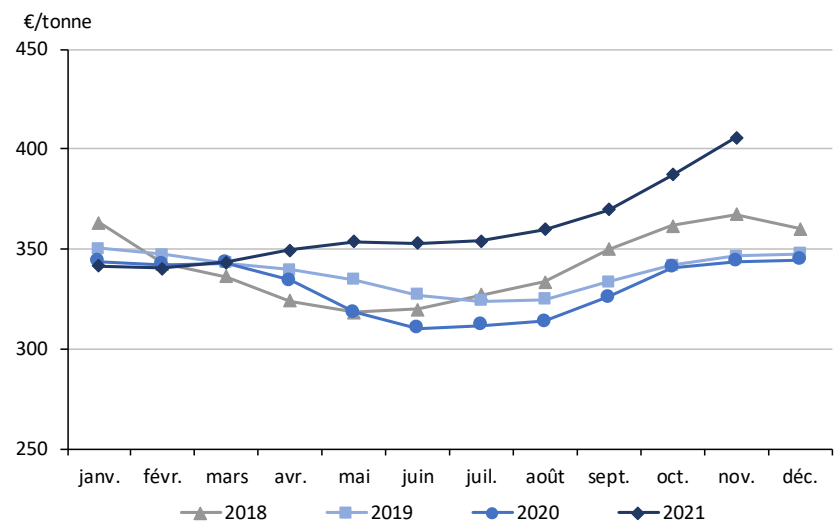
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) aux Pays-Bas



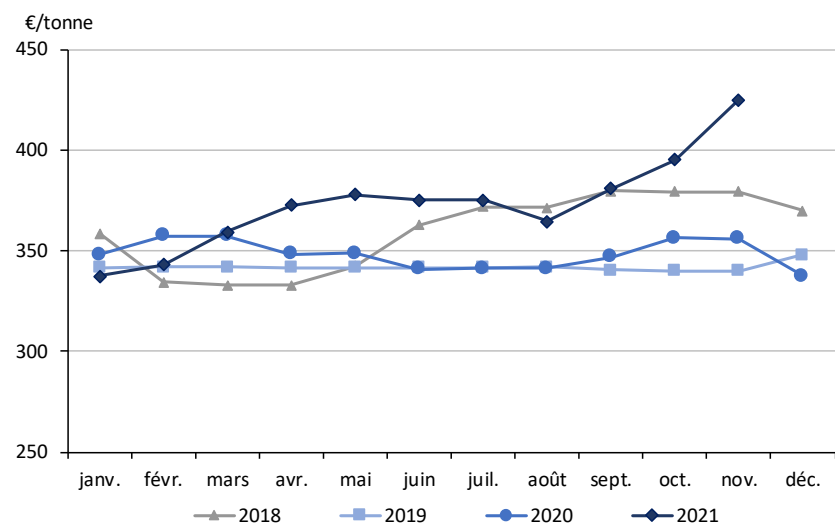
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Allemagne



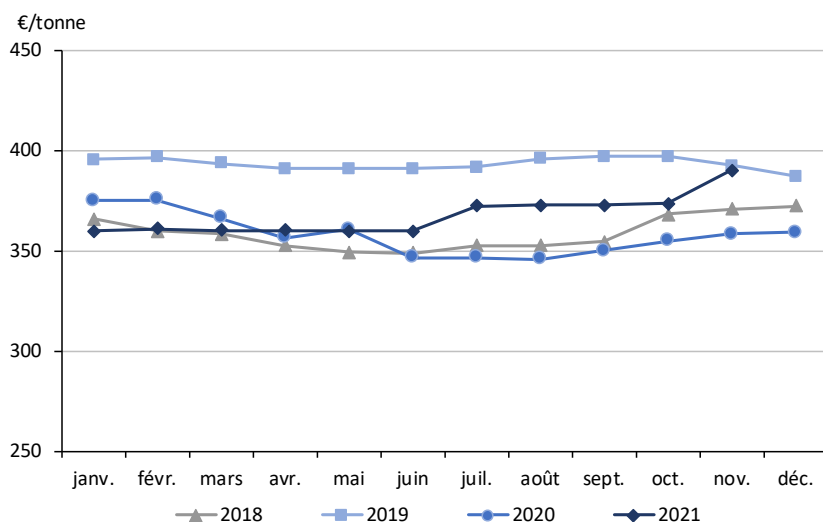
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) au Danemark



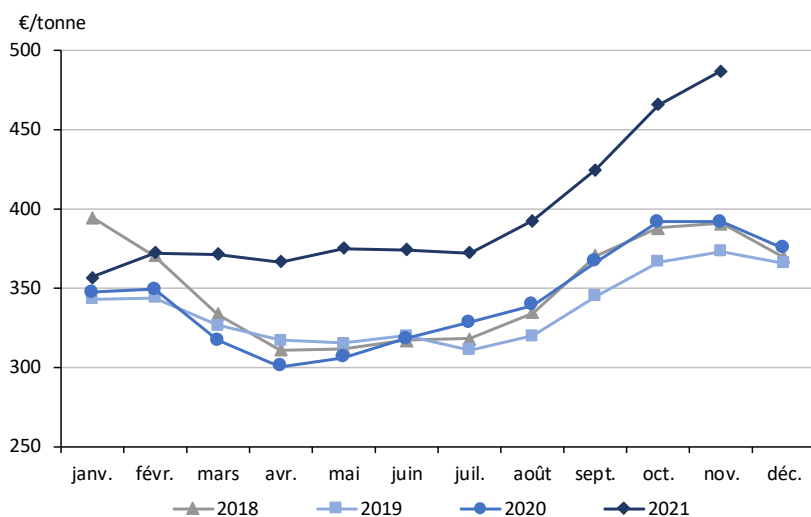
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Italie



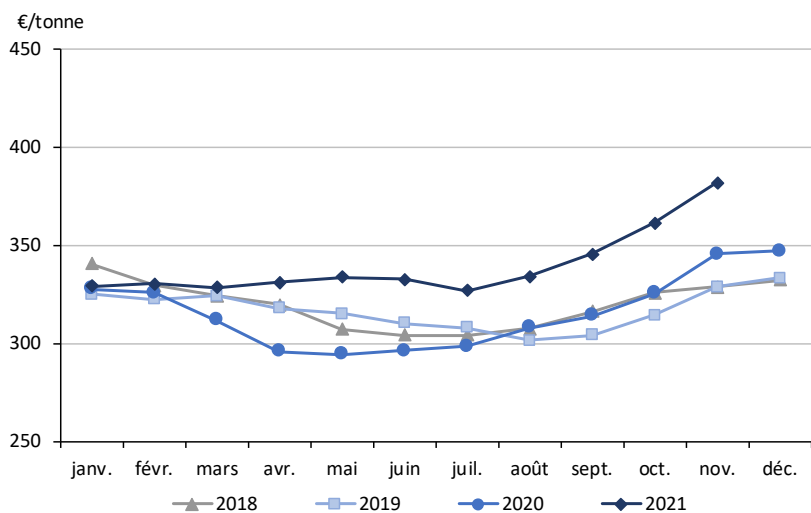
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Irlande



Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Pologne



Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

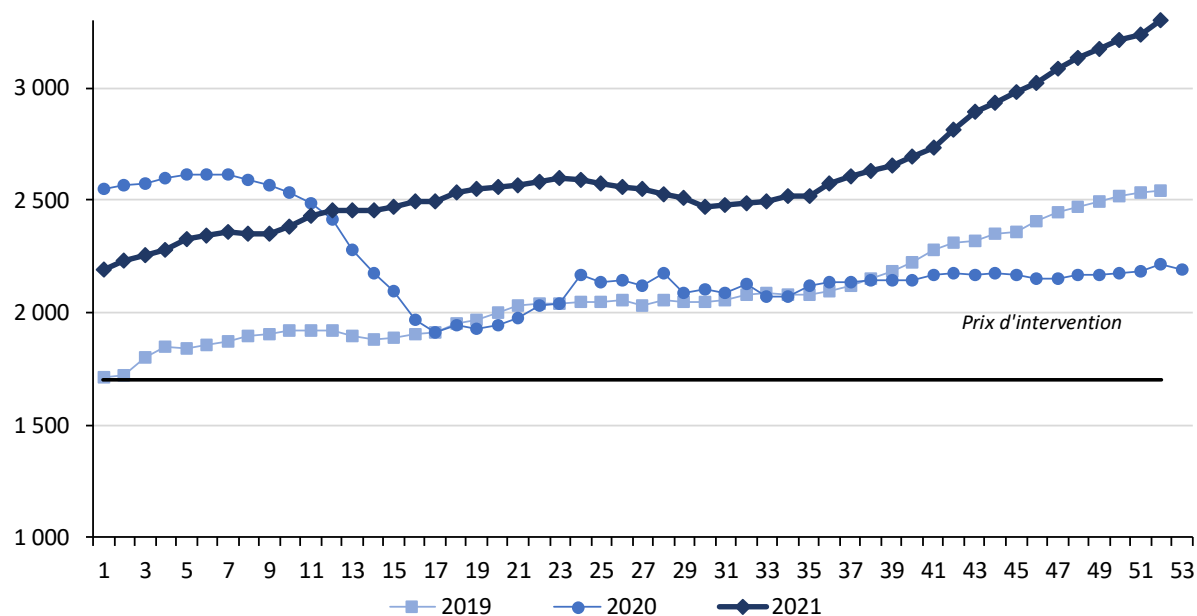
Cotations européennes (UE à 27, hors Royaume-Uni) des produits industriels

€/tonne	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Beurre	5 058,1	5 026,8	3 933,9	3 367,4	4 165,8	23,7
Poudre 0 %	1 780,7	1 486,5	2 081,9	2 214,8	2 608,6	17,8
Poudre 26 %	2 916,3	2 699,1	2 905,2	2 793,0	3 255,6	16,6
Poudre de lactosérum	822,7	714,0	755,9	748,7	967,0	29,2
Gouda	3 301,1	3 098,1	3 130,1	3 177,6	3 327,8	4,7
Cheddar	3 228,1	3 172,1	3 029,6	3 034,8	3 179,4	4,8
Edam	3 331,1	3 025,2	3 095,5	3 120,9	3 328,7	6,7

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Évolution du prix de la poudre de lait écrémé dans l'Union européenne à 27

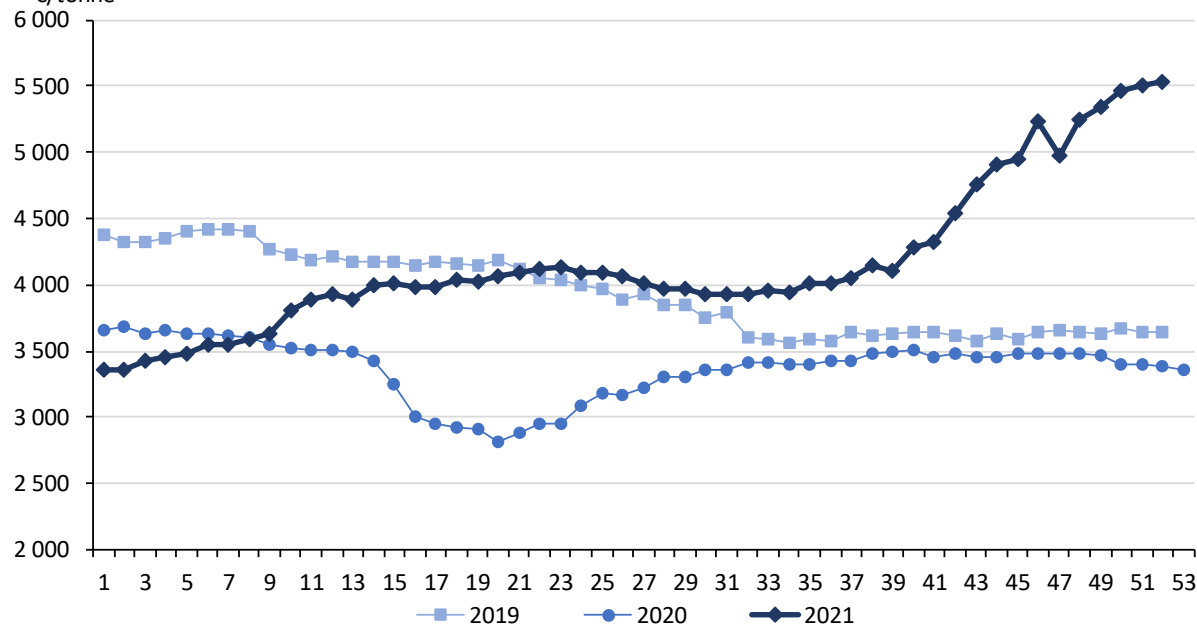
€/tonne



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Évolution du prix du beurre dans l'Union européenne à 27

€/tonne



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Le marché mondial du lait de vache

› La collecte mondiale a augmenté en 2021, tirée par les bons résultats du 1^{er} semestre

La collecte mondiale, estimée par le cumul des volumes des principaux producteurs (Nouvelle-Zélande, Australie, États-Unis, UE27 et Argentine), a globalement progressé en 2021. En effet, elle affiche une hausse de 0,8 %. En revanche, deux dynamiques se sont opposées au cours de l'année.

Au premier semestre, la collecte mondiale a progressé de 1,9 %. Sur cette période, la collecte aux États-Unis a été très dynamique (+ 2,9 %), soutenue par un cheptel en hausse. En effet, en moyenne l'effectif de vaches a connu une hausse de 1,2 % sur le premier semestre. Dans le même temps, les volumes collectés en Nouvelle-Zélande ont augmenté de 6,2 %, aidés par des conditions météorologiques favorables et un cheptel en légère hausse.

En revanche, à partir de l'été, la collecte s'est essouffée aux États-Unis ; elle a tout juste été stable sur août-octobre 2021 par rapport à août-octobre 2020. Le cheptel laitier a moins progressé à partir d'août 2021, et la tendance s'est même orientée à la baisse en octobre et novembre. C'est aussi à partir du mois d'août que les volumes ont diminué en Nouvelle-Zélande. Il est possible que les conditions météorologiques, avec un froid et une pluviométrie défavorables à la production laitière, aient impacté les volumes. Ainsi, sur août-novembre, la collecte néo-zélandaise a perdu 3,3 % par rapport à la même période de 2020. Sur cette période, les volumes ont continué leur progression en Argentine, mais ils n'ont pas suffi à compenser les baisses des autres zones productrices. Ainsi, dès septembre, la collecte mondiale est passée sous ses niveaux de 2020.

Sur l'année, la hausse des volumes de la collecte américaine a permis une augmentation des fabrications aux États-Unis. En effet, la production de fromages y a progressé de 3,2 %. Les volumes produits ont augmenté sur tous les mois de l'année 2021 par rapport aux mêmes mois de 2020. La production de poudre de lait écrémé a été en hausse de 8,9 % mais essentiellement grâce aux fortes évolutions de début d'année. Les volumes de poudre maigre produits se sont orientés à la baisse à partir de juillet. Les volumes de beurre ont été en repli quasiment chaque mois de l'année et au total, la baisse a été de 1,9 %.

› Les exportations mondiales ont été tirées par la demande chinoise

Les exportations américaines ont augmenté en 2021. En particulier pour le beurre, les volumes envoyés ont plus que doublé (+ 132,8 %). Les exportations de beurre ont ainsi retrouvé leur niveau de 2018. Les envois ont augmenté vers le Canada (+ 76,8 %), mais aussi vers la Chine (+ 601,2 %) et Bahreïn (+ 558,4 %). Les envois ont été soutenus sur toute l'année 2021. Les envois de fromages ont également progressé (+ 13,3 %), grâce à un renforcement des exportations vers le Mexique (+ 12,4 %), mais aussi vers le Japon (+ 13,0 %), le Chili (+ 35,5 %) et le Canada (+ 34,1 %). Les envois de poudre de lait écrémé ont progressé de 10,6 % en 2021. S'ils se sont repliés vers l'Indonésie (- 19,6 %), les volumes envoyés ont grossi de 17,6 % vers le Mexique, de 36,2 % vers le Vietnam et de 99,8 % vers la Chine. Les exportations américaines de poudre grasse sont quant à elles restées stables sur l'année.

À l'inverse, les exportations néo-zélandaises ont été en retrait par rapport à 2020, à l'exception des envois de fromages et de poudre grasse. Les tonnages de beurre exportés se sont repliés de 7,8 %. Toutes les destinations ont été concernées, à l'exception de la 1^{ère} en volume, la Chine (+ 14,6 %), ainsi que le Vietnam (+ 16,9 %). Ainsi les envois vers l'Australie ont diminué de 12,6 %, ceux vers les Philippines ont perdu 10,3 % et ceux vers l'Arabie Saoudite ont baissé de 11,0 %. Les volumes de

poudre de lait écrémé exportés par la Nouvelle-Zélande se sont repliés de 7,0 %. Pour ce produit également, toutes les destinations sont impactées sauf la Chine. En effet, les envois de poudre de lait écrémé depuis la Nouvelle-Zélande vers la Chine ont grossi de 23,1 % en 2021. Cette dernière a également tiré à la hausse les exportations de poudre grasse : + 7,2 % au total et + 34,6 % vers la Chine. Les volumes de fromages exportés ont quant à eux augmenté de 13,8 % et pour ce produit aussi, les envois vers la Chine ont été particulièrement renforcés (+ 32,8 %).

Les exportations australiennes auront été en hausse pour tous les produits. Les envois de beurre ont grossi de 42,5 %, portés ici encore par les volumes à destination de la Chine (+ 78,7 %), mais également par ceux à destinations d'autres pays asiatiques : + 47,9 % vers Singapour, + 52,0 % vers la Malaisie, + 135,2 % vers les Philippines et + 58,0 % vers Hong Kong. Les envois de poudre de lait écrémé ont augmenté de 19,3 % par rapport à 2020. Les volumes exportés vers la Chine ont progressé de 50,5 % et de 29,1 % vers Singapour. Les exportations de fromages ont grossi de 3,5 %, portées une fois de plus par la Chine (+ 53,1 %). Le Japon, qui est le premier client de l'Australie pour cette famille de produits, a vu ses achats diminuer de 13,4 % en 2021.

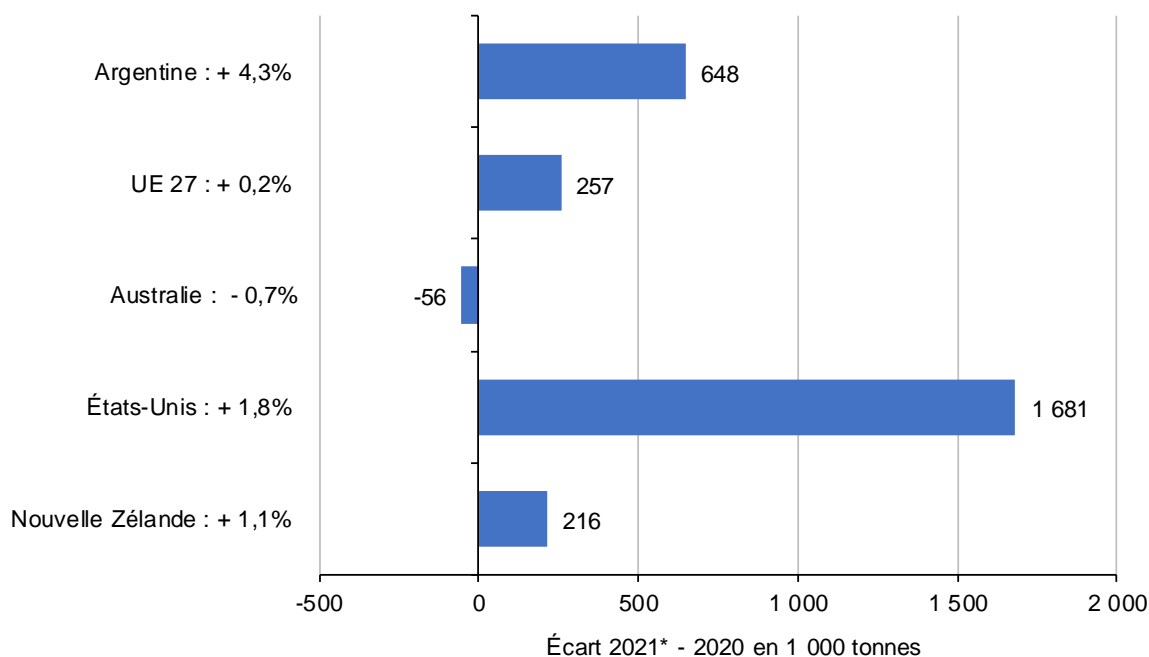
Au total, la Chine aura accru ses importations de matières grasses de 10,0 %, celles de poudre de lait écrémé de 26,9 %, celles de poudre grasse de 31,9 % et celles de lactosérum de 15,3 %, tandis que celles de lait infantiles ont reculé de 21,9 %. Pour tous les produits en hausse, les niveaux d'importations ont été supérieurs à ceux des années pré-pandémie de la Covid-19. Les fortes progressions de 2021 par rapport à 2020 ne sont donc pas uniquement dues à un retour à un niveau d'avant pandémie. La demande chinoise était d'ailleurs restée relativement robuste en 2020 malgré les difficultés logistiques.

› Les prix mondiaux ont augmenté, conséquence des disponibilités réduites

La part croissante qu'a pris la Chine dans les envois des principaux pays exportateurs, laissant moins de disponibilités pour les autres pays importateurs, cumulée à la baisse de la collecte dans ces mêmes zones à partir d'août a créé une tension sur l'offre et a permis une augmentation des prix mondiaux des produits laitiers. En effet, les hausses de prix visibles à l'échelle de la France et de l'Union européenne l'ont également été à l'échelle mondiale. En Océanie, le prix FOB du beurre a augmenté de 27,1 % en moyenne en 2021. Sur la même zone, le prix de la poudre de lait écrémé a progressé de 15,2 % et celui de la poudre grasse a augmenté de 24,1 %. Aux États-Unis, le prix du beurre a évolué plus faiblement (+ 1,6 %), mais le prix de la poudre maigre a grossi de 14,4 %. Toujours aux États-Unis, le prix du lactosérum a bondi de 51,0 %. Seuls les prix du cheddar n'ont pas connu de fortes hausses. En effet, en Océanie, le prix du cheddar ne s'est accru que de 6,9 % et à l'inverse, aux États-Unis, il s'est nettement replié (- 19,3 %).

Les prix à la production ont également eu des dynamiques haussières en 2021 : en progression dans l'Union européenne, le prix du lait payé au producteur a aussi augmenté en Nouvelle-Zélande (+ 20,9 % en moyenne) et en Argentine (+ 13,5 %). Il s'est en revanche replié de 3,8 % aux États-Unis.

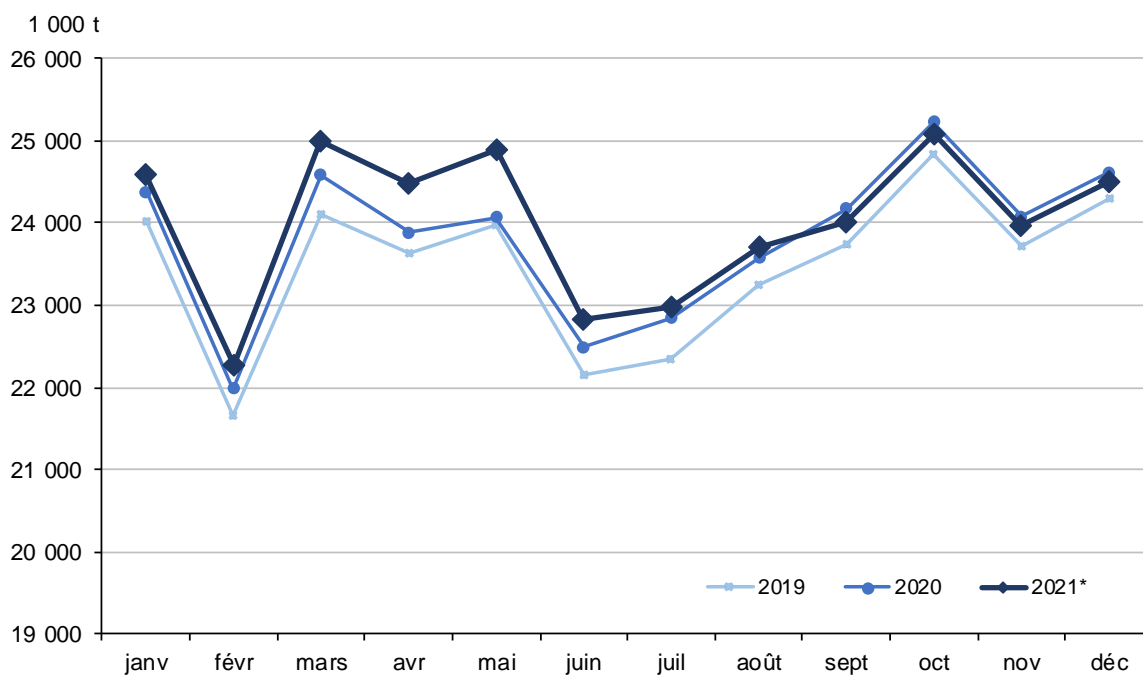
Évolution de la collecte entre 2020 et 2021* dans les principaux pays producteurs



*Estimation pour le mois de décembre

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, USDA, Dairy Australia, DCanz, Clal.it

Collecte « mondiale » de lait de vache (cumul des principaux producteurs : Union européenne à 27, États-Unis, Argentine, Australie, Nouvelle-Zélande)



*Estimation pour le mois de décembre

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, USDA, Dairy Australia, DCanz, Clal.it

Cours des produits laitiers industriels sur les marchés mondiaux

€/tonne	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Poudre 0 %						
FOB Océanie	1 827,2	1 685,9	2 339,7	2 460,9	2 834,3	15,2
FOB Europe de l'Ouest	1 778,1	1 508,2	2 120,5	2 154,3	2 622,3	21,7
FOB États-Unis	1 722,7	1 475,2	2 028,4	2 032,1	2 325,0	14,4
Beurre						
FOB Océanie	4 747,3	4 136,4	4 031,3	3 397,5	4 317,2	27,1
FOB Europe de l'Ouest	5 225,1	5 107,2	3 928,9	3 213,4	4 232,9	31,7
FOB États-Unis	4 574,2	4 220,8	4 438,1	3 134,5	3 183,9	1,6
Poudre 26 %						
FOB Océanie	2 752,3	2 539,9	2 797,8	2 621,5	3 252,6	24,1
FOB Europe de l'Ouest	2 946,5	2 740,8	2 933,7	2 704,4	3 309,4	22,4
Poudre de lactosérum						
FOB Europe de l'Ouest	907,6	792,9	812,7	766,5	1 035,2	35,1
FOB États-Unis	878,8	630,8	754,9	695,0	1 049,7	51,0
Cheddar						
FOB Océanie	3 413,8	3 090,3	3 459,3	3 490,6	3 731,5	6,9
FOB États-Unis	3 248,5	2 964,6	3 475,7	3 968,8	3 201,8	-19,3

Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Prix de la poudre de lait écrémé sur le marché mondial



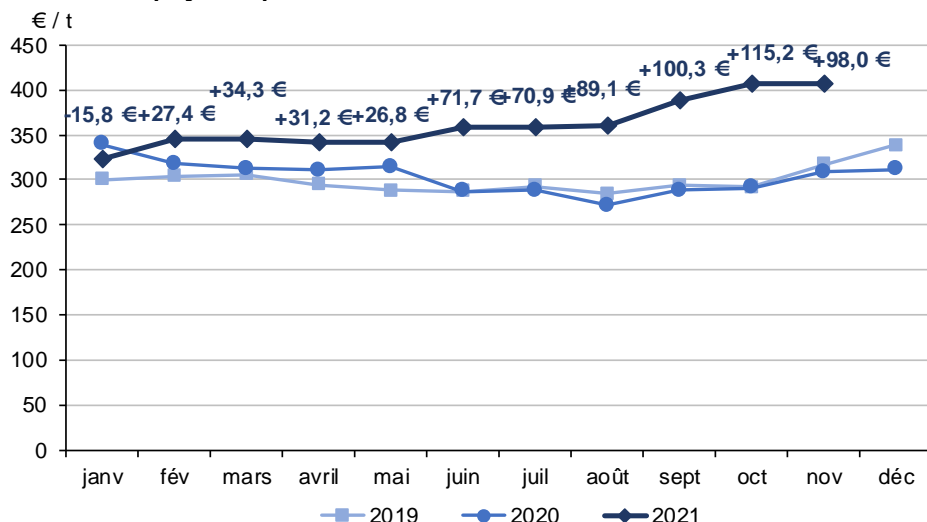
Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Prix du beurre sur le marché mondial



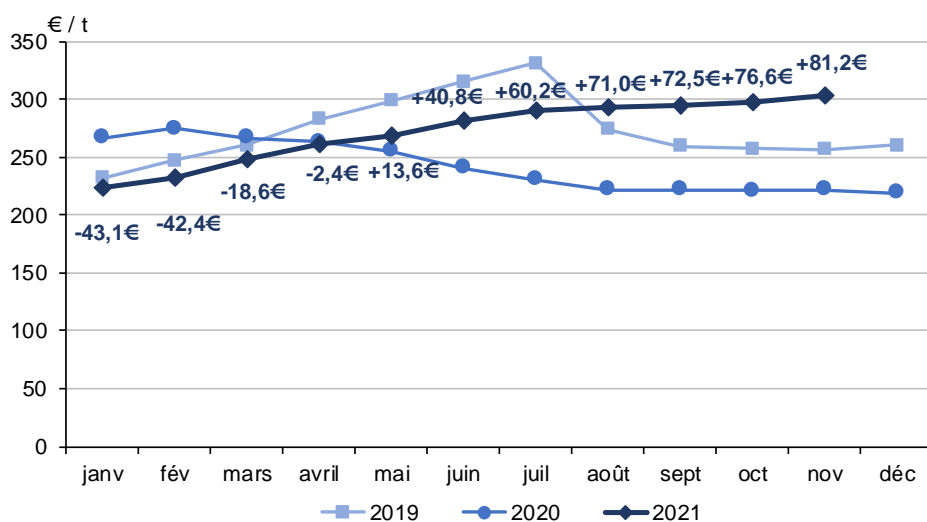
Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Prix du lait payé au producteur en Nouvelle-Zélande et écarts entre 2020 et 2021



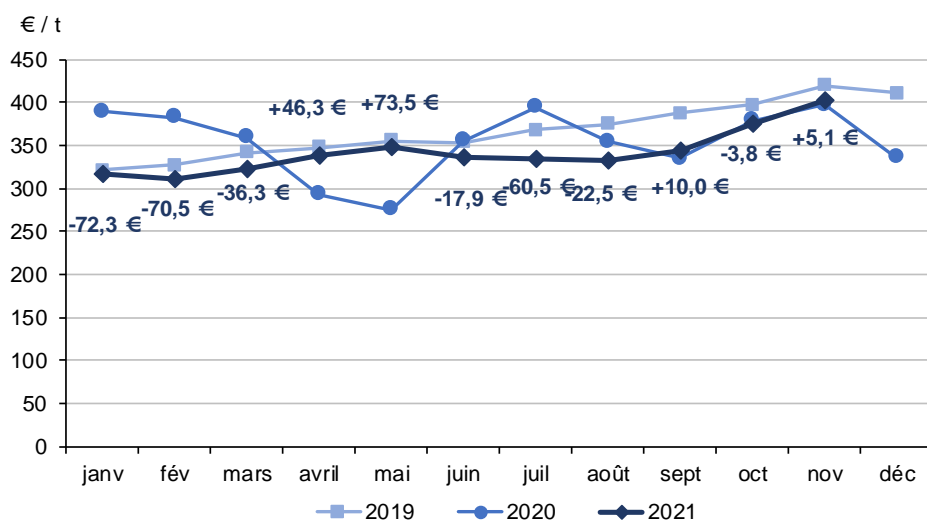
Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

Prix du lait payé au producteur en Argentine et écarts entre 2020 et 2021



Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

Prix du lait payé au producteur aux États-Unis (tous laits) et écarts entre 2020 et 2021



Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

ANNEXES

Tableau 1 : Production indigène brute⁽¹⁾

1 000 tec	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Volailles	TOTAL
1970	1 235	389	117	1 304	637	3 682
1980	1 560	405	180	1 570	1 125	4 840
1981	1 614	370	183	1 600	1 238	5 005
1982	1 504	389	195	1 571	1 333	4 992
1983	1 540	397	186	1 564	1 284	4 971
1984	1 704	418	185	1 576	1 250	5 133
1985	1 652	387	187	1 571	1 265	5 062
1986	1 675	394	179	1 591	1 325	5 164
1987	1 741	389	180	1 646	1 408	5 364
1988	1 652	351	175	1 779	1 448	5 405
1989	1 530	312	175	1 689	1 538	6 933
1990	1 599	313	177	1 727	1 665	7 208
1991	1 714	312	170	1 773	1 781	5 750
1992	1 763	316	156	1 859	1 840	5 934
1993	1 908		155	2 017	1 891	5 971
1994	1 821		147	2 116	2 004	6 088
1995	1 896		147	2 140	2 098	6 281
1996	1 982		152	2 149	2 230	6 513
1997	1 986		149	2 228	2 275	6 638
1998	1 883		145	2 333	2 083	6 444
1999	1 798		140	2 349	1 994	6 281
2000	1 764		137	2 311	2 027	6 239
2001	1 781		139	2 321	2 100	6 340
2002	1 897		137	2 366	1 991	6 391
2003	1 889		138	2 349	1 924	6 301
2004	1 818		133	2 329	1 864	6 144
2005	1 772		134	2 313	1 819	6 037
2006	1 731		132	2 310	1 677	5 850
2007	1 740		130	2 337	1 773	5 980
2008	1 700		119	2 327	1 743	5 889
2009	1 706		110	2 301	1 706	5 822
2010	1 763		111	2 306	1 722	5 902
2011	1 819		115	2 281	1 746	5 961
2012	1 731		110	2 233	1 733	5 807
2013	1 631		106	2 211	1 722	5 669
2014	1 426		106	2 213	1 708	5 453
2015	1 466		106	2 227	1 751	5 551
2016	1 476		109	2 256	1 707	5 548
2017	1 457		108	2 226	1 714	5 505
2018	1 476		107	2 240	1 787	5 609
2019	1 436		108	2 263	1 757	5 564
2020	1 443		108	2 276	1 731	5 558
2021*	1 433			2 256	1 686	
% 21*/20	-0,7			-0,9	-2,6	

⁽¹⁾ Production indigène brute (P.I.B.) = abattages contrôlés redressés + solde du commerce extérieur de tous les animaux vivants

*Estimations

**Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 2 : Consommation indigène brute⁽²⁾

1 000 tec	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Volailles	TOTAL
1970	1 133	387	151	1 551	616	3 838
1980	1 408	359	225	1 904	860	4 756
1981	1 364	350	232	1 930	884	4 760
1982	1 339	358	241	1 916	901	4 755
1983	1 356	360	244	1 950	942	4 852
1984	1 388	373	248	1 972	934	4 915
1985	1 395	357	255	1 949	963	4 919
1986	1 397	362	265	1 979	1 019	5 022
1987	1 396	361	280	2 032	1 031	5 100
1988	1 369	326	287	2 106	1 087	5 175
1989	1 401	305	300	2 008	1 183	5 197
1990	1 371	314	313	2 010	1 244	5 252
1991	1 391	317	321	2 023	1 246	5 298
1992	1 390	314	321	2 057	1 231	5 313
1993	1 644		317	2 076	1 222	5 259
1994	1 582		312	2 089	1 287	5 270
1995	1 625		309	2 083	1 315	5 332
1996	1 539		309	2 097	1 473	5 418
1997	1 568		298	2 071	1 457	5 394
1998	1 615		296	2 238	1 453	5 608
1999	1 530		299	2 222	1 443	5 495
2000	1 520		306	2 191	1 285	5 302
2001	1 608		258	2 222	1 399	5 487
2002	1 654		273	2 231	1 348	5 507
2003	1 566		264	2 232	1 342	5 404
2004	1 587		263	2 176	1 351	5 377
2005	1 641		262	2 160	1 341	5 404
2006	1 609		261	2 191	1 349	5 410
2007	1 630		251	2 210	1 429	5 520
2008	1 609		243	2 187	1 457	5 496
2009	1 629		233	2 163	1 461	5 464
2010	1 640		233	2 163	1 520	5 537
2011	1 612		214	2 115	1 528	5 468
2012	1 594		209	2 116	1 554	5 473
2013	1 552		201	2 106	1 556	5 415
2014	1 558		201	2 154	1 608	5 521
2015	1 564		194	2 180	1 658	5 597
2016	1 549		190	2 150	1 688	5 577
2017	1 533		188	2 117	1 721	5 559
2018	1 562		188	2 201	1 819	5 770
2019	1 544		188	2 131	1 855	5 718
2020	1 501		180	2 111	1 854	5 646
2021*	1 499			2 124	1 882	
% 21*/20	-0,1			0,6	1,5	

À partir de 1995, les consommations avec DOM incluses.

⁽²⁾ Consommation indigène brute (C.I.B.) = abattages contrôlés redressés - solde du commerce extérieur de viandes + variation de stock de viandes entre le premier et le dernier jour de l'année considérée

*Estimations

**Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 3 : Consommation annuelle moyenne par habitant

kgec/hab	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Volailles	TOTAL	Nb hab. (millions)
1970	22,4	7,6	3,0	30,7	12,1	75,8	50,5
1980	26,1	6,7	4,1	35,5	16,0	88,4	53,9
1981	25,2	6,5	4,3	35,6	16,3	87,9	54,2
1982	24,6	6,6	4,4	35,2	16,5	87,3	54,5
1983	24,8	6,6	4,4	35,6	17,2	88,6	54,8
1984	25,3	6,8	4,5	35,9	17,0	89,5	55,0
1985	25,3	6,5	4,6	35,3	17,5	89,2	55,3
1986	25,2	6,5	4,8	35,7	18,4	90,6	55,6
1987	25,1	6,5	5,0	36,5	18,5	91,6	55,8
1988	24,5	5,8	5,1	37,7	19,4	92,5	56,1
1989	24,9	5,3	5,3	35,7	21,0	92,2	56,3
1990	24,3	5,5	5,5	35,4	22,0	92,7	56,6
1991	24,5	5,5	5,6	35,5	21,9	93,0	56,9
1992	24,3	5,4	5,6	35,9	21,5	92,7	57,2
1993	27,9		5,4	36,0	20,8	90,1	58,9
1994	26,8		5,3	36,1	21,8	89,9	59,1
1995	27,4		5,2	35,1	22,2	89,9	59,3
1996	25,9		5,2	35,2	24,7	91,0	59,5
1997	26,3		5,0	34,7	24,4	90,3	59,7
1998	26,9		4,9	37,4	24,2	93,6	59,9
1999	25,4		5,0	36,9	24,0	91,3	60,2
2000	25,1		5,1	36,2	21,2	87,6	60,5
2001	26,4		4,2	36,4	22,9	90,0	61,0
2002	26,9		4,4	36,3	21,9	89,6	61,4
2003	25,3		4,3	36,1	21,7	87,4	61,9
2004	25,5		4,2	34,9	21,7	86,3	62,3
2005	26,1		4,2	34,4	21,4	86,1	62,8
2006	25,5		4,1	34,7	21,3	85,6	63,2
2007	25,6		3,9	34,7	22,4	86,7	63,6
2008	25,1		3,8	34,2	22,8	85,9	64,0
2009	25,3		3,6	33,3	22,7	84,9	64,4
2010	25,4		3,4	33,4	23,5	85,6	64,7
2011	24,8		3,3	32,5	23,5	84,2	65,0
2012	24,4		3,2	32,4	23,8	83,8	65,3
2013	23,7		3,1	32,1	23,7	82,5	65,6
2014	23,5		3,0	32,6	24,3	83,4	66,2
2015	23,5		2,9	32,8	24,9	84,2	66,5
2016	23,2		2,9	32,3	25,3	83,7	66,6
2017	22,9		2,8	31,7	25,8	83,2	66,8
2018	23,3		2,8	32,9	27,2	86,2	66,9
2019	23,0		2,8	31,8	27,7	85,3	67,0
2020	22,4		2,7	31,5	27,6	84,1	67,1
2021*	22,2			31,5	27,9	84,1	67,4
% 21*/20	-0,6			0,1	1,0		0,5

À partir de 1995, les consommations avec DOM incluses.

*Estimations

**Redressement des séries porcines de 1989 à 1994, ancienne présentation avec panne, rognons et diaphragme

Source : FranceAgriMer d'après SSP

**Tableau 4 : Taux d'auto-provisionnement
(PIB/CIB x 100)**

	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Volailles	TOTAL
1970	109,0	100,5	77,5	84,1	103,4	95,9
1980	110,8	112,8	80,0	82,5	130,8	101,8
1981	118,3	105,7	78,9	82,9	140,0	105,1
1982	112,3	108,7	80,9	82,0	147,9	105,0
1983	113,6	110,3	76,2	80,2	136,3	102,5
1984	122,8	112,1	74,6	79,9	133,8	104,4
1985	118,4	108,4	73,3	80,6	131,4	102,9
1986	119,9	108,8	67,5	80,4	130,0	102,8
1987	124,7	107,8	64,3	81,0	136,6	105,2
1988	120,7	107,7	61,0	84,5	133,2	104,4
1989	109,2	102,3	58,3	84,1	130,0	133,4
1990	116,6	99,7	56,5	85,9	133,8	137,2
1991	123,2	98,4	53,0	87,6	143,0	108,5
1992	126,8	100,6	48,6	90,4	149,5	111,7
1993	116,1		48,9	97,2	154,7	113,5
1994	115,1		47,1	101,3	155,8	115,5
1995	116,7		47,6	102,7	159,5	117,8
1996	128,8		49,2	102,5	151,4	120,2
1997	126,7		50,0	107,6	156,2	123,1
1998	116,6		48,8	104,0	143,3	114,9
1999	117,5		46,8	105,7	138,2	114,3
2000	116,0		44,8	105,5	157,8	117,7
2001	110,7		53,9	104,4	150,2	115,5
2002	114,7		50,2	106,0	147,7	116,1
2003	120,6		52,4	105,3	143,4	116,6
2004	114,5		50,6	107,0	137,9	114,3
2005	108,0		51,0	107,1	135,7	111,7
2006	107,6		50,6	105,4	124,2	108,1
2007	106,8		51,8	105,7	124,1	108,3
2008	105,6		48,9	106,4	119,6	107,1
2009	104,7		47,2	107,5	116,8	106,5
2010	107,5		50,7	106,9	113,3	106,6
2011	112,8		54,0	107,8	114,3	109,0
2012	108,6		52,9	105,5	111,5	106,1
2013	105,1		52,5	105,0	110,6	104,7
2014	91,5		52,7	102,7	106,3	98,8
2015	93,7		54,6	102,2	105,6	99,2
2016	95,3		57,1	104,9	101,1	99,5
2017	95,1		57,2	105,1	99,6	99,0
2018	94,5		57,2	101,8	98,2	97,2
2019	93,0		57,5	106,2	94,7	97,3
2020	96,1		60,0	107,8	93,3	98,4
2021*	95,6			106,2	89,6	

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 5 : Indices des prix à la consommation
base 100 : moyenne 2015

	Indice général des prix	Viandes	Viandes de bœuf et veau	Viandes d'ovin et de caprin	Viandes de porc	Volailles	Lait, fromage et œufs	Crème	Yaourts	Desserts lactés	Fromages et laits caillés	Œufs	Beurre
1999	78,6	69,2	64,2	58,3	65,9	61,5	82,3	85,4	92,9	98,8	80,7	81,3	79,8
2000	79,9	71,2	65,5	60,2	70,5	63,4	84,2	87,2	94,6	101,5	82,8	83,1	82,7
2001	81,2	77,0	68,6	68,4	78,8	70,1	88,5	90,9	99,6	106,7	87,0	87,2	86,7
2002	82,8	78,3	69,6	71,8	77,3	71,1	90,7	93,1	101,7	109,2	89,1	89,4	88,2
2003	84,5	79,1	71,2	72,6	77,8	71,4	92,4	95,4	103,1	110,3	91,1	91,0	90,3
2004	86,3	80,9	74,2	74,8	79,1	74,2	92,7	96,0	103,1	108,7	91,6	91,3	90,3
2005	87,9	82,0	76,9	76,6	80,4	73,7	91,4	96,2	100,4	104,1	91,1	87,8	89,9
2006	89,3	83,7	80,4	79,0	83,0	74,6	91,4	93,4	99,6	105,1	91,2	86,0	89,6
2007	90,7	85,5	82,6	81,4	84,9	78,2	91,7	92,6	98,4	103,7	91,5	87,5	90,5
2008	93,2	89,3	86,2	85,2	87,5	87,0	100,7	103,9	106,4	109,7	99,5	99,5	99,9
2009	93,3	90,5	87,3	86,1	88,6	88,1	99,2	102,1	103,8	105,2	98,5	100,0	94,6
2010	94,7	90,9	88,1	87,5	88,6	88,5	97,8	101,5	101,0	104,1	97,4	99,6	94,2
2011	96,7	93,2	90,2	90,6	91,1	94,8	100,2	103,2	102,3	106,3	99,6	100,7	98,5
2012	98,6	96,1	94,1	93,9	95,3	97,2	101,5	105,3	103,9	107,9	100,3	104,2	99,3
2013	99,5	98,8	97,7	96,5	99,2	100,5	100,6	103,6	101,0	105,6	99,5	104,2	98,4
2014	100,0	99,6	99,0	98,6	100,2	100,7	101,3	103,2	101,2	103,0	101,2	102,4	99,5
2015	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2016	100,2	100,4	100,9	101,3	99,9	100,0	99,0	99,6	97,7	99,1	98,4	100,8	100,5
2017	101,2	101,5	102,1	103,6	101,4	100,6	99,2	100,1	98,1	99,0	98,3	101,4	105,3
2018	103,1	102,8	103,5	104,5	102,4	101,2	101,2	104,2	99,9	99,1	100,5	103,2	119,7
2019	104,2	105,4	104,9	106,7	105,3	103,5	103,7	108,2	102,6	100,3	103,3	105,8	129,0
2020	104,7	108,2	106,7	108,6	110,2	104,4	103,9	108,8	102,8	100,1	103,5	105,8	129,0
2021	106,5	109,2	108,5	111,7	109,2	107,3	104,1	108,8	102,1	99,8	103,9	105,6	128,5
% 21/20	1,6	0,9	1,6	2,9	-0,8	2,8	0,2	0,0	-0,6	-0,3	0,4	-0,2	-0,4

Source : FranceAgriMer d'après Insee

Tableau 6 : Bilan dans le secteur bovin 1980-2021

	1980	1990	2000	2010	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Cheptel ⁽¹⁾ (1 000 têtes)	23 570	21 377	20 216	19 842	19 127	19 271	19 559	19 432	18 737	18 470	18 200	17 863	-1,9
dont - vaches laitières	7 452	5 489	4 424	3 748	3 697	3 699	3 576	3 552	3 512	3 576	3 552	3 552	-2,1
- vaches nourrices	2 753	3 595	4 071	4 204	4 106	4 142	4 263	4 259	4 141	4 263	4 259	4 259	-1,4
Abattages redressés (1 000 têtes)	7 852	6 672	5 476	5 121	4 697	4 720	4 677	4 649	4 681	4 562	4 512	4 487	-0,6
dont veaux	3 219	2 343	1 891	1 503	1 340	1 314	1 268	1 261	1 269	1 258	1 211	1 200	-0,9
Abattages redressés (1 000 tec)	1 838	1 679	1 528	1 558	1 451	1 462	1 463	1 447	1 470	1 432	1 440	1 430	-0,7
dont veaux	307	277	241	207	188	190	180	181	183	184	178	178	-0,2
Production indigène brute (1 000 tec)	1 965	1 912	1 764	1 763	1 643	1 668	1 680	1 664	1 694	1 661	1 667	1 657	-0,6
Achats publics (1 000 tec)	106	65	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
stock fin d'année (1 000 tec)	85	60	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
variation de stock (1 000 tec)	16	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Consommation indigène brute (1 000 tec)	1 775	1 685	1 561	1 680	1 585	1 572	1 549	1 532	1 562	1 544	1 501	1 499	-0,1
Exportations (1 000 tec)	451	618	549	498	427	447	457	459	472	467	458	482	5,3
- animaux vivants	141	191	256	213	197	212	221	221	231	238	236	235	-0,5
- viandes fraîches	158	241	225	248	192	194	194	196	201	193	183	193	5,5
- viandes congelées	139	176	50	27	22	22	25	24	23	20	22	34	56,1
- viandes transformées	13	10	18	10	14	18	17	18	17	15	18	21	16,6
Importations (1 000 tec)	277	432	347	415	369	351	326	328	340	350	292	325	11,2
- animaux vivants	14	32	19	8	6	6	4	4	6	9	9	8	-9,5
- viandes fraîches	242	377	278	302	256	236	213	210	212	221	177	201	13,4
- viandes congelées	17	18	38	86	89	92	91	97	102	97	85	89	5,5
- viandes transformées	4	5	12	19	17	17	17	16	20	22	21	26	23,5
Solde commerce extérieur													
- 1 000 tec	174	186	202	83	58	96	131	131	132	117	166	158	
- millions ⁽²⁾	2 873	4 490	1 001	604	551	740	836	897	929	850	955	956	

⁽¹⁾ Enquêtes de décembre de l'année précédente ; nouvelle série à partir de l'enquête de décembre 2009

⁽²⁾ Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Tableau 7 : Prix* à la production dans le secteur bovin 1980-2021

	1980	1990	2000	2010	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	% 21/20
Veaux de 8 jours à 3 semaines													
- engraissement 45-50 kg (€/tête)	-	1 134	187	115	81	89	92	90	95	72	64	65	2,1
- élevage mâles croisés légers (€/tête)	-	2 096	2 147	276	334	321	270	259	275	242	222	224	0,7
Veaux de boucherie													
- prix moyen pondéré (€/kg vif)	11,24	20,73	5,31	5,69	6,17	5,82	5,73	5,63	5,69	5,35	5,34	5,69	6,5
- Veau sous la mère : rosé clair U Rég Limousin Aquitaine	-	42,94											
prix moyen pondéré (€/kg vif)			6,51	7,36	8,85	8,73	8,26	8,15	8,28	8,30	8,60	8,46	-1,7
Animaux maigres													
(mâles 6-12 mois) (€/kg vif)													
- Limousin U	12,85	17,65	2,39	2,57	2,86	2,89	2,80	2,77	2,87	2,83	2,72	2,71	-0,3
- Charolais U	12,32	15,84	2,36	2,54	2,73	2,81	2,70	2,77	2,86	2,78	2,73	2,73	0,0
- Croisé R	11,31	13,84	2,14	2,23	2,39	2,43	2,39	2,46	2,66	2,61	2,47	2,42	-2,0
Animaux finis (€/kg net)													
- prix moyen pondéré gros bovins			2,80	2,96	3,71	3,65	3,46	3,60	3,56	3,56	3,54	3,81	7,5
- cotation													
- boeuf R	16,23	23,50	3,01	3,15	3,92	3,87	3,60	3,74	3,66	3,67	3,69	3,88	5,0
- boeuf U	17,27	26,21	3,32	3,51	4,32	4,28	4,06	4,14	4,09	4,11	4,20	3,30	-21,4
- génisse U	18,22	27,95	3,72	3,87	4,80	4,70	4,50	4,53	4,48	4,49	4,54	4,75	4,5
- jeune bovin O	14,46	20,84	2,51	2,73	3,25	3,30	3,07	3,30	3,35	3,29	3,23	3,43	6,2
- jeune bovin R	15,34	22,06	2,84	3,14	3,78	3,75	3,64	3,83	3,78	3,80	3,69	3,94	6,6
- jeune bovin U	16,08	23,33	3,04	3,40	3,96	3,93	3,83	4,01	3,95	3,98	3,86	4,11	6,4
- vache O	13,47	19,06	2,46	2,65	3,34	3,26	3,04	3,22	3,19	3,16	3,06	3,36	9,9
- vache R	15,25	22,21	2,95	3,19	4,03	3,97	3,72	3,81	3,73	3,79	3,89	4,14	6,5
- vache U	17,05	25,71	3,39	3,69	4,68	4,64	4,44	4,47	4,37	4,40	4,47	4,73	5,8

*Les prix sont exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

Source : FranceAgriMer

Tableau 8 : Bilan dans le secteur des ovins-caprins 1980-2020

	1980	1990	2000	2010	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	% 20*/19
Cheptel ⁽¹⁾ (1 000 têtes)													
Ovins	12 969	11 495	9 510	7 528	7 453	7 193	7 170	7 056	7 156	6 877	7 166	7 105	-0,9
dont brebis mères + agnelles saillies	9 157	8 662	7 391	5 770	5 713	5 535	5 482	5 370	5 354	5 213	5 405	5 329	-1,4
Caprins	1 125	1 022	1 075	1 318	1 306	1 283	1 271	1 250	1 199	1 213	1 252	1 242	-0,8
Abattages redressés (1 000 têtes)	10 706	11 262	8 457	6 260	6 120	6 043	5 975	6 114	5 967	5 980	5 951	5 875	-1,3
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	17,6	17,2	16,6	17,4	17,3	17,5	17,7	17,7	17,8	17,9	17,9	18,0	0,5
Abattages redressés (1 000 tec)	188	194	140	109	106	106	106	108	106	107	107	106	-0,7
Production indigène brute (1 000 tec)	180	177	137	111	106	106	106	109	108	107	108	108	-0,3
Consommation indigène brute (1 000 tec)	225	313	307	219	203	204	195	190	188	188	188	180	-4,4
Exportations (1 000 tec)	1	17	19	19	16	16	16	15	16	15	15	14	-4,2
- animaux vivants	0	10	8	8	6	6	5	4	4	3	4	6	32,7
- viandes fraîches	1	6	8	8	7	8	8	8	9	9	8	6	-20,7
- viandes congelées	0	1	3	4	3	2	2	3	3	2	3	2	-11,0
Importations (1 000 tec)	46	153	188	127	112	113	105	97	96	95	95	86	-9,0
- animaux vivants	8	27	10	5	5	5	5	4	3	3	2	3	35,9
- viandes fraîches	34	113	146	94	86	85	79	75	76	74	76	70	-7,9
- viandes congelées	4	13	31	28	21	23	21	18	18	19	17	13	-20,5
Solde commerce extérieur													
- 1 000 tec	-45	-136	-169	-108	-97	-98	-89	-82	-80	-80	-80	-72	
- millions	-820	-2 466	-520	-471	-446	-509	-474	-427	-420	-410	-389	-412	
Prix à la production ⁽²⁾													
cotation nationale (€/kg net)	19,94	21,93	4,26	5,81	6,23	6,34	6,32	6,22	6,21	6,30	6,17	6,74	9,1

⁽¹⁾ Enquêtes de décembre de l'année précédente

⁽²⁾ Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Tableau 9 : Bilan dans le secteur du porc 1980-2021

	1980	1990	2000	2011	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Cheptel ⁽¹⁾ (1 000 têtes)	11 353	12 276	15 993	14 279	13 428	13 300	13 307	12 791	13 353	13 713	13 510	13 737	1,7
dont truies	1 222	1 180	1 467	1 116	1 043	1 035	1 011	986	998	1 018	984	965	-1,9
Abattages redressés (1 000 têtes)	19 599	21 304	26 967	25 074	23 653	23 746	23 840	23 408	23 503	23 559	23 299	23 253	-0,2
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	85,9	83,6	85,9	89,6	90,6	91,6	92,7	93,0	92,9	93,5	94,4	94,9	0,5
Abattages redressés (1 000 tec)	1 683	1 780	2 317	2 225	2 151	2 174	2 209	2 178	2 183	2 202	2 202	2 206	0,2
Production indigène brute (1 000 tec)	1 570	1 727	2 309	2 294	2 209	2 231	2 260	2 225	2 240	2 263	2 275	2 256	-0,8
Variation de stock (1 000 tec)	0	0	-6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Consommation indigène brute (1 000 tec)	1 905	2 010	2 189	2 109	2 177	2 203	2 165	2 170	2 202	2 130	2 112	2 127	0,7
Exportations (1 000 tec)	93	223	653	778	684	658	669	638	641	711	722	729	1,0
- animaux vivants	16	13	17	79	63	60	54	50	57	64	77	52	-32,1
- viandes fraîches	9	79	216	306	321	292	259	271	291	298	278	282	1,4
- viandes congelées	16	53	209	203	162	171	209	172	159	202	218	234	7,6
- charcuterie	24	55	167	122	107	103	110	112	99	99	104	109	5,2
- graisses	28	23	45	69	31	32	37	33	35	48	48	52	9,1
Importations (1 000 tec)	430	507	527	593	651	630	574	582	603	579	556	597	7,4
- animaux vivants	129	67	24	9	5	3	3	3	0	3	3	3	0,0
- viandes fraîches	178	222	266	294	328	312	250	251	261	231	221	231	4,7
- viandes congelées	71	86	82	100	99	94	85	94	91	91	84	82	-2,7
- charcuterie	40	91	113	162	179	183	187	190	214	218	217	247	13,4
- graisses	12	41	42	28	41	38	50	45	37	36	35	36	2,6
Solde commerce extérieur													
- 1 000 tec	-337	-284	126	185	33	28	95	56	38	133	166	132	
- millions (hors abats)	-3 218	-4 079	136	-75	-366	-365	-211	-337	-381	-188	-94	-163	
Prix à la production ⁽²⁾													
cotation classe U (€/kg net)	8,02	10,94											
cotation classe E+S (€/kg net)			1,40	1,47	1,51	1,40	1,45	1,60	1,36	1,65	1,58	1,58	1,51

*Estimations

⁽¹⁾ Enquêtes de décembre de l'année précédente.

⁽²⁾ Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Tableau 10 : Bilan dans le secteur des volailles principales⁽¹⁾ 1980-2021

	1980	1990	2000	2010	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*	% 21*/20
Animaux finis prêts à l'abattage (millions de têtes)	740	993	999	942	935	965	929	926	935	910	893	874	-2,1
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	1,515	1,68	2,03	1,79	1,79	1,77	1,79	1,79	1,84	1,86	1,87	1,88	0,3
Animaux finis prêts à l'abattage (1 000 tec)	1 122	1 660	1 990	1 687	1 673	1 709	1 661	1 660	1 724	1 694	1 670	1 640	-1,8
Production indigène totale (1 000 tec)	1 124	1 665	2 027	1 722	1 708	1 751	1 707	1 714	1 787	1 757	1 731	1 692	-2,2
Variation de stock (1 000 tec)	1	-35	-22	-3	-3	5	0	-5	0	0	7	2	
Consommation indigène brute (1 000 tec)	859	1 244	1 285	1 520	1 628	1 681	1 713	1 745	1 855	1 888	1 885	1 919	1,8
Exportations (1 000 tec)	290	528	958	677	641	656	622	621	616	566	506	547	8,1
- animaux vivants	7	13	48	54	57	67	74	81	102	98	94	88	-6,1
- viandes	283	515	910	622	583	589	549	540	514	468	412	459	11,3
Importations (1 000 tec)	22	72	194	472	537	567	603	623	648	664	637	745	17,1
- animaux vivants	3	8	8	11	2	2	3	2	3	2	3	5	82,1
- viandes	19	64	185	461	535	565	601	621	646	662	634	740	0,0
Solde commerce extérieur													
- 1 000 tec	268	456	764	204	104	88	19	-2	-33	-98	-130	-198	0
- millions de francs // d'euros	1 545	4 455	1 196	276	74	110	-70	-114	-169	-254	-332	-416	0

⁽¹⁾ Gallus, canards, dindes, oies, pintades

⁽²⁾ Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

*Estimations

**La donnée de stock de volailles n'est pas disponible à partir de 2018, le calcul de la consommation est donc une estimation

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

LES DONNÉES

Les marchés des produits laitiers, carnés et avicoles - Bilan 2021 - Perspectives 2022
édition février 2022



Directrice de la publication : Christine Avelin
Rédaction : direction Marchés, études et prospective
Conception et réalisation : service Communication / Impression : service Arborial
Photographie ©Pascal Xicluna/agriculture.gouv.fr
ISSN : 2729-1464

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 73 30 30 00 www.franceagrimer.fr

 FranceAgriMer
 @FranceAgriMerFR